

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE
CONTRAT DE PRÊT SUR GAGE
ET
LES MONTS-DE-PIÉTÉ

THESE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le Samedi 4 juin 1898 à 8 h. 1/2.

PAR

Michel L. DANIEL

Président : M. WEISS, professeur.
Suffragants } MM. BOISTEL, professeur.
DUCROCQ, professeur.

LAVAL

IMPRIMERIE PARISIENNE

L. BARNÉOUD & C^{ie}

8, RUE RICORDAINE

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE
CONTRAT DE PRÊT SUR GAGE
ET
LES MONTS-DE-PIÉTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

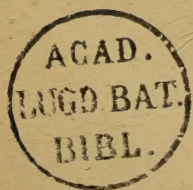
Sera soutenu le Samedi 4 juin 1898 à 8 h. 1/2.

PAR

Michel L. DANIEL

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants } MM. BOISTEL, professeur.
DUCROCQ, professeur.



LAVAL

IMPRIMERIE PARISIENNE

L. BARNÉOUD & C^{ie}

8, RUE RICORDAINE

1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Dans la *première partie* de notre travail, nous nous proposons d'étudier rapidement tout d'abord le contrat de gage en lui-même, principalement considéré comme renforçant le contrat de prêt.

En second lieu, nous rechercherons quels sont les établissements de prêt sur gages, et quelles sont les conditions de validité de leurs opérations.

Parmi ces établissements, il en est une catégorie spéciale, connue sous le nom de Monts-de-Piété, dont, dans notre *seconde partie*, nous ferons une étude détaillée, approfondie.

PREMIÈRE PARTIE

DU PRÊT SUR GAGES

CHAPITRE PREMIER

NOTION GÉNÉRALE DU CONTRAT DE GAGE

Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle gage (art. 2072, C. civ.). Le gage, que nous considérons ici comme accessoire au contrat de prêt, fut, dans notre ancien droit, soumis aux mêmes prohibitions que celles qui frappèrent ce dernier contrat.

Si, en effet, les diverses lois promulguées par les Barbares envahisseurs, le Bréviaire d'Alaric, le Papien, le Code des Lombards, admettent encore le prêt sur gages, ce contrat disparaît presque complètement à partir du moyen âge, sous l'influence des règles du droit canonique, qui interdisaient de prêter à intérêt, en vertu du conseil, érigé plus tard en principe : *Mutuum date, nihil inde sperantes*.

Mais si le prêt à intérêt était défendu aux chrétiens, il restait possible pour les Juifs, venus surtout de Lombardie.

La faculté de prêter à intérêt et sur gages mobiliers leur fut reconnue par de nombreuses dispositions légis-

latives (1), qui avaient aussi pour but de réglementer cette faculté et d'empêcher des abus.

Le taux de l'intérêt qui pouvait être perçu par les Juifs, à raison du prêt sur gages, intérêt qui était libre au début, fut, par l'art. 16 de l'ordonnance rendue par Louis XI à Tours le 14 décembre 1461, fixé « à deux deniers parisis par semaine pour seize sols parisis ; à deux deniers et maille parisis pour vingt sols parisis. » Quant à la vente du gage constitué pour garantir le prêt, elle devait avoir lieu publiquement et solennellement, après trois criées et avec l'autorisation de la Justice. Enfin, lorsque le prix de vente dépassait ce qui était dû au prêteur, la différence devait être restituée à l'emprunteur.

Les exigences du commerce devenant plus impérieuses, on chercha à tourner les prohibitions du droit canonique sur le prêt à intérêt. — On employa notamment, dans ce but, la constitution de rente et aussi la convention appelée « *Mohatra*. » Par cette convention, l'emprunteur achète du prêteur un objet quelconque, payable à terme. Le vendeur rachète immédiatement la chose pour un prix moindre payable comptant, et l'écart entre ces deux sommes formait l'avantage du prêteur (2).

Les controverses que fit naître, dans notre ancien droit, la question de la validité de semblables conventions permirent aux jurisconsultes, notamment à Dumoulin, d'affirmer, contrairement aux principes reçus

1. Edit de février 1218 (Philippe-Auguste) ; ordonnance de Saint-Louis de 1234 ; ordonnances de 1360, du 13 mai 1381.

2. Batbie, *Du prêt à intérêt*, p. 61.

jusque-là, la validité du prêt à intérêt, en sorte que le contrat de gage réapparut. Dans les pays de droit écrit, on observa les règles suivies en droit romain. Dans les pays de coutumes, la théorie du gage se développa, contenant en germe les principales règles posées par le droit civil moderne.

« C'est pareillement un droit général en France, dit Brodeau (1), que le créancier saisi du gage par le débiteur ne s'en peut attribuer la propriété, ni la vendre de son autorité privée, quand même il aurait été convenu par l'acte du prêt que, faute de payer et rembourser la somme dans un temps, le gage demeurerait au créancier pour icelle, ou qu'il le pourrait vendre, à quoy bon lui semblerait, sans formalité de justice : cette convention étant notoirement usuraire et illicite suivant la doctrine des arrêts. »

Ajoutons que la nécessité de la rédaction d'un acte écrit pour prouver l'existence du contrat de gage, fut proclamée par un arrêt de règlement du 26 novembre 1599 et par l'art. 8 du titre VI de l'ordonnance de 1673, cette dernière envisageant surtout les intérêts du commerce.

Ces brèves notions historiques se compléteront par la suite, lorsque nous rechercherons quel a été, dans notre ancien droit, le développement de l'institution des Monts-de-Piété.

Revenons au contrat de gage, tel que le réglementent les lois qui nous régissent actuellement.

Le gage, avons-nous dit, est un contrat accessoire. Il

1. Sur la coutume de la prévôté et vicomté de Paris, tome II, p. 432.

n'est donc, en principe, valable tout d'abord que si le contrat de prêt qu'il garantit est lui-même valable : *accessorium sequitur principale*. Dans tout ce qui suivra, nous supposons le contrat de prêt, qu'il corrobore, valablement consenti.

D'ailleurs le gage ne garantit que la restitution de la somme due et le paiement des intérêts licites. Rappelons immédiatement quel est aujourd'hui le taux de l'intérêt, un fait d'usure pouvant exister par cela même que le taux maximum est dépassé.

Le décret de l'Assemblée constituante des 3-12 octobre 1789 déclara licite le prêt à intérêt. En 1804, les rédacteurs du Code civil fixèrent le taux légal de l'intérêt à 5 p. 100 en matière civile et à 6 p. 100 en matière commerciale. Mais en même temps ils laissèrent à la volonté des parties la fixation de l'intérêt conventionnel. Des abus se produisirent, en sorte que la loi du 3 septembre 1807 défendit de stipuler un intérêt conventionnel supérieur au taux légal.

En 1857, la loi de 1807 reçut une première atteinte : La loi du 8 juin 1857 autorisa la Banque de France à élever, si les circonstances l'exigeaient, le taux de l'intérêt de ses avances au-dessus de 6 0/0.

Enfin, après plusieurs tentatives infructueuses, la loi du 12 janvier 1886 a abrogé, en matière de commerce, les lois du 3 septembre 1807 et du 19 décembre 1830 (celle-ci punit l'usure), dans leurs dispositions relatives à l'intérêt conventionnel. En matière civile, ces deux dernières lois restent en vigueur.

Remarquons également que les prêts sur gages faits à des individus non commerçants ne constituent pas des

actes de commerce ; par suite, ceux qui les consentent habituellement en prélevant un taux supérieur au taux de l'intérêt en matière civile, se rendent coupables du délit d'usure (1).

D'ailleurs les tribunaux ont le droit et le devoir de rechercher le véritable caractère des conventions, quelles que soient les qualifications qui aient pu leur être données.

En sorte que si les qualifications et les formes employées par le prêteur, dans les conventions verbales ou écrites, n'ont eu pour but que de déguiser des perceptions usuraires, ces agissements constituent le délit prévu par les lois des 3 septembre 1807 et 19 décembre 1850.

Le caractère accessoire du contrat de gage nous permet encore de distinguer le gage civil et le gage commercial, distinction dont l'importance apparaîtra bientôt : le gage est civil, quand il garantit une créance civile, un prêt civil dans notre hypothèse, et commercial, quand il garantit une créance commerciale, c'est-à-dire un prêt commercial.

Section I. — Qui peut consentir un droit de gage.

Supposons un contrat de prêt valable. Nous avons à rechercher à quelles conditions un contrat de gage peut venir accessoirement garantir les obligations de l'emprunteur.

En principe, celui qui donne un meuble en gage, qu'il

1. Paris, 3 avril 1897, *Le Droit* du 24 septembre 1897.

constitue ce nantissement pour sûreté d'un prêt à lui personnellement consenti ou pour sûreté de la dette d'une tierce personne, doit, pour que ce contrat de gage soit valable : 1^o être propriétaire de la chose, objet du nantissement ; 2^o avoir la capacité d'aliéner cette chose.

Il faut, en premier lieu, que le constituant soit propriétaire de la chose engagée : le prêteur impayé pouvant faire vendre à l'échéance, il faut que l'emprunteur soit propriétaire pour que cette vente soit efficace.

Sur cette règle est basée l'ordonnance de police du 14 Thermidor an XIII, encore en vigueur, et qui oblige les prêteurs sur gages à s'assurer que les emprunteurs sont bien propriétaires des objets qu'ils offrent en garantie. Cette ordonnance, disons-nous, est toujours en vigueur ; mais nous pensons, pourtant, que ses dispositions ne s'appliquent pas aux titres au porteur qu'on voudrait engager. D'après la nature même de ces titres, en effet, on ne conçoit guère la possibilité d'une vérification quelconque relative à la question de savoir si celui qui se présente possesseur de titres au porteur et les offre en nantissement est ou non réellement propriétaire de ces titres.

La jurisprudence est en ce sens (1).

Pour engager un meuble, il faut en être propriétaire : telle est la règle générale, mais il importe de ne pas oublier ici que nous sommes en matière mobilière, de sorte que, en ce qui concerne les meubles corporels qui seraient, à titre de gage, remis au créancier, le principe de l'art. 2279 : « en fait de meubles la possession vaut

1. V. notamment : Douai, 20 juin 1892. D. P. 92. 2. 375.

titre » va apporter à cette règle générale d'importantes dérogations.

Supposons donc qu'un meuble auquel la maxime de l'art. 2279 s'applique, ait été donné en gage au créancier, qui en est nanti. Par hypothèse, ce gage n'appartient pas au débiteur. Dans ces conditions, tout d'abord, les obligations que le gage fait naître entre les parties se produiront dans tous les cas. En second lieu, pour savoir si et dans quelles limites le créancier gagiste pourra opposer son droit au véritable propriétaire de la chose corporelle engagée, distinguons :

1^o Si le créancier gagiste est de mauvaise foi, c'est-à-dire s'il est prouvé qu'il savait que le débiteur gagiste n'était pas propriétaire de la chose engagée, il succombera certainement dans l'action en revendication intentée contre lui par le véritable propriétaire.

2^o Si le créancier gagiste est de bonne foi, mais qu'il ait reçu en gage un meuble corporel perdu ou volé depuis moins de 3 ans, celui qui a perdu ou a été volé pourra, dans ce délai de trois ans à partir de la perte ou du vol, revendiquer l'objet entre les mains du créancier gagiste, et cette revendication sera, en principe, pure et simple, c'est-à-dire sans qu'il y ait lieu, pour le revendiquant, de payer au créancier gagiste la valeur de la chose. Par exception si celle-ci avait été achetée par le débiteur gagiste, soit en foire, soit chez un marchand vendant des choses pareilles, le revendiquant ne pourrait reprendre sa chose au créancier gagiste qu'à charge de lui payer le prix de cet achat (art. 2280).

3^o Enfin si la chose engagée par le débiteur non propriétaire n'avait été ni perdue ni volée, si, par exemple,

le débiteur, commettant un abus de confiance, engageait, pour sûreté de ses obligations personnelles, des meubles déposés entre ses mains, le revendant, pour recouvrer sa chose, devrait désintéresser intégralement le créancier gagiste, supposé de bonne foi.

En résumé, c'est seulement sous les restrictions apportées par les articles 2279 et 2280 aux gages portant sur des meubles corporels, que nous formulons notre première règle que, pour pouvoir donner en gage, il faut être propriétaire de la chose engagée.

Il faut, en second lieu, que celui qui donne la chose en gage, ait la capacité d'aliéner, car le contrat de constitution du gage entraîne éventuellement, au cas de non remboursement, à l'échéance du prêt garanti par ce contrat accessoire, l'aliénation de l'objet engagé, avec attribution du prix de celui-ci au profit du créancier gagiste.

Ceux qui, d'après le droit commun, sont incapables, ne peuvent donc constituer un gage que si les formalités spéciales, prescrites par la loi pour l'aliénation des meubles de ces incapables, ont été remplies. C'est ainsi que la femme mariée non autorisée ne peut, du moins en général, valablement consentir un gage ; mais cette constitution pourrait cependant être ultérieurement validée, par exemple par la confirmation qui émanerait des deux époux conjointement (1).

1. Cassation, 12 janvier 1874, D. P. 74. 1. 453 et 19 mars 1877, D. P. 79. 1. 455.

Section II. — Quels meubles peuvent être donnés en gage.

Toute chose mobilière peut bien être donnée en gage ; mais il importe immédiatement de faire ici une remarque importante : pour que le gage soit valablement constitué, la possession matérielle, nous le dirons, doit en être transférée au créancier, et, d'autre part, comme conséquence nécessaire du contrat accessoire que nous étudions, la chose doit être telle que si, à l'échéance de la dette principale que le gage a pour but de garantir, le débiteur ne satisfait pas à ses obligations, la vente de cette chose soit possible, afin que le créancier soit payé sur les sommes provenant de cette vente. Nous en concluons que les choses mobilières dont le propriétaire ne peut pas aliéner la possession ou dont la vente ne peut pas, éventuellement, être poursuivie, sont insusceptibles de faire l'objet d'un contrat de gage.

Inversement, toutes les fois que des meubles ne seront pas d'une nature telle qu'il y ait soit impossibilité de dépossession du débiteur, soit impossibilité de vente, ils pourront être valablement engagés par leur propriétaire.

Cette double règle étant posée, énumérons les meubles qui peuvent faire l'objet d'un contrat de nantissement. Et d'abord toutes les choses corporelles mobilières, comme les meubles meublants, les marchandises, les animaux, peuvent être données en gage. Il en est de même des choses mobilières *incorporelles*, pourvu qu'elles sa-

tisfassent à la double condition que nous avons indiquée. C'est ainsi, par exemple, qu'un brevet d'invention peut faire l'objet d'un nantissement (1).

Il en est de même du droit à un bail à loyer (2), par exemple du droit au bail des lieux dans lesquels un commerçant exerce son industrie (3).

Mais que faut-il décider en ce qui concerne la possibilité de mettre en gage un fonds de commerce ?

Un semblable fonds constitue un meuble incorporel consistant, en général, dans la réunion de divers éléments : achalandage, marchandises, nom commercial, enseigne et aussi le droit au bail, dont il vient d'être parlé. Après quelques hésitations, l'on a fini par admettre très généralement et avec raison, que les fonds de commerce ainsi définis pouvaient très bien faire l'objet d'un contrat de nantissement, en conformité des articles 2075 et 2076.

Nous verrons plus loin comment a lieu, dans cette hypothèse la mise en possession du créancier gagiste, et les difficultés qui se sont élevées à ce sujet.

Quant aux reconnaissances du Mont-de-Piété, dont nous aurons à parler longuement, aucune disposition ne prohibe, en théorie, leur mise en gage. Le contrat de nantissement aura lieu, dans ce cas, suivant les règles des art. 2075 et suiv., si le prêt qu'il s'agit de garantir ainsi est civil de sa nature, et suivant les règles de l'art. 91 du Code de commerce, si le prêt est de nature commerciale (4).

1. Paris, 29 août 1865, D. P. 65. 2. 231.

2. Cassation, 6 mars 1861, S. 61. 1. 713.

3. Paris, 31 mai 1866, S. 66. 2. 315.

4. Paris, 18 avril 1889, D. P. 90. 2. 342.

La question est plus délicate en ce qui concerne les rentes sur l'Etat : Ces rentes peuvent-elles être données en nantissement ?

Elles sont, on le sait, insaisissables (1), et, en se basant sur cette insaisissabilité, on a soutenu, dans une opinion, qu'un nantissement ne pouvait pas valablement porter sur ces rentes. Mais nous répondrons avec M. Laurent (2) que s'il est certain que ces rentes sont insusceptibles de saisie, elles sont parfaitement cessibles, aliénables, et, par suite, remplissent bien les conditions auxquelles nous reconnaissons qu'un meuble incorporel peut être engagé

Si donc, à l'échéance, le créancier, nanti du titre de rente sur l'Etat donné en gage, n'est pas payé des sommes que ce gage a pour but de garantir, il n'aura, en observant les formes de la loi du 28 floréal an VII, qu'à faire vendre la rente et à se payer sur le prix. La jurisprudence est fixée depuis longtemps en ce sens (3).

Les choses mobilières qui viennent d'être énumérées sont cessibles, aliénables par le créancier ; elles peuvent donc être données en gage. Inversement, avons-nous dit, les meubles incorporels qui ne satisfont pas aux conditions précédemment étudiées, sont insusceptibles d'être engagés. La jurisprudence a eu l'occasion de faire de cette règle d'intéressantes applications.

1. La jurisprudence cherche à diminuer l'importance de cette règle. Sur le conflit actuellement existant sur ce point entre les tribunaux et le Trésor, voir : Cassation, 23 novembre 1897, *Gazette Palais* du 18 décembre et la lettre du Ministre des finances du 20 novembre 1897, *Gazette Palais* du 6 janvier 1897.

2. T. 28, p. 436, § 447.

3. Paris, 13 janvier 1854, S. 54. 2. 209 ; — 17 janvier 1868, S. 68. 2. 79 ; — 21 mars 1889, *Journal La Loi* du 26 mars 1889.

C'est ainsi que les brevets de pension militaire ne peuvent être mis en gage ; et si un semblable brevet avait été, en fait, engagé, comme le créancier gagiste aurait sur lui une possession illégale, illicite, ce brevet devrait être restitué à son titulaire, dès que celui-ci demanderait cette restitution (1).

Il y a plus : le créancier qui aurait reçu en gage un semblable brevet ne pourrait même pas demander que les termes de pension qui seraient échus fussent imputés sur le montant de la créance illégalement garantie : la restitution pure et simple du brevet s'impose (2).

D'une manière plus générale, les pensions sur l'Etat, ayant un caractère essentiellement alimentaire, ne peuvent être cédées ; elles ne peuvent donc faire l'objet d'un nantissement ; le déplacement, au profit du créancier, de la possession du titre constatant le droit à la pension, resterait, par suite, sans effet : le contrat de gage ne serait pas créé (3).

Signalons enfin, dans cet ordre d'idées, et bien que l'hypothèse ne puisse plus aujourd'hui se présenter, l'arrêt de la Cour de Paris qui, le 26 juillet 1851 (S. 51. 2. 619), a décidé que, les choses non dans le commerce ne pouvant être engagées valablement, le numéro ou permission de police nécessaire, avant le décret du 22 juin 1863, pour l'exercice de la profession de boulanger, n'était pas susceptible de faire l'objet d'un contrat de nantissement.

1. Trib. de paix de Lille, 17 mars 1886, *Moniteur des juges de paix*, 1886, p. 369.

2. Lyon, 7 juillet 1887, *Moniteur de Lyon*, 14 novembre 1887.

3. Paris, 19 mai 1877. D. P. 79. 2. 84.

Section III. — Quelles sont les formes du contrat de gage.

L'étude des formes exigées pour la validité du contrat de gage nécessite une distinction. Ces formes varient, en effet, suivant que l'effet mobilier qu'il s'agit d'engager est ou n'est pas un titre ou une valeur *négociable*. Etudions successivement ces deux hypothèses.

§ 1. — *Des formes requises quand l'objet mobilier qu'il s'agit d'engager n'est pas un titre ou une valeur négociable.*

Les titres ou valeurs négociables (au porteur, nominatifs ou à ordre) sont, depuis 1863, régis, quant aux formes relatives à leur mise en gage, par des règles spéciales, que nous exposerons rapidement plus loin.

Dans les développements qui vont suivre, nous supposerons donc, tout d'abord, que le meuble offert en nantissement n'est pas une semblable valeur négociable.

Entre les parties contractantes, créancier, débiteur et leurs ayants cause à titre universel, le contrat de gage est une convention ordinaire, ne nécessitant aucune forme spéciale : le consentement des parties, joint aux autres conditions de validité du contrat que nous avons étudiées plus haut, suffit.

Ainsi, *entre les parties*, aucun écrit enregistré n'est

nécessaire et la preuve testimoniale est admise au-dessous de 150 fr., conformément au droit commun ; la mise en possession du créancier gagiste n'est pas davantage exigée à peine de nullité du contrat (1).

Mais, en ce qui concerne les formes requises pour rendre le contrat de gage opposable aux tiers, on conçoit qu'une telle simplicité ne soit plus possible. La constitution du gage, en effet, a pour résultat de donner éventuellement au créancier gagiste, sur le prix du meuble, objet du nantissement, un droit de préférence à l'encontre des autres créanciers du propriétaire de ce meuble. Les droits de ces créanciers doivent donc être sauvegardés, de telle sorte qu'aucune fraude ne puisse, à leur préjudice, intervenir entre le créancier gagiste et le débiteur commun.

Étudions ces formalités spéciales, nécessaires à rendre le contrat de gage opposable aux tiers. Il importe, ici, de faire plusieurs distinctions suivant, surtout, que le contrat de gage est civil ou commercial.

Et d'abord, quand le gage est-il civil ? Quand est-il commercial ? D'après l'art. 91 du Code de commerce, le gage est commercial, qu'il soit constitué par un commerçant ou un non-commerçant, dès qu'il est constitué pour un acte de commerce, dès qu'il garantit, par suite, le paiement d'une créance commerciale. Pour savoir si le gage est civil ou commercial, il suffira donc de rechercher si la créance garantie par ce gage a le caractère civil ou commercial, ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut.

1. Rouen, 9 novembre 1892, *Gaz. Palais*, 93. 4. 56. Aubry et Rau, t. 4, p. 700, § 432 ; — Laurent, t. 28, p. 448.

Première Hypothèse : Le gage est civil.

En matière civile, la première condition spéciale qu'exige le législateur, pour que le contrat de gage soit opposable aux tiers, est, aux termes des art. 2074 et 2075 du Code civil, que le contrat soit constaté *par écrit*.

Cependant la loi a estimé bon de faire ici une distinction :

Si le gage doit porter sur un meuble corporel, l'écrit n'est nécessaire qu'en « matière excédant la valeur de 150 francs » (art. 2074, *in fine*). Ici nous estimons avec Laurent (t. 28, § 456, p. 448), que ces termes « en matière excédant la valeur de 150 francs » doivent être entendus en ce sens que, *quelle que soit la valeur du meuble remis en nantissement*, un écrit sera nécessaire lorsque, et seulement lorsque le créancier prétendra exercer sur le gage un droit de valeur supérieure à 150 francs.

Inversement, lorsqu'il s'agit d'un gage portant sur un meuble incorporel, quelle que soit la valeur de celui-ci, même si elle est inférieure à 150 francs, l'écrit est toujours nécessaire (Art. 2075). Et les dispositions du Code sont ici tellement impératives, que chaque fois que, suivant les règles qui précèdent, un acte (soit authentique, soit sous seing privé : la loi ne distingue pas) est exigé, cet acte ne saurait être remplacé par une autre formalité plus ou moins équivalente. Par exemple, la preuve testimoniale, appuyée sur un commencement de preuve par écrit, serait insuffisante. Mais, du moment qu'un acte, soit authentique, soit sous signature privée, existe, il n'est point nécessaire que cet acte ait été rédigé spécialement, exclusivement, en vue de la constitution du

gage. Ainsi les diverses mentions écrites ayant pour effet de constater la constitution du gage pourraient très bien se trouver insérées dans un acte ayant pour but de constater, outre le gage, l'existence d'une autre convention quelconque. Ajoutons que la rédaction de l'écrit, qui doit constater le contrat de nantissement, n'est pas soumise à la nécessité de termes solennels ou sacramentels.

Cependant si, quant à la forme, l'écrit exigé ne doit remplir aucune condition, il doit pourtant réaliser une très importante condition de fond ; il doit contenir, aux termes de l'art. 2074, C. civ. : « la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leurs qualité, poids et mesure ». Le motif de cette disposition est évident : Il faut éviter une collusion possible entre le débiteur et le créancier, au détriment des tiers, c'est-à-dire des autres créanciers du débiteur gagiste. On empêchera ainsi toute augmentation frauduleuse dans le *quantum* de la dette garantie par le gage ; on empêchera de même toute substitution d'un objet engagé à un autre. Et s'il y a contestation sur le point de savoir si la désignation et l'énonciation exigées par la loi sont suffisantes, étant donné l'acte dressé pour constater la constitution du gage, les tribunaux apprécient souverainement, en fait, d'après les circonstances. Du reste, sur cette question de reconnaître quand la désignation des objets engagés sera suffisamment précisée dans l'acte écrit dont nous nous occupons, la jurisprudence a adopté, avec raison suivant nous, la formule proposée par MM. Aubry et Rau (t. 4. § 432, note 3, p. 701) :

La désignation sera suffisante dès qu'elle sera « assez précise pour empêcher les fraudes qui pourraient se commettre par la substitution d'objets plus précieux à ceux qui ont primitivement été donnés en gage ».

Lorsqu'un acte écrit est exigé par le législateur — et nous venons de voir dans quels cas — il ne suffit pas que cet acte ait été, en fait, rédigé. Il faut de plus, dit la loi, que cet acte, s'il est sous seing privé, ait été *enregistré*.

Il importe, en effet, que le créancier gagiste qui veut opposer son privilège aux autres créanciers puisse le faire en invoquant un titre ayant date certaine, à l'abri, par suite, de tout soupçon d'antidate. La rédaction d'un acte authentique ou l'enregistrement de l'acte sous seing privé donneront donc la date certaine exigée par le législateur.

Mais devons-nous, au cas où l'acte constitutif est sous seing privé, limiter au seul enregistrement les moyens de donner date certaine à cet acte ? Ne vaudrait-il pas mieux, prenant en considération le but que se propose la loi, but qui est l'acquisition de la date certaine, décider que le privilège du créancier gagiste aura date certaine vis-à-vis de tous, dès que soit l'enregistrement, soit l'une des autres conditions énumérées dans l'art. 1328 du Code civil pour donner date certaine aux actes sous seings privés, existera ?

Un parti très important dans la doctrine (1) soutient que nous sommes ici en matière de privilèges, c'est-à-dire dans une matière où tout est de droit étroit, où tout doit être interprété restrictivement. La loi n'ayant, dans notre hypothèse de la constitution du gage, parlé que de

1. Aubry et Rau, t. 4, p. 701, § 432, note 7 ; Laurent, t. 28, p. 443 ; Colmet de Santerre, t. 8, p. 364.

l'enregistrement pour donner date certaine aux actes sous seings privés, les autres modes que l'art. 1328 présente, d'une manière générale, comme des équivalents, ne peuvent l'être dans le cas spécial qui nous occupe.

Bien que ce système ait pour lui le texte de la loi rigoureusement interprété, nous pensons avec M. Paul Pont (t. 2, p. 587), et avec la jurisprudence, que la date certaine peut résulter ici, non seulement de l'enregistrement, mais encore des autres faits que, dans l'art. 1328 C. civil, a visés le législateur. L'enregistrement de l'acte sous-seing privé pourra donc être suppléé :

1° Soit par le décès de l'un des signataires (1) ;

2° Soit par la relation dans un acte authentique (2), ou dans un acte sous seing privé lui-même enregistré (3). Mais il ne faudrait pas aller plus loin : le timbre de la poste serait insuffisant à donner la date certaine exigée par le législateur (4).

Deuxième Hypothèse. — Le gage est commercial, c'est-à-dire a pour but de garantir le paiement d'une créance commerciale, d'un prêt de nature commerciale. Avant 1863, on exigeait, en principe, tant en doctrine qu'en jurisprudence, l'application des règles portées aux art. 2074 et 2075 du Code civil, aussi bien quand le gage était commercial que lorsqu'il était purement civil.

Mais depuis la loi du 13 mai 1863, le 1^{er} alinéa de l'art. 91 du Code de commerce pose le principe suivant :

1. Cassation, 17 février 1858, S. 58. 4. 365.

2. Lyon, 6 juillet 1889, D. P. 90. 2. 113.

3. Cassation, 23 juillet 1844, S. 44. 1. 859 ; *Addé*, sur le principe : Trib. civ. Seine, 4 janvier 1894, *Gaz. Pal.* 94. 1. 489.

4. Aix, 27 mai 1845, S. 45. 2. 118 ; Montpellier, 4 janvier 1853, S. 53. 2. 266.

« Le gage constitué, soit par un commerçant, soit par un individu non commerçant, pour un acte de commerce, se constate, à l'égard des tiers comme à l'égard des parties contractantes, conformément aux dispositions de l'art. 109 du Code de commerce ». D'où il suit qu'un écrit n'est plus désormais nécessaire à la validité de la constitution du gage commercial. En conséquence, tous les modes de preuves seront admis en ce qui concerne la constitution du gage, quelle que soit l'importance du litige, et cette règle s'appliquera non seulement entre les parties, mais même à l'égard des tiers. Du reste, les tribunaux apprécieront souverainement, au moyen de ces preuves quelconques, s'il y a eu réellement, ou non, gage constitué.

Remarque. — Lorsque l'objet mis en gage est une créance ordinaire, l'acte constitutif doit, en outre des formalités qui ont été étudiées jusqu'ici, être signifié au débiteur de la créance donnée en gage, pour que cette constitution du gage soit opposable aux tiers, et il en est ainsi, que le gage soit civil ou commercial (art. 2075, *in fine*, C. civ. ; art. 91, C. com.). Nous rencontrons ici une analogie avec les dispositions de l'art. 1690 du Code civil, analogie sur laquelle nous allons revenir. Constatons tout d'abord que la doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour exiger la signification, dès qu'une créance est donnée en gage, et qu'elles admettent au contraire qu'une semblable signification n'est plus nécessaire dès que l'objet engagé est un meuble incorporel autre qu'une créance (1), est, par exemple, un bre-

1. Cassation, 20 janvier 1886, S. 86. 1. 305 ; Cassation, 6 mars 1861, D. P. 61. 1. 412 ; Paris, 21 juillet 1892, D. P. 93. 2. 408 ;

vet d'invention ou un fonds de commerce : la loi, en effet, ne parle ici que de significations à faire *au débiteur*, et ce n'est qu'en matière de créances qu'on peut concevoir un *débiteur*.

Lorsque le gage a pour objet une créance, la signification faite au débiteur de cette créance est, disons-nous, nécessaire pour que la constitution du gage vaille vis-à-vis de tous, et l'art 2075 formule une règle très analogue à celle portée en l'art. 1690. Mais l'art. 2075 ne parle que de la signification de l'acte constituant la créance en gage, alors que l'art. 1690 indique deux moyens de rendre opposables aux tiers les cessions de créances : la signification et aussi l'acceptation du débiteur dans un acte authentique. D'où la question suivante : l'acceptation de la constitution de la créance en gage, acceptation émanant du débiteur de cette créance et contenue dans un acte authentique, conformément à l'art. 1690, est-elle suffisante, dans le silence de la loi sur ce point, pour remplacer la signification qu'exige ici expressément le législateur ?

Sur ce point les avis sont partagés. M. Laurent, notamment, soutient (t. 28, § 464, p. 457) que nous nous trouvons ici en matière de privilège, matière dans laquelle tout est de droit étroit, de stricte interprétation, et il conclut que la signification ne pourrait pas être valablement remplacée par l'acceptation de la constitution du gage, acceptation que ferait, dans un acte authentique, le débiteur (4).

Paris, 29 août 1865, D. P. 65. 2. 231 ; Aubry et Rau, t. 4. p. 705, note 18, § 432.

1. Comparez : Besançon, [24 novembre 1868, et Cassation, 11 août 1869, S. 69. 1. 397.

Mais nous pensons, là encore, que l'acceptation authentique pourrait suppléer le défaut de signification, car le but que poursuit le législateur, au point de vue qui nous occupe, dans l'art. 2075, est évidemment le même que celui qu'il s'est proposé en édictant les dispositions de l'art. 1690, en sorte que les deux moyens admis par l'art. 1690, signification et acceptation authentique, sont également bons pour rendre opposables aux tiers les constitutions de gage portant sur des créances (1).

§ 2. — *Des règles de forme requises quand le bien mobilier, qu'il s'agit d'engager, consiste en titres ou valeurs commerciales.*

Nous allons maintenant supposer que la chose sur laquelle doit porter le gage est : soit un titre ou valeur *au porteur*, c'est-à-dire transmissible de la main à la main ; soit un titre *négociable* qui peut consister ou bien en une valeur *nominative*, transmissible au moyen d'un transfert opéré sur les registres de l'Établissement débiteur du titre ; ou bien en une valeur *à ordre*, c'est-à-dire en une valeur transmissible par voie d'endossement.

Cela posé, nous distinguerons soigneusement deux hypothèses :

1° *Le gage* portant sur les titres ou valeurs qui viennent d'être précisés, *est commercial*, c'est-à-dire a pour but de corroborer un droit, une créance principale, de nature commerciale.

1. En ce sens : Colmet de Santerre, t. 8, n° 301 bis, p. 367 ; Aubry et Rau, t. 4, § 432 note 15, p. 704.

2° *Le gage est civil*, c'est-à-dire est l'accessoire d'une créance civile.

Première Hypothèse : Le gage est commercial.

Après de nombreuses controverses dans la doctrine, et aussi après de nombreuses solutions contradictoires dans les décisions des tribunaux, on avait fini par admettre, avant la loi du 23 mai 1863, que le droit commun en matière de gage civil, tel qu'il a été exposé plus haut, s'appliquait à la constitution du gage commercial, même quand l'objet offert en gage était l'une de ces valeurs négociables, nominatives ou à ordre (1), dont nous venons de parler.

Depuis 1863, la validité du gage, du gage commercial tout au moins, a été reconnue, même vis-à-vis des tiers, lorsque ce gage est constitué : par le simple transfert, pour les valeurs nominatives ; par l'endossement, pour les valeurs à ordre.

En ce qui concerne les valeurs nominatives, en effet, la loi du 23 mai 1863 dispose ainsi dans le nouvel article 91 : « A l'égard des actions, des parts d'intérêts et des obligations nominatives des sociétés financières, industrielles, commerciales ou civiles, dont la transmission s'opère par un transfert sur les registres de la société, le gage peut également être établi par un transfert à titre de garantie inscrit sur lesdits registres ».

En second lieu, en ce qui concerne les valeurs à ordre, le nouvel article 91 décide que « le gage à l'égard des valeurs négociables peut aussi être établi par un en-

1. Les valeurs au porteur seront examinées ultérieurement.

dossement régulier indiquant que les valeurs ont été remises en garantie ».

On le voit, pour les deux catégories de valeurs qui précèdent, le gage commercial ne nécessite plus ni écrit spécial, ni signification au débiteur de la créance engagée. Pour que le droit du créancier gagiste existe, et existe vis-à-vis de tous, il suffit soit d'un endossement, soit d'un transfert de garantie, suivant le cas. D'ailleurs, cet endossement et ce transfert ne sont même pas indispensables, en ce sens que si aujourd'hui le gage des valeurs nominatives ou à ordre se constitue le plus souvent au moyen de cet endossement ou de ce transfert, la mise en gage de semblables valeurs peut être également établie par tous les moyens de preuve contenus dans l'article 109 du Code de commerce (1).

Supposons donc, ainsi que nous l'admettons, que l'endossement ou le transfert ne soient pas, ici, indispensables, et qu'en fait, d'autre part, la constitution du gage commercial ait eu lieu, sur les valeurs négociables, autrement que par l'un ou l'autre de ces moyens.

Est-il alors nécessaire qu'une signification soit faite à l'établissement débiteur de la valeur engagée ? MM Lyon-Caen et Renault l'estiment (N^o 695, p. 376). Mais la jurisprudence est contraire à cette solution, et, croyons-nous, avec raison. En effet, dans l'article 91 nouveau, nous trouvons, posée en principe, cette règle que, même à l'égard des tiers, le gage commercial peut se constituer, d'une part, se prouver, d'autre part, de toutes les façons possibles.

1. Voir : Trib. civ. Seine, 10 août 1893, *Gaz. Pal.* 93. 1. 319.

L'article 91, 4^e alinéa, apporte, il est vrai, une exception à ce principe, quant à l'obligation d'une signification au débiteur de la créance engagée, « en ce qui concerne les créances mobilières dont le cessionnaire ne peut être saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur ». Mais il nous semble certain que ce 4^e alinéa de l'article 91 ne vise pas les créances qui sont à forme négociable, dont le cessionnaire peut être saisi, ainsi que nous l'avons montré, autrement que par une signification au *débiteur* (1).

Occupons-nous maintenant des *valeurs au porteur* qui seraient offertes en nantissement pour sûreté d'une créance *commerciale*. A quelles conditions un semblable gage est-il valablement constitué et peut-il être opposé aux tiers ? Avant la loi de 1863, trois systèmes étaient en présence. Dans une première opinion, on soutenait que le nantissement portant sur des titres au porteur était parfait par la simple tradition qui en était faite au créancier gagiste ; par suite, les diverses formalités exigées par les art. 2074 et 2075 n'étaient pas nécessaires (2).

Une seconde opinion soutenait que la simple tradition manuelle était insuffisante pour mettre en nantissement les valeurs au porteur, et qu'il était indispensable que les dispositions des art. 2074 et 2075 leur fussent appliquées (3).

1. Angers, 14 mai 1875, D. P. 78. 2. 76. Paris, 28 novembre 1878, S. 79. 2. 129.

2. Troplong, *Nantissement*, n. 287 ; Paris, 8 février 1854, S. 54. 2. 230 ; Paris, 29 mars 1856, S. 56. 2. 408 ; Paris, 7 mars 1857, D. P. 57. 2. 213. Cassation, 23 janvier 1860, S. 60. 1. 543.

3. Pardessus, n. 1303 ; Rouen, 24 janvier 1861, S. 61. 2. 207 ; Cassation, 11 août 1847, S. 47. 1. 641 ; Cassation, 19 juin 1860. S. 60. 1. 689.

Enfin, dans un système intermédiaire, on décidait bien que le nantissement devant porter sur des titres au porteur était astreint aux formes prescrites par l'art. 2074, à la nécessité de la rédaction et de l'enregistrement d'un acte écrit, mais on soutenait en même temps que la signification de cet acte à l'établissement débiteur de la créance que constatait le titre au porteur n'était pas indispensable (1). Aujourd'hui, et depuis la loi de 1863, en ce qui concerne le gage commercial constitué sur des valeurs au porteur, ces controverses ne peuvent plus s'élever. L'art. 91, nouveau, du Code de commerce, n'édicte à propos de ces valeurs aucune disposition particulière, les règles générales doivent s'appliquer : *le gage se prouvera par tous moyens, même à l'égard des tiers*. Le titre au porteur, il est vrai, constate une créance, mais il n'en faut pas conclure que le § 4 de l'art. 91 lui soit applicable; c'est-à-dire, qu'un écrit signifié au débiteur soit nécessaire pour rendre la constitution de gage opposable aux tiers, car ce paragraphe, nous l'avons dit, ne concerne ni les valeurs négociables, ni les valeurs au porteur. Ajoutons que le gage portant sur des valeurs au porteur est, d'après l'exposé des motifs de la loi du 23 mai 1863, formellement régi par l'alinéa 1^{er} du nouvel art. 91.

Deuxième Hypothèse. : Le gage est civil.

Dans nos explications sur la portée du nouvel art. 91 du Code de commerce, et la loi de 1863, nous avons sup-

1. Montpellier, 4 janvier 1853, S. 53. 2. 266 ; Paris, 30 mai 1858, sous Cassation, 23 janvier 1860, D. P. 60. 1. 123.

posé, avec cette loi d'ailleurs, que ces valeurs étaient affectées à un gage commercial, c'est-à-dire étaient destinées à garantir une créance commerciale. Nous avons maintenant à nous demander si les mêmes principes que nous avons formulés relativement au gage commercial, doivent encore être appliqués lorsqu'il s'agit de garantir une créance *civile* au moyen de valeurs négociables ou au porteur offertes en nantissement.

Dans une première opinion on soutient que, en ce qui concerne les titres nominatifs ou à ordre, l'art. 91 du Code de commerce est applicable même en matière civile; d'où cette conséquence que, pour qu'un gage constitué sur ces valeurs soit valable même vis-à-vis des tiers, il suffit qu'il y ait eu un transfert ou un endossement de garantie (1).

Il ne nous semble pas, quant à nous, que l'on puisse ici, en l'absence de tout texte formel, appliquer aux matières civiles des règles tirées de textes du droit commercial. D'ailleurs lors de la préparation de la loi de 1863, le Conseil d'Etat avait formellement repoussé un amendement proposant une semblable extension. Nous estimons, en conséquence, que, pour le gage civil des valeurs nominatives ou à ordre, la constitution du nantissement doit, pour être valable, avoir lieu conformément aux dispositions édictées par les art. 2074 et 2075 du Code civil (2).

La même question se pose en ce qui concerne les valeurs au porteur qui seraient offertes en nantissement

1. Aubry et Rau, t. 4. § 433, p. 709.

2. En ce sens : Trib. civ. Seine, 7 mars 1894 ; *Gaz. Pal.* 94. 1. 495.

pour sûreté d'une dette civile. Nous estimons qu'une solution analogue doit être donnée, c'est-à-dire en d'autres termes que le gage ne vaudra vis-à-vis des tiers que si un écrit a été rédigé, et que si les formalités des art. 2074 et 2075 ont été observées (1).

On apporte cependant, ici, un tempérament : Le titre au porteur, en effet, est assimilable à une chose corporelle ; il s'identifie presque avec la valeur qu'il représente, en sorte qu'on admet ici, assez volontiers, et nous approuvons cette opinion, que la signification prescrite par l'art. 2075 *in fine*, n'a pas à être faite à l'établissement débiteur. En sorte que l'art 2074 s'appliquerait ici, l'art. 2075 n'ayant pas lieu de s'appliquer. Les Cours de Douai et de Lyon, notamment, n'ont pas admis la nécessité d'une semblable signification (2).

Section IV. — Mise en possession au profit du créancier gagiste.

Lorsque les conditions qui viennent d'être étudiées ont été remplies, le gage est valablement constitué, tant entre les parties que vis-à-vis des tiers, pourvu qu'une dernière formalité ait eu lieu : la mise en possession du gage aux mains du créancier gagiste. Ainsi, pour que la constitution du gage soit parfaite et définitive, il faut,

1. Lyon, 6 juillet 1889, D. P. 90. 2. 113 ; — Cassation, 28 mars 1888, D. P. 88. 1. 253.

2. Lyon, 6 juillet 1889 D. P. 90. 2. 113 ; Douai, 16 mars 1889, *Pandectes françaises* 1889. 2. 130.

en plus des conditions de forme, que le débiteur se soit dessaisi de l'objet du gage, et qu'il en ait fait remise soit au créancier gagiste, soit à un tiers convenu (Art. 2076 et 2077 du Code civil ; art. 92 du Code de commerce).

Quel est le but que le législateur a poursuivi en ordonnant la remise matérielle du gage, soit au créancier gagiste, soit à un tiers convenu entre les parties ?

Pour nous, la question ne saurait faire doute. Il a voulu que cette dépossession, dont on peut se rendre facilement compte, prévint les tiers intéressés que désormais la chose engagée était affectée spécialement à la garantie du créancier nanti, et nous en tirerons aussitôt, avec la jurisprudence, cette conséquence que la remise du gage aux mains du créancier gagiste n'est utile que pour rendre la constitution du gage opposable *aux tiers*, et que, par suite, le gage n'en serait pas moins valable, *entre les parties*, au cas où il n'y aurait pas eu dépossession du débiteur au profit du créancier ; cette dépossession étant toujours, vis-à-vis des tiers, d'une absolue nécessité (1).

Le gage peut aussi être remis aux mains d'un tiers, convenu entre les parties. Il suffit que ce tiers soit prévenu de sa mission et l'accepte ; son intervention à l'acte constitutif du gage est d'ailleurs inutile ; mais la possession du gage par un tiers convenu entre les parties ne réalise les conditions de l'art. 2076 du Code civil, que si ce tiers détient l'objet donné en gage, au

1. Cassation, 23 décembre 1879 D. P. 80. 1.453 ; Orléans, 6 janvier 1887, D. P 87.2.223 ; Cassation, 14 mars 1879, S. 80.1.53.

nom et pour le compte du créancier gagiste, au moyen d'un fait *apparent* de nature à avertir les tiers que le débiteur est dessaisi, et que la chose engagée ne fait plus partie de son patrimoine libre (1).

La loi n'a pas fixé d'une manière impérative le moment précis auquel doit avoir lieu la mise en possession. Nous poserons donc en principe, avec la Cour suprême, que la remise matérielle produit tous ses effets vis-à-vis des tiers tant que, le débiteur ayant conservé jusque-là la capacité de disposer de l'objet mis en gage, une mainmise ou intervention émanant de ces tiers n'a pas mis obstacle à la réalisation complète du contrat. De même, vis-à-vis du débiteur, la mise en possession est valable, à quelque moment qu'elle aiteu lieu, pourvu que le créancier ait été de bonne foi (2).

Quant à la manière dont cette mise en possession elle-même aura eu lieu, nous devons évidemment, au cas de contestation, réserver ici aux tribunaux un très large pouvoir d'appréciation (3).

Remarque. — En ce qui concerne la mise en possession du créancier gagiste, les règles qui viennent d'être étudiées s'appliquent aussi bien au gage commercial qu'au gage civil. Cependant, notons que l'art. 92, C. com., ajoute aux règles précédentes quelques dispositions spéciales que nous nous bornons à rappeler : « Le créancier est réputé avoir les marchandises en sa possession, lorsqu'elles sont à sa disposition dans ses ma-

1. Cassation, 3 août 1896, *Gazette du Palais*, 96.2.474.

2. Cassation, 23 décembre 1879, S. 81. 1. 149.

3. Voir surtout : Cassation, 15 novembre 1891, *Gaz. Pal.*, 91. 2. 734.

gasins ou navires, à la douane ou dans un dépôt public, ou si, avant qu'elles soient arrivées, il en est saisi par un connaissement ou par lettre de voiture » (1).

Jusqu'ici, dans tout ce que nous avons dit à propos de la mise en possession du créancier gagiste, nous avons supposé que l'objet remis en gage était toujours un meuble corporel.

Que décider lorsqu'il s'agit d'un meuble *incorporel* ? La remise est-elle encore nécessaire et comment la concevoir ?

On a soutenu sur ce point, dans une opinion, que la mise en possession n'était pas nécessaire : la signification, dit-on dans ce système, remplace, quant aux droits incorporels, la mise en possession qui est exclusivement réservée aux choses corporelles (2). Nous pensons que cette opinion est beaucoup trop absolue. D'abord, il y a des droits incorporels pour lesquels la signification ne peut pas remplacer la remise, puisque cette signification n'est pas exigée. Citons ici, par exemple, les brevets d'invention. En second lieu, l'art. 2076, qui pose en principe la nécessité de la mise en possession, est conçu dans des termes absolument généraux, ne permettant pas de faire de distinction suivant que les meubles sont corporels ou incorporels.

Cela posé, il est bien évident qu'il faut tenir compte de la nature de meuble incorporel qu'aura la chose offerte en gage lorsqu'il s'agira de réaliser, sur cette chose, la mise en possession du créancier gagiste. En principe, cette mise en possession se réalisera au moyen

1. V. Cassation, 25 novembre 1891.

2. Colmet de Santerre, n. 302 bis, VI, p. 369.

de la remise des titres constatant les droits incorporels engagés. Si, par exemple, une créance est donnée en gage, la mise en possession s'opérera par la remise du titre constatant la créance (1).

Si le droit incorporel a été constaté devant notaire, le titulaire de ce droit, lorsqu'il veut l'engager, ne peut évidemment remettre à son créancier la minute de l'acte, puisque cette minute ne peut sortir de l'étude du notaire. La remise de la grosse n'est même pas nécessaire, d'après la jurisprudence, qui reconnaît que le vœu de l'art. 2076 est suffisamment rempli par la remise au créancier gagiste d'une expédition quelconque (2). De même, les titres de créance peuvent être remis, après accord des parties, chez un tiers qui accepte ce dépôt, chez un notaire par exemple (3).

Si le gage porte sur des titres au porteur, la remise de ces titres constituera la dépossession exigée par la loi (4). De même pour les valeurs à ordre, une fois qu'elles ont reçu la mention de l'endossement.

Quant aux titres nominatifs, dont le nantissement se réalise par un transfert de garantie sur les registres de l'établissement débiteur de la valeur portée au titre, comment aura lieu la mise en possession ?

La Cour de cassation, saisie de la question, a exigé, pour valoir mise en possession, la délivrance de la copie de l'acte de transfert, délivrance faite soit au créan-

1. Cassation, 19 juin 1848, S. 48. 1. 465.

2. Cassation, 13 mars 1888, S. 88. 1. 302.

3. Bourges, 9 juin 1854, D. P. 55. 2. 252.

4. Comp. Trib. com. Seine, 4 octobre 1894, *Gaz. du Pal.*, 94. 2. 488.

cier gagiste, soit au tiers convenu (1). De même, au cas de dation en nantissement des titres de rente sur l'Etat antérieurement déposés entre les mains d'un tiers, la mise en possession est suffisamment réalisée par la remise, faite au créancier, des récépissés émanant de ce tiers et constatant le dépôt qui lui a été fait de ces titres (2).

Enfin, quand le gage porte sur un brevet d'invention, la mise en possession s'opérera par la remise des titres constatant l'authenticité du brevet (3). Reste la question de la mise en possession des fonds de commerce, une fois admise, avec la loi nouvelle, la possibilité de les donner en gage. La décision fondamentale en la matière, celle qui a inspiré toutes les solutions données ultérieurement par les Cours d'appel, est de la Cour suprême, et porte la date du 13 mars 1888 (4). Cette décision, et les arrêts qui ont suivi, peuvent se résumer ainsi : un fonds de commerce est susceptible de faire l'objet d'un nantissement. Il est un meuble incorporel. Par suite, pour en opérer la mise en gage, il faut et suffit : 1^o que, pour observer les dispositions de l'art. 2076, C. civ., le créancier gagiste soit mis en possession de l'acte de bail : s'il est notarié, une expédition suffira ; 2^o que, conformément aux prescriptions de l'art. 2075, la signification de l'acte de nantissement ait été faite au propriétaire du fonds, ce propriétaire

1. Cassation, 19 juin 1848, S. 48. 1. 465.

2. Paris, 24 juin 1893.

3. Paris, 29 août 1865, D. P. 65. 2. 231.

4. D. P. 88. 1. 351.

étant considéré comme détenteur de la chose mise en gage (1).

On pouvait reprocher à ce système que la mise en possession du créancier gagiste n'est pas *apparente* ; que rien ne trahit aux yeux des tiers intéressés l'existence d'un contrat de gage par lequel un des créanciers se trouve investi d'un privilège sur le fonds de commerce du débiteur ; que le débiteur peut, à la faveur de cette clandestinité, donner en gage son fonds de commerce à plusieurs créanciers successivement, et cette hypothèse, en fait, s'est réalisée. En sorte que les juridictions consulaires opposaient à la jurisprudence de la Cour de cassation et des Cours d'appel la résistance la plus énergique. Mais, d'autre part, il est évident que la mise effective du créancier gagiste en possession du fonds de commerce aboutit à une évidente impossibilité pratique.

La conséquence logique qui découle de ces divergences était l'impossibilité de donner en nantissement les fonds de commerce eux-mêmes, et un jugement du tribunal de commerce de la Seine, en date du 18 janvier 1896, va jusque-là : « Si le nantissement d'un fonds de commerce sans dessaisissement est nul comme contraire aux prescriptions de la loi en matière de gage, ce nantissement avec dessaisissement est également nul comme constituant la condition impossible prévue par l'art. 1172 du Code civil ».

Pour sortir de ces incertitudes, M. Millerand a déposé une proposition de loi (V. le rapport, Ch. des dé-

1. V. Magnier et Pruvost, *Des nantissements sur les fonds de commerce*, et Wahl, *Journal du Palais*, 1897, 2. 89.

putés, 5 nov. 1897) dans lequel il préconise l'institution d'un registre sur lequel doivent être transcrites les dations en nantissement de fonds de commerce.

La loi du 1^{er} mars 1898 a définitivement consacré la publicité de la mise en nantissement des fonds de commerce. Dans son article unique, elle complète ainsi l'art. 2075 du Code civil : « Tout nantissement d'un fonds de commerce devra, à peine de nullité vis-à-vis des tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité » (1).

Section V. — Obligations du créancier gagiste.

Le créancier gagiste détient la chose du débiteur ; le gage reste ainsi en la possession du créancier pour assurer le paiement de la dette principale qu'il a pour but de garantir. Dans quelles limites le créancier gagiste répond-il de la chose qu'il détient ainsi ?

Sur ce point, l'art. 2080 dispose : « Le créancier répond, selon les règles établies au titre des contrats ou obligations conventionnelles en général, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence ».

D'après ces règles, celui qui est nanti d'une chose en vertu d'un contrat auquel il est, avant tous autres, intéressé, est tenu de donner à cette chose les soins d'un administrateur très diligent. En d'autres termes, et pour employer la terminologie de nos anciens commentateurs,

1. *Journal officiel* du 3 mars 1898.

le créancier gagiste est tenu de sa faute légère *in abstracto* (1). Il doit donc veiller avec la plus grande activité à la conservation de la chose engagée ; sinon il pourrait être déclaré responsable vis-à-vis de son débiteur, propriétaire du gage. Par exemple, le créancier qui a reçu en gage, de son débiteur, une créance hypothécaire, est responsable de la détérioration du gage qui est resté entre ses mains, et, par suite, de la perte des hypothèques qu'il a laissé périmer par sa négligence (2). Telle est la première obligation du créancier gagiste : veiller soigneusement sur le meuble objet du nantissement.

La seconde obligation qui découle, pour lui, du contrat de gage est celle de restituer ce meuble, lorsque sa possession n'a plus raison d'être, c'est-à-dire lorsqu'il y a eu paiement intégral et valable de l'obligation principale garantie par le gage (Nous faisons ici abstraction de l'hypothèse spéciale du gage tacite, sur laquelle nous reviendrons).

Dans cet ordre d'idées, et par application de la règle : *accessorium sequitur principale*, le gage s'éteint, par voie de conséquence, chaque fois que le droit principal garanti est lui-même éteint. Ainsi, dans le prêt sur gage, le contrat de nantissement est éteint et le gage doit être restitué (3) dès que, pour une cause quelconque, paiement, compensation, etc..... l'obligation de l'emprunteur est elle-même éteinte.

1. Laurent, t. 28, § 524 p. 519.

2. Cassation, 21 novembre 1894, *Gaz. Palais*, 1894. 2. 705.

3. Cette action en restitution du gage est personnelle, et ne se prescrit que par trente ans. Elle aboutit à une condamnation à des dommages-intérêts si le gage ne peut être restitué en nature ; elle est donc surtout efficace au cas d'impossibilité d'une revendication.

Signalons ici une particularité : tant qu'il laisse le gage aux mains du créancier gagiste, le débiteur est censé, à chaque instant et d'une manière continue, reconnaître la dette principale que le gage garantit : par suite, tant que le créancier gagiste conserve ainsi le gage, la créance principale garantie ne peut s'éteindre par l'effet de la prescription libératoire (Art. 2248, C. civ.) (1).

Section VI. — Etude des droits du créancier gagiste.

Les droits du créancier gagiste sont au nombre de trois : privilège, rétention, faculté de vendre. Il faut y ajouter dans une hypothèse spéciale, le droit résultant pour lui de la théorie du gage tacite, dont nous allons tout d'abord indiquer rapidement l'hypothèse.

§ 1. — *Gage tacite.*

Le gage garantit le paiement de la créance principale avec ses divers accessoires et intérêts, mais il ne garantit, en principe, que ce paiement.

Cependant, dans un cas spécial, explicité par l'art. 2082 du Code civil, il peut garantir le paiement de dettes autres que celles pour lesquelles il a été constitué. C'est l'hypothèse du gage tacite : « S'il existait, dit l'art. 2082, de la part du même débiteur envers le même créancier une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage et demeurée exigible avant

1. Laurent, t. 28, p. 491, § 497. Aubry et Rau, t. 4 § 435, note 15. Page 714.

le paiement de la première dette, le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation pour affecter le gage au paiement de la seconde ».

La loi a estimé ici, avec raison, qu'un créancier qui, lors d'un premier contrat n'a pas eu confiance en son débiteur et a réclamé un gage, ne se décide à prêter, par exemple, à nouveau, qu'à la condition que la seconde créance soit garantie par le même gage, pourvu, bien entendu, que la seconde créance vienne à l'échéance pendant le laps de temps pour lequel la garantie avait été, pour la première créance, primitivement accordée.

Pour que ce gage garantisse ainsi, tacitement, la seconde créance, trois conditions doivent aux termes mêmes de l'art. 2082, être remplies : 1° Il faut que la seconde dette soit contractée entre les mêmes personnes que celles qui ont contracté la première ; 2° Il faut que la seconde dette soit née postérieurement à la première ; 3° Il faut que la seconde dette soit échue antérieurement à la première.

Bien que la question ait été discutée, bien qu'on ait soutenu que le créancier, qui pourrait invoquer en sa faveur le bénéfice du gage tacite dont il vient d'être parlé, possédait ainsi un privilège absolument analogue à celui d'un créancier gagiste ordinaire (1), nous pensons que le créancier, qui peut invoquer en sa faveur le droit à un gage ainsi tacitement constitué par la volonté de la loi, ne possède pas le privilège ordinaire du créancier gagiste : il n'a sur la chose, objet du gage tacite,

1. Pont, t. 2, p. 665, n. 1199.

qu'un simple droit de rétention, et cette opinion découle de la lecture attentive et sans parti pris de l'art. 2082 lui-même (1).

§ 2. — *Privilège du créancier gagiste.*

Le créancier gagiste a un privilège sur la chose engagée. Il n'en est pas propriétaire et par suite, n'en peut, en principe, disposer. C'est le débiteur qui conserve ce droit de propriété, et, qui, sous la réserve du droit du gagiste, a la faculté d'en disposer. En sorte que si le créancier gagiste, détenteur précaire peut bien, à l'échéance, faire vendre le gage, lorsque la créance principale reste impayée, ce droit de vendre découle de sa qualité de créancier et non d'un droit de propriété qu'il n'a pas. Le créancier gagiste ne peut se servir de la chose qu'il détient; à ce point de vue il est assimilable au dépositaire. Si donc le gagiste se servait de la chose et la détériorait, le débiteur pourrait en poursuivre en justice la restitution. Cependant l'objet engagé peut être une créance; s'il est certain que, au cours du gage, le créancier gagiste ne peut poursuivre le recouvrement du capital de cette créance engagée, puisqu'il n'est pas titulaire de celle-ci (2), il peut cependant poursuivre le recouvrement des intérêts qu'elle est susceptible de produire; mais, bien entendu, les intérêts touchés par le créancier gagiste doivent être imputés par lui sur les

1. En ce sens : Laurent, t. 28, p. 504, n. 508; Aubry et Rau t. 4, p. 711. note 4, § 434.

2. Paris, 12 juillet 1893, *Gaz. Palais*, 93. 2. 23.

intérêts des sommes qui lui sont dues par le débiteur gagiste, et, s'il y a lieu, sur le capital (art. 2081).

Si le créancier gagiste n'a pas, sur l'objet engagé, un droit de propriété, il a du moins, un privilège, c'est-à-dire le droit d'être payé, sur le prix provenant de la vente de cet objet, par préférence aux autres créanciers du débiteur gagiste (art. 2073 et 2102).

Le créancier gagiste a donc sur la chose un droit réel, basé surtout sur le droit spécial de possession, qu'il a sur le meuble engagé, et résultant aussi de son privilège. D'ailleurs à l'encontre des autres créanciers du débiteur gagiste, il n'a que ce droit de préférence : il ne peut pas empêcher ces derniers créanciers de faire saisir le meuble engagé, de même qu'ils peuvent faire saisir tous les autres restés aux mains du débiteur ; il viendra seulement les primer sur le prix résultant de la vente qui a suivi la saisie.

§ 3. — *Droit de rétention.*

Le créancier gagiste a également, s'il ne veut pas user de son privilège, le droit de retenir la chose engagée et dont il a la détention, jusqu'à ce que la créance garantie par le gage lui soit intégralement remboursée en principal, intérêts et frais (art. 2082). Un semblable droit garantirait le remboursement des impenses faites par le créancier gagiste, sur le gage, au cours de sa détention.

Ce droit de rétention est une conséquence naturelle de la mise en possession par laquelle la constitution du gage est devenue parfaite. Quant à la question de savoir dans quelles limites ce droit de rétention est oppo-

sable aux tiers, la solution dépend du parti que l'on prendra sur la controverse qui s'élève sur la portée et l'étendue du droit de rétention, considéré en général, controverse que nous n'avons pas à examiner ici.

Remarque. — Nous avons vu, plus haut dans quelles limites, au cas de mise en gage de la chose d'autrui, la règle de l'art. 2279 pouvait être utile au créancier gagiste pour repousser l'action du *verus dominus*. Nous n'avons donc pas à y revenir.

§ 4. — *Du droit de faire vendre qu'a le créancier gagiste.*

Lorsque le créancier gagiste n'est pas payé, à l'échéance, de la créance principale, il peut faire vendre le meuble objet du nantissement et, par préférence à tous autres, se payer de ce qui lui est dû, sur le prix provenant de cette vente (art. 2078). Pour exercer ce droit de vendre, qui d'ailleurs est de l'essence du contrat de gage, le créancier doit y avoir été préalablement autorisé par justice. Cette autorisation est indispensable. Toute clause du contrat de gage qui autoriserait le créancier impayé, soit à s'approprier purement et simplement le gage en échange de sa créance, soit à vendre sans y être préalablement autorisé en justice serait nulle. Cette prohibition du *pacte commissoire* a pour but d'empêcher des clauses usuraires et d'éviter dans la mesure du possible, qu'un prêteur n'abuse de la situation de l'emprunteur pressé d'argent.

En conséquence de ce principe, nous verrons, dans la seconde partie de notre travail, que les reconnaissances

du Mont-de-Piété peuvent bien être données en nantissement, mais que la convention constitutive du gage ne peut contenir une clause autorisant le créancier gagiste soit à garder la reconnaissance, soit à en disposer, en n'observant pas les formalités légales. Par suite il sera condamné à restituer les reconnaissances, une fois opéré le remboursement des avances qu'il a pu faire et cela, même après l'expiration du terme convenu pour le prêt que garantissent les reconnaissances; une condamnation à des dommages-intérêts sanctionnerait l'impossibilité d'une semblable restitution.

Notons que si la prohibition du *pacte comissoire* s'applique à toute clause antérieure ou concomitante au contrat de nantissement, on s'accorde à reconnaître, en doctrine et en jurisprudence, qu'une clause semblable, postérieure à la mise en gage, c'est-à-dire, faite à une époque où le débiteur n'est plus, quant au contrat lui-même, à la merci du créancier, serait valable et devrait produire effet (1).

Quant aux conditions auxquelles le droit de vendre peut être exercé par le créancier gagiste, il faut distinguer suivant que le gage est civil ou commercial.

A. — Si le gage est *civil*, le créancier demandera au tribunal ou de lui attribuer la propriété du gage, ou de l'autoriser à le vendre.

Si le créancier gagiste opte pour l'attribution, à lui faite, de la propriété, une estimation du gage par experts doit être ordonnée par le tribunal, et le créancier

1. Aubry et Rau, t. 4, p. 712, note 10; Cassation, 21 mai 1855, S. 56. 1. 45, et 22 mai 1855, S. 56. 1. 123.

gagiste remettra, s'il y a lieu, au débiteur, la différence existante entre cette valeur estimée et le montant total de la créance garantie par le gage. Du reste, si l'estimation était facile, le tribunal pourrait la faire directement, afin d'éviter aux parties les frais d'une expertise.

Que si le créancier prend le parti de faire vendre, le juge ordonne cette vente, qui doit alors avoir lieu, en principe, aux enchères publiques, exception faite pour les valeurs cotées qui sont alors vendues en Bourse.

Sur le prix ainsi réalisé, le créancier gagiste fait valoir son droit de préférence, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû. Ajoutons que les frais d'expertise, dans le premier cas, et ceux de vente, dans le second, sont à la charge du débiteur, puisque c'est par sa faute qu'ils ont été faits.

Enfin le créancier gagiste peut, même après l'échéance, conserver la détention du gage, sans expertise, sans le faire vendre, en en retenant ainsi la possession, indéfiniment, jusqu'à ce qu'il soit payé.

B. — Si le gage est *commercial*, les art. 91, *in fine* et 93, C. com., introduits dans la législation commerciale par la loi du 23 mai 1893, réglementent aujourd'hui la matière. L'intervention de la justice n'est plus ici nécessaire, comme en matière civile : « A défaut de paiement à l'échéance, dit l'art. 93-1^o C. com., le créancier peut, huit jours après une simple signification faite au débiteur et au tiers bailleur du gage, s'il y en a un, faire procéder à la vente publique des objets donnés en gage ».

La vente publique est faite, en règle générale, sui-

vant les cas, soit par les courtiers, s'il s'agit d'un meuble corporel, soit par les agents de change, si c'est une valeur cotée en Bourse. Si l'objet à vendre est un titre à ordre, il peut être cédé suivant la forme qui lui est particulière, ou touché, à l'échéance, par le créancier (art. 91, § 5, C. com.).

Mais au lieu de faire vendre, le créancier pourrait-il, comme en matière civile, se faire, après expertise, attribuer par les tribunaux la propriété de l'objet du nantissement ?

La doctrine admet généralement l'affirmative (1), mais la jurisprudence argumentant des travaux préparatoires de la loi de 1863 et du texte même de l'art. 93, refuse d'une manière absolue de sanctionner une semblable attribution (2).

Remarquons-le, la règle de l'art. 93, en vertu de laquelle la réalisation ne peut être poursuivie qu'en vente publique, n'est applicable qu'au cas où le créancier réalise le gage sans le concours ou le consentement du débiteur : rien ne s'oppose à ce que, au jour de l'échéance, le propriétaire des objets donnés en gage puisse les vendre à l'amiable avec le concours du créancier gagiste, et par suite puisse les vendre au créancier gagiste lui-même (3).

1. Aubry et Rau, t. 4, § 434, p. 712 ; Lyon-Caen et Renault, n. 702, p. 381.

2. Toulouse 27 juillet 1872, S. 74.2.178 ; Paris, 8 mars 1873, D. P. 74.2. 70 ; Cassation, 14 mars 1870, D. P. 70. 1.222.

3. Paris 14 août 1896, *Gaz. du Pal.* 1897, 1. p. 74.

Section VII. — Extinction du gage.

Le gage s'éteint, en premier lieu, par voie de conséquence, en même temps que l'obligation principale, quel que soit le mode d'extinction de cette dernière, paiement, dation en paiement, remise de dette, novation (sous la réserve de l'art. 1278), confusion, compensation.....

En second lieu, le gage s'éteint : par la perte de la chose, par sa mise hors du commerce, par la renonciation du créancier, qui consent à devenir simple chirographaire, par exemple, en nous plaçant à notre point de vue, simple prêteur.

Nous avons ainsi exposé sommairement la théorie du gage, considéré surtout comme accessoire au contrat de prêt. Nous avons maintenant à envisager non plus un contrat de gage accidentel, un prêt sur gage isolé, mais au contraire un ensemble d'opérations de prêts sur gage, opérations réalisées par des établissements ou par des particuliers qui font, des prêts sur gage, leur profession habituelle.

CHAPITRE II

DES ÉTABLISSEMENTS DE PRÊT SUR GAGE

Une fois exposées les règles [formant le droit commun en matière de gage, le législateur du Code civil ajoute, dans l'art. 2084 : « Les dispositions ci-dessus ne sont applicables ni aux matières de commerce, *ni aux maisons de prêts sur gage autorisées*, et à l'égard desquelles on suit les lois et règlements qui les concernent. »

Nous allons nous occuper des maisons ou établissements de prêts sur gage, en les distinguant en deux catégories : il y a, tout d'abord, des maisons de prêt sur gages qui, *non autorisées*, se livrent à des opérations illicites, s'exposant ainsi aux rigueurs de la loi pénale, même quand elles ne pratiquent pas l'usure (ce qui d'ailleurs est rare, en sorte qu'un double délit se trouve commis le plus souvent). En second lieu, nous signalerons certains établissements légalement autorisés à prêter sur gages et dont, par suite, les opérations, en principe, ne présentent rien d'illicite.

Section I. — Des établissements de prêts sur gages illicitement créés.

L'art. 411 du Code pénal est ainsi conçu : « Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissements, sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux règlements, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs à deux mille francs. »

L'art. 411 s'applique certainement à ceux qui consentent habituellement, et sans autorisation, des prêts sur gages réalisés par la remise de meubles corporels. Mais est-il applicable aussi à ceux qui font métier de prêter sur des gages incorporels ? Par exemple, le fait, par un particulier, de prêter habituellement à des militaires retraités, des sommes d'argent sur dépôt, à titre de gage, de leurs titres de pension et de leurs brevets de légionnaires, constitue-t-il le délit de tenue de maisons de prêts sur gages prévu et puni par l'article 411 ?

Deux opinions sont ici en présence :

Dans un premier système on soutient que l'article 411 est applicable à ceux qui, sans autorisation, font métier de prêter sur des gages incorporels (1).

1. Trib. de Mostaganem, 11 janvier 1878 (S. 78. 2. 155).

Les termes de l'article 411 sont, dit-on, généraux et absolus. Ils ne distinguent pas entre les gages corporels et les gages incorporels.

D'ailleurs la distinction proposée dans l'opinion adverse est certainement contraire à la pensée qui a inspiré le législateur quand il a défendu de créer, sans autorisation du gouvernement, des maisons de prêts sur gages : « Notre législation actuelle, disait l'orateur du gouvernement, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, dans l'exposé des motifs de la loi du 15 pluviôse an XII, diffère essentiellement de ce qu'elle fut autrefois. On peut stipuler légalement dans tous les contrats l'intérêt d'une somme prêtée... Si, des contrats de simple prêt, on passe au contrat de prêt sur nantissement, on trouve qu'il n'est pas moins licite...

« Mais en recherchant toutes les conséquences des principes, il est facile de reconnaître quelle différence il y a entre autoriser deux particuliers à passer un contrat solennel et public de prêts sur gages et permettre l'ouverture publique d'une maison de dépôts où, sur la foi d'un simple individu, sans garanties, sans autre surveillance que celle qui résulte de l'action ordinaire de la police, une foule de citoyens poussés par le besoin, appelés par une indication expresse, vont déposer, sur un récépissé non authentique, une portion souvent considérable de leur propriété. Il est facile de sentir que si, en général, toutes les transactions sociales doivent être libres, il en est auxquelles l'intérêt commun prescrit de donner des règles spéciales plus sévères, dans lesquelles l'autorité protectrice doit, en quelque sorte, intervenir pour garantir la faiblesse de l'oppression, l'ignorance de l'erreur,

pour soustraire le besoin à la cupidité, la misère à la spoliation. »

« Si donc, dit M. Dupré-Lasale, le conseiller sur le rapport duquel a été rendu l'arrêt de cassation du 15 avril 1876, dans les bas-fonds de la société, un établissement est créé, tel que l'orateur du gouvernement l'a dépeint, où, au mépris de toutes les formalités qu'exigent les lois civiles ou les lois commerciales pour la constitution des prêts sur nantissement, sans garantie aucune, sur la foi d'un simple spéculateur, sur des récépissés non authentiques et même sans récépissés, des gens besogneux soient appelés à déposer leurs valeurs, qu'importe que le gage soit corporel ou incorporel ? Dans tous les cas on peut dire avec l'arrêt d'Alger, précité, qu'un pareil trafic entraînera à sa suite tous les dangers, toutes les fraudes, toutes les usures que le législateur a voulu prévenir et réprimer. »

Quelque sérieux que soient les motifs à l'appui de l'opinion qui précède, nous pensons, avec un second système, que l'article 411, Code pénal, n'est pas applicable à ceux qui, sans autorisation, font métier de prêter sur gages incorporels (1).

Tout d'abord, au point de vue économique, une semblable prohibition de prêter au public sur gages incorporels conduirait à la fermeture d'établissements fort nombreux qui font journellement de semblables prêts, ou *avances sur titres*, ce qui, au point de vue des transactions actuelles, serait une gêne considérable.

En second lieu, il est certain, croyons-nous, que le législateur du Code pénal, qui ne prévoyait pas l'énorme

1. Cassation, 15 avril 1876, D. P. 76. 4. 404.

accroissement des valeurs mobilières, n'a pas songé aux prêts sur valeurs incorporelles quand il a édicté les dispositions répressives de l'article 411.

Au surplus, recherchons à l'aide des travaux préparatoires quelle est la véritable portée de l'article, objet de cette discussion.

L'article 411 a été introduit pour remplacer les dispositions de la loi du 16 pluviôse an XII. L'exposé des motifs le dit en termes formels et tous les commentateurs sont d'accord sur ce point. En d'autres termes, c'est pour garantir le monopole des Monts-de-Piété que notre article a été édicté et pour empêcher la création, par des particuliers, d'établissements similaires. Or, si nous recherchons quelles étaient, à ce moment, les opérations auxquelles les Monts-de-Piété pouvaient se livrer (1), on constate que les prêts consentis par les Monts-de-Piété ne pouvaient être accordés que sur engagements *d'effets mobiliers déposés dans les magasins*. Et même, lors de la discussion de la loi du 24 juin 1851, sur les Monts-de-Piété, un amendement, tendant à autoriser ces établissements à prêter sur gages incorporels, fut repoussé.

Concluons : l'article 411, qui avait pour but unique de protéger les Monts-de-Piété, n'est pas applicable à ceux qui prêtent exclusivement sur des gages incorporels, puisqu'au moment de la rédaction de l'article 411 les Monts-de-Piété ne prêtaient pas sur gages incorporels.

Que si, à une époque très récente, les Monts-de-Piété, ainsi que nous le verrons, ont été autorisés à prêter sur gages incorporels, notre interprétation de l'article 411 n'a pas à en être modifiée, puisqu'il nous fallait rechercher

1. Décret du 8 thermidor an XIII.

exclusivement l'intention qu'ont eue les rédacteurs du Code pénal en formulant la prohibition de notre article.

Quoi qu'il en soit, le délit d'ouverture d'une maison de prêts sur gages sans autorisation, délit prévu et réprimé par l'article 411 du Code pénal, n'existe pas par cela seul qu'un établissement a consenti un semblable prêt. Il faut, pour que le délit d'ouverture d'un établissement de prêt sur gages existe, la réitération de ces mêmes faits. En d'autres termes, nous sommes en présence, ici, d'un délit d'habitude.

Nous savons que la clause qui permet au créancier gagiste de s'approprier le gage en cas de non paiement ou à en disposer sans les formalités prescrites par la loi, est prohibée. Le législateur a redouté de voir se produire des abus analogues à ceux qui, nés des exigences des usuriers, portèrent Constantin à abolir, dans le gage, la *lex commissoria*.

On se sert souvent de la vente à réméré pour éluder ces diverses prohibitions.

Pour dissimuler ainsi son prêt usuraire, sous la forme d'une vente à réméré, le prêteur achète la chose mobilière qui, dans la réalité, sert de garantie au prêt, moyennant un prix en apparence égal à la valeur vraie de la chose, mais qui n'est pas, en réalité, intégralement payé, quoique la quittance l'affirme. Il est d'ailleurs stipulé que, dans un délai donné, le vendeur pourra racheter, pour le prix indiqué dans l'acte, et supérieur au prix réellement payé.

L'acheteur, prêteur réel, ou bien gardera la chose, qu'il a acquise pour un prix dérisoire, si, dans les délais fixés, le vendeur ne rachète pas ; — ou bien restituera

la chose, mais contre remboursement intégral du prix *apparent*, si le rachat est opéré ; et dans ce cas il aura, *en réalité*, prêté à un taux absolument usuraire.

Il est bien évident que lorsque de semblables contrats sont déférés aux tribunaux, ceux-ci les annulent dès qu'un indice quelconque fait présumer le prêt usuraire. Et le particulier qui fait son métier de semblables opérations tombe, abstraction faite des peines réservées à l'usure, sous l'application de l'art. 411 du Code pénal.

C'est ainsi que, le 3 avril 1897 (1), la Cour de Paris, jugeant correctionnellement, a décidé qu'il y a délit de tenue de maisons de prêt sur gages sans autorisation, prévu et puni par l'art. 411, dans le concert frauduleux organisé entre plusieurs individus, dont les uns consentent habituellement, à des particuliers non commerçants, auxquels ils apparaissent comme de véritables prêteurs sur gages, des avances sur nantissements de mobiliers, et dont les autres fournissent aux premiers les fonds et les locaux nécessaires à leurs opérations illicites.

Et il importe peu, ici, que les avances sur nantissement de mobiliers, ainsi consenties à des individus non commerçants, aient été dissimulées sous la forme mensongère de ventes suivies d'une rétrocession, de ventes à réméré, ou même de ventes fermes, le juge du fait pouvant faire résulter le véritable caractère et la nature réelle des opérations incriminées, soit de l'examen des opérations intervenues, soit même de la preuve testimoniale.

1, *Le Droit* du 24 septembre 1897.

Rappelons, en terminant ces remarques sur l'art. 411 du Code pénal, que la loi ne fait aucune distinction entre les maisons dont les prêts auraient un caractère commercial et celles dont les opérations seraient purement civiles. Nous dirons plus loin, en effet, que les lois du 28 mai 1858 et du 23 mai 1863 ont voulu venir en aide aux besoins du commerce honnêtement exercé. Mais elles n'ont pas entendu laisser libre carrière aux spéculations malhonnêtes auxquelles se livrent certains prêteurs sur marchandises. On ne saurait donc invoquer les dispositions de ces lois spéciales pour couvrir les actes que l'art. 411 du Code pénal a pour but de réprimer, et pour autoriser l'existence d'établissements ayant notoirement pour spécialité de consentir des prêts, certainement usuraires, sur nantissement, soit à des commerçants, soit à des particuliers qui, étrangers au commerce, n'achètent des marchandises que pour se procurer des ressources en dehors d'opérations régulières et normales (1).

Section II. — Des établissements de prêts sur gages dont le fonctionnement est autorisé.

L'article 411 du Code pénal, qui punit l'ouverture, sans autorisation, de maisons de prêts sur gages, admet cependant quelques restrictions.

1. Cassation, 24 janvier 1884, S. 84. 1. 251 et Cassation, 2 janvier 1890, D. P. 90. 1. 491 ; — Adde : Tribunal correctionnel de la Seine, 25 mai 1897, *La Loi* du 7 juillet 1897.

Nous citerons ici la loi du 28 mai 1858, qui a institué les magasins généraux, les warrants, et les prêts sur dépôt de marchandises ; les lois organiques de la Banque de France, qui lui permettent de faire des avances sur dépôts de titres ou de lingots ; la loi du 30 juin 1840 et les décrets du 24 mars et du 23 août 1848, qui autorisent les comptoirs et sous-comptoirs d'escompte à faire des avances sur nantissement de marchandises, titres et valeurs ; enfin les dispositions du Code de commerce, modifiées par la loi du 23 mai 1863, qui autorisent et régissent les avances des négociants sur consignation de marchandises et de valeurs. Aujourd'hui, en fait, toutes les banques font ou peuvent faire de semblables avances.

Le prêt sur warrant, notamment, a été expressément autorisé par la loi du 28 mai 1858. Mais il est bien évident, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, que la faculté ainsi accordée de prêter sur warrants ne saurait couvrir, en matière commerciale, les actes que l'article 411, Code pénal, a pour but d'atteindre et de réprimer, et autoriser, par exemple, l'existence d'une maison qui aurait notoirement la spécialité du prêt sur nantissement opéré à la suite d'un dépôt de marchandises autres que celles dont les commerçants emprunteurs trafiquent ordinairement.

De même de semblables prêts sur warrants ne sauraient être légitimés quand les emprunteurs sont, par exemple, des hommes du monde qui, étrangers à tout commerce, ont acheté des marchandises qu'ils paieront plus tard, et ont emprunté en les engageant, afin de se procurer ainsi, à des conditions souvent désastreuses,

l'argent dont ils ont besoin. Les maisons qui faciliteraient habituellement de semblables opérations ne seraient pas, même aujourd'hui, à l'abri des rigueurs de la loi pénale.

Après la loi du 28 mai 1858, qui a réglementé le prêt sur warrant, la loi du 23 mai 1863 a rendu plus facile le prêt sur nantissement en simplifiant les formalités de constitution et de réalisation du gage commercial, ainsi que nous l'avons exposé au cours de notre premier chapitre.

L'exposé des motifs de la loi du 23 mai 1863, modifiant le titre 6, livre premier, du Code de commerce, contient plusieurs passages que nous devons citer ici. Après avoir parlé de la loi de 1858 sur les magasins généraux et les warrants, cet exposé dit que « le but et l'effet de la loi nouvelle seront de permettre à tout le monde de prêter sur gages aux commerçants en péril, et, par conséquent, de vulgariser le nantissement ». Puis il ajoute : « En fait, il résulte des renseignements recueillis dans l'instruction du projet de loi que les banquiers les mieux famés et les établissements de crédit qui ne jouissent pas des avantages exceptionnels conférés à la Banque de France, au Crédit Foncier, et aux Comptoirs d'Escompte, se refusent aux opérations de prêt sur gage en grande partie à cause des embarras et des frais qu'entraîne, pour la réalisation du gage, l'obligation de recourir à l'autorisation de la justice. Nul doute que, quand la faculté dont jouissent les établissements privilégiés appartiendra à tous, il n'y ait un plus grand nombre de banquiers et de capitalistes disposés à prêter au commerce sur nantissement. »

Des dispositions de ces deux lois, on doit donc tirer cette conséquence que le législateur, par cela même qu'il s'efforce de faciliter la circulation des récépissés et des warrants et la constitution de prêts sur marchandises, a reconnu que des établissements spéciaux s'occupant d'opérations semblables pouvaient être fondés valablement et sans autorisation spéciale. Et la jurisprudence de la Cour suprême est en ce sens (1). Mais, nous le répétons, il reste bien entendu qu'il ne s'agit ici que d'un commerce honnêtement exercé et non de trafics usuraires ou masquant des opérations déloyales.

Parmi les établissements autorisés à prêter sur gages, il en est ayant des caractères spéciaux et une importance considérable. Ce sont les *Monts-de-Piété*, auxquels nous allons consacrer la seconde partie de notre travail.

1. Cassation (Ch. crim.), 24 janvier 1884, S. 84. 1. 251.

DEUXIÈME PARTIE

DES MONTS-DE-PIÉTÉ

GÉNÉRALITÉS ET NOTIONS HISTORIQUES

Dans la seconde partie de notre travail, nous nous proposons de rechercher dans quelles limites les principes généraux du gage et du prêt sur gages s'appliquent à la législation qui régit les établissements spéciaux connus sous le nom de Monts-de-Piété. Après avoir présenté sur ceux-ci quelques considérations historiques, nous étudierons les règles qui, dans le droit positif actuel, président à leur création et à leur fonctionnement. Nous signalerons et examinerons les critiques auxquelles cette organisation et ce fonctionnement ont pu donner lieu ; enfin nous exposerons les règles auxquelles, dans quelques législations étrangères, sont soumis les établissements analogues.

Les Monts-de-Piété peuvent se définir : des établissements qui, créés dans l'intérêt des pauvres, ont pour objet de prêter au public de l'argent sur gages et moyennant la perception de droits et intérêts déterminés.

Quelle est l'étymologie de ces mots : « Monts-de-Piété »,

traduction de l'italien « Monti di Pieta » ? Sur ce point plusieurs opinions sont en présence. D'après certains auteurs le mot « Monti » devrait être pris ici dans le sens de « masse », « agrégation », et l'on observe, à l'appui de ce système, que les capitaux ou valeurs qui permettent aux Monts-de-Piété de fonctionner ne consistèrent pas toujours exclusivement en argent, mais furent aussi constitués en grains et autres denrées.

Nous croyons qu'il faut plutôt donner ici un autre sens au mot italien « Monti ». Les « Monti » étaient en Italie des lieux publics dans lesquels on plaçait des fonds à intérêt. Les « Monti » étaient à la fois Banque de Dépôt et Banque de Prêt. Lorsque furent fondés des établissements de prêts gratuits, on conserva pour ces établissements le nom de « Monti » auquel, afin de préciser le sentiment de bienveillance qui inspirait leur création, l'on ajouta les mots : « di Pieta » (1). Ce nom qui fut exact aussi longtemps que le fonds des Monts-de-Piété fut alimenté par des dons charitables et qu'il consentit exclusivement des prêts gratuits, n'est plus exact aujourd'hui, du moins en général ; mais il a cependant été conservé aux établissements dont l'étude fait l'objet de notre travail.

Notions historiques. — L'usure est un fléau, surtout si elle se produit dans un prêt sur gages. Au moyen âge elle sévit longtemps sous cette forme avec des abus nombreux que, plus d'une fois, les gouvernements essayèrent de réprimer. Cependant le prêt sur gages était dans certaines circonstances, on le conçoit, une néces-

1. V. Blaise, *Les Monts-de-Piété et les prêts sur gages*, t. I, chap. II. p. 63.

sité. Aussi les ordonnances royales, tout en cherchant à empêcher les inconvénients résultant de l'application de ce contrat, durent concéder officiellement aux Lombards, surtout à Paris, le privilège du commerce de prêt d'argent (V. par exemple les lettres patentes du roi Louis XI du 14 décembre 1461). De leur côté les particuliers firent des tentatives pour échapper à la rapacité des prêteurs sur gages et aux conséquences fâcheuses des clauses plus ou moins détournées, plus ou moins licites, par lesquelles les prêteurs arrivaient à s'assurer des intérêts usuraires.

Dès l'année 1198, d'après Reiffenstuel, un établissement analogue à nos Monts-de-Piété modernes avait été créé en Bavière, à Freisingen (1).

En 1350, les bourgeois de la petite ville de Salins, en Franche-Comté, s'associèrent, réunirent un capital de 20.600 florins, et fondèrent une banque de prêt.

On cite également une tentative faite, en vue de l'établissement d'une maison de prêt sur gages, en 1361, par Michel de Northbury, évêque de Londres.

Mais la création des Monts-de-Piété est ordinairement attribuée aux villes italiennes.

On soutient même que ce fut Savonarole, le protecteur des libertés florentines, qui, le premier, institua le système des Monts-de-Piété ; la loi qui crée ceux-ci est du mois de décembre 1495.

Savonarole eut voulu que les dépenses faites par les Monts-de-Piété fussent supportées par l'Etat, de telle sorte que les prêts auraient été gratuits. S'il ne fut pas donné suite à son désir, il n'en est pas moins certain

1. M. Duval, *Le Mont-de-Piété de Paris*, p. 1.

que le taux du prêt sur gages ne dépassa pas, à ce moment, 7 0/0.

Un établissement semblable fut également fondé à Pérouse, en 1462, par un moine récollet, Barnabé de Terni, sous le nom de *Monte de Pieta*, Banque de la Piété.

De 1464 à 1506, des bulles des Papes approuvèrent ces institutions ; de même le concile de Latran (1512-1517) en admit la validité.

En 1515, une bulle du pape Léon X autorisa définitivement les Monts-de-Piété, mais sous la condition que l'intérêt qu'ils exigèrent sera celui strictement nécessaire aux frais d'administration.

Un peu plus tard, nous retrouvons l'institution des Monts-de-Piété dans les Pays-Bas, dans le comtat d'Avignon et dans tout le midi de la France. Les Lombards (1) y durent, par suite, disparaître presque complètement.

Au contraire, dans les pays du Nord de la France, à Paris par exemple, ce ne fut qu'avec certaines difficultés que la pratique finit par admettre les établissements officiels de prêt sur gages, à tel point qu'il n'y eut pas, à proprement parler, de Mont-de-Piété parisien avant l'année 1777.

Mais si la législation française, tout au moins dans les pays du Nord, avait été très lente à mettre en pratique l'idée de l'institution des Monts-de-Piété, il n'en reste pas moins certain que cette idée elle-même était con-

1. Au début le prêt était pratiqué surtout par des Lombards, qui donnèrent leur nom aux établissements eux-mêmes où se faisaient les prêts usuraires.

nue et appréciée. C'est ainsi que Philippe de Maizières, membre du Conseil de régence de Charles VI, développait, vers la fin du quatorzième siècle, dans un opuscule intitulé : « Le songe d'un vieux pèlerin », un plan largement conçu d'organisation du crédit populaire.

Deux siècles après Philippe de Maizières, en 1611, Hugues Delestre, lieutenant du roi à Langres, présenta à la reine Marie de Médicis le plan d'un Mont-de-Piété français.

D'après ce projet, à la fois très ingénieux et très compliqué, les profits du Mont-de-Piété devaient servir à des œuvres de bienfaisance. Avec les bénéfices qu'on espérait retirer de l'institution on aurait successivement établi : une maison de refuge pour les prêtres pauvres, les veuves, les orphelins ; une maison de correction pour les filles repenties, un hôpital pour les malades ; une maison de travail pour les pauvres valides, etc, etc....

Mais ce projet fut repoussé par les États généraux de 1614. Le Tiers état le dénonça comme un moyen d'introduire de nouveaux usuriers en France, où il y en avait déjà trop (1).

Quelques années après, Louis XIII créait par l'Edit de 1626, un Mont-de-Piété en chacune des cours souveraines, sièges présidiaux et autres justices royales du royaume. Mais, un an plus tard, la mesure était rapportée à la suite de l'opposition qui se produisit au sein du conseil du roi.

Sous Louis XIV, Théophraste Renaudot entreprit la fondation d'une sorte de Mont-de-Piété. Il fonda, dans sa maison de la rue de la Calandre, à l'enseigne du

1. V. Bazin : *Histoire de Louis XIII*, tome I, p. 3050.

Grand-Coq, un « bureau de ventes à grâce, troques et rachaps de meubles et autres biens quelconques », un vaste hôtel des ventes où acheteurs et vendeurs se rencontraient. Si le propriétaire d'un objet ne trouvait pas preneur au prix demandé, le bureau se chargeait moyennant une petite commission de garder l'objet ; et comme il avait ainsi entre les mains un gage sûr, il offrit bientôt d'avancer sur ce gage une somme d'argent. Mais Théophraste Renaudot avait des ennemis influents et grâce à leurs manœuvres l'établissement, qui donnait d'excellents résultats, fut obligé de disparaître (Arrêt du Parlement du 1^{er} mars 1644).

Vingt ans plus tard nous trouvons une nouvelle tentative. De Guित्रy propose, mais sans succès, l'établissement des Monts-de-Piété en France sous le nom de maisons de secours. Un projet du prince de Marcillac en 1678 ne réussit pas davantage, et il en fut de même d'un nouveau projet présenté au Parlement de Paris en 1684. Signalons encore en 1703 la publication d'une brochure par un auteur anonyme sous le titre suivant : « Moyens pour parvenir à faire les fonds nécessaires pour l'établissement des Monts-de-Piété ».

Cependant les excès de l'usure, auxquels donnait lieu le prêt sur gages effectué par des particuliers, nécessitèrent des remèdes efficaces. Le Mont-de-Piété de Paris fut établi sous le ministère de Necker par lettres patentes données à Versailles le 9 décembre 1777, et enregistrées par le Parlement le 12 du même mois. Ces lettres patentes contiennent les bases du régime appliqué depuis, en France, aux Monts-de-Piété.

L'intérêt perçu par l'établissement prêteur était de

2 deniers pour livre par mois, c'est-à-dire 10 pour 100 par an.

Dès son ouverture le Mont-de-Piété parisien obtint le plus vif succès, et les lettres patentes du 7 août 1778 autorisèrent l'établissement à contracter, sous forme de constitutions de rente, des emprunts pour alimenter ses caisses. Jusqu'en 1789 les capitaux affluèrent (1), à 5 pour 100.

La Révolution de 1789 ne fut pas favorable aux Monts-de-Piété. En proclamant d'une manière absolue le principe de la liberté de l'industrie, elle fut portée à considérer comme un privilège les droits exclusifs dont jouissaient en France les Monts-de-Piété.

En conséquence, un décret du 4 pluviôse an II accorda aux porteurs de toutes reconnaissances inférieures à 20 livres, le droit de retirer gratuitement leurs gages.

L'émigration avait fait, d'autre part, disparaître les gros emprunteurs. Enfin ceux qui prêtaient au Mont-de-Piété pour alimenter ses caisses devinrent de plus en plus rares ; en sorte que, peu à peu, les Monts-de-Piété tendirent à disparaître. Vers la fin de l'an IV, celui de Paris ferma ses portes après avoir restitué gratuitement tous les nantissements restés encore dans ses magasins.

En même temps que les Monts-de-Piété disparaissaient progressivement, des maisons particulières de prêts sur gages furent créées, et cette création s'explique par la liberté illimitée de l'industrie, liberté dont le principe venait d'être proclamé. Ajoutons que la loi du 11 avril 1793 assimilait l'argent à une marchandise ordinaire.

1. Duval, *op. cit.* p. XLI.

Comme il fallait s'y attendre, ces maisons particulières de prêt sur gage pratiquèrent ouvertement l'usure, et à un taux souvent scandaleux : 20 0/0 *par mois*, en général : « Des maisons de prêt, dit M. Duval (p. XLVII), citant une note des archives de l'établissement qu'il dirige, furent ouvertes sous les dénominations de Caisse-auxiliaire, Lombard-Lussan, Lombard-Serilly, Lombard-Augustin, etc. etc..., et toutes ces maisons en enfantèrent bientôt un nombre si effrayant que, dans certains quartiers, les lanternes qui les annonçaient auraient pu suffire pour éclairer la voie publique et par ce moyen épargner au département la moitié des frais d'illumination ».

C'est alors qu'on s'aperçut, après les avoir détruits, combien les Monts-de-Piété étaient utiles. Et l'administration centrale du département décida, le 21 pluviôse an V, la reconstitution du Mont-de-Piété de Paris, moins de deux ans après sa disparition. Dans la province, la réorganisation fut moins rapide et se fit avec plus de peine. Ainsi, en l'an XII, il n'y avait encore que cinq des anciens Monts-de-Piété qui eussent rouvert leurs bureaux. Le premier Empire encouragea les établissements publics de prêt sur gage. Dès le début, la loi du 26 pluviôse an XII et le décret du 24 messidor an XII consacrèrent le monopole des Monts-de-Piété.

Il est évident que le Mont-de-Piété doit emprunter pour pouvoir prêter.

Le 21 pluviôse an V, avons-nous dit, le Mont-de-Piété de Paris fut réorganisé. On décida alors, pour alimenter la caisse, la création de 1.000 actions de 10.000 livres chacune. Ces actions étaient émises au fur

et à mesure des besoins. La *période des actionnaires* dura ainsi jusqu'au dernier jour complémentaire de l'an XIII (21 septembre 1805), époque à laquelle les actions furent remboursées au moyen d'un emprunt consenti par la caisse d'amortissement, aujourd'hui caisse des dépôts et consignations. Le Mont-de-Piété emprunta alors directement. A partir de ce moment la situation financière des Monts-de-Piété fut, sauf à la fin du premier Empire, très brillante. Du reste, au cours du premier Empire, neuf établissements nouveaux vinrent, en France, s'ajouter aux Monts-de-Piété déjà existants. De même la Restauration en vit naître où renaître douze autres. La monarchie de juillet fut également très favorable à cette institution, puisque, pendant la seule année 1831, sept nouveaux Monts-de-Piété furent créés.

Après la période troublée de 1848, on songea à organiser, d'une manière plus appropriée aux besoins de l'époque, les Monts-de-Piété. Jusque-là les seuls textes législatifs spéciaux à ces établissements étaient : la loi du 16 pluviôse an XII, le décret du 24 messidor an XII et le décret du 8 thermidor an XIII. — Le 24 juin 1851 une loi, très importante en notre matière, fut enfin votée.

Nous arrêtons ici cet exposé historique. Les diverses dispositions législatives ou administratives postérieures à cette date de 1851 seront étudiées au cours de notre travail.

Disons en terminant que, depuis 1843, le nombre des Monts-de-Piété, en France, ne s'est pas sensiblement

accru. Il y en a aujourd'hui un peu moins d'une cinquantaine (1).

Remarque. — Dans l'étude que nous ferons des Monts-de-Piété en France, étude qui portera successivement sur leur création et sur leur fonctionnement, nous exposerons surtout les règles applicables au Mont-de-Piété de Paris, de beaucoup le plus important, tout en signalant le cas échéant, les particularités que peuvent présenter les établissements existants dans les villes de province.

1. Exactement 46, tant en France qu'en Algérie. — Nous en donnons la liste *infra*, chapitre III.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DES MONTS-DE-PIÉTÉ

La loi a dû se préoccuper, tout en admettant la possibilité de créer des maisons de prêt sur nantissement d'effets mobiliers, de garantir contre les dangers de l'usure ceux qui, trop nombreux, sont obligés d'avoir recours à de semblables prêts. Les maisons de prêt sur gages doivent donc être des établissements sur lesquels le gouvernement puisse conserver un droit de contrôle ; le législateur, en conséquence, a exigé dans la loi du 16 pluviôse an XII, et il exige, aujourd'hui encore, dans les articles 2084 du Code civil et 411 du Code pénal, l'autorisation du gouvernement comme condition préalable de l'ouverture d'un Mont-de-Piété :

« Les Monts-de-Piété ou maisons de prêt sur nantissement, seront institués comme établissements d'utilité publique et avec l'assentiment des conseils municipaux, par des décrets du Président de la République, selon les formes prescrites pour ces établissements », dit également l'article premier de la loi du 24 juin 1851.

Demandons-nous, tout d'abord, quel est, au point de vue administratif, le caractère juridique des établissements dits Monts-de-Piété ? Devrons-nous les ranger au

nombre des établissements publics, ou parmi les établissements d'utilité publique ?

D'après nous, le caractère de ces établissements est mixte. D'une part, en effet, les Monts-de-Piété sont, quant à la comptabilité afférente à leur budget, assimilés aux établissements de bienfaisance (1) et l'on sait, d'autre part, qu'il y a assimilation des établissements de bienfaisance au service communal (2).

De même, les prescriptions de l'instruction générale des finances du 20 juin 1859, sur les établissements de bienfaisance, relatives à l'exercice, à la formation des budgets, à la comptabilité, etc, etc..... sont applicables aux Monts, et les règles de la gestion des propriétés immobilières appartenant à ceux-ci sont analogues à celles régissant la gestion des immeubles dont les hospices seraient propriétaires.

En somme, des liens assez étroits semblent rattacher directement les Monts-de-Piété à l'administration, étant donné surtout que le contrôle de leurs opérations est analogue à celui auquel sont soumis les établissements de bienfaisance (3). C'est ainsi qu'aux termes de l'article 147 du règlement du 30 juin 1865, le caissier du Mont-de-Piété est tenu de rendre, chaque année, le compte de gestion relatif aux opérations de l'année précédente ; et que, de même, comme les revenus de l'établissement

1. Loi du 16 pluviôse an XII ; Article premier du décret du 24 messidor an XII ; Article 2, Loi du 24 juin 1831.

2. Articles 1046 et suiv. Instruction générale du 20 juin 1859, relative à la comptabilité des établissements de bienfaisance.

3. Articles 2 et 5 du décret du 24 mars 1852 ; Article 175 du règlement du 30 juin 1865 et Arrêté du préfet de la Seine du 18 octobre 1833 ; Décret du 31 mai 1862, relatif aux conditions générales de la gestion des comptables publics.

excèdent 30.000 frs, les comptes du caissier sont jugés directement par la Cour des comptes (1).

Mais, d'autre part, la loi du 24 juin 1851 donne formellement aux Monts-de-Piété, la qualification d'établissements *d'utilité publique*, et cet argument de texte a une certaine portée.

Le Conseil de Préfecture de la Seine rapproche (2) également les Monts-de-Piété des établissements d'utilité publique. Le 26 avril 1880, il a posé en principe, qu'à la différence des établissements publics, aucun texte de loi n'impose aux établissements *d'utilité publique*, et notamment au Mont-de-Piété de Paris, l'obligation de se pourvoir d'une autorisation du Conseil de préfecture pour ester en justice. En sorte que la Cour de cassation a pu à bon droit décider, et ceci résumera la discussion qui précède, que les Monts-de-Piété, en tant qu'établissements de nature administrative, ont un caractère mixte ; ils sont à la fois : 1^o établissements publics, par suite de leurs caractères généraux ; 2^o établissements d'utilité publique par leur destination, leurs opérations étant, en effet, des opérations purement privées (3).

En tout cas, ainsi que l'ont jugé la cour de cassation et le conseil de Préfecture de la Seine (dont nous venons de citer la décision), la nécessité d'une autorisation préalable pour agir ou défendre devant les tribunaux est, d'une manière générale, une disposition exorbitante ; cette disposition exceptionnelle ne peut donc être

1. Article 155, règlement du 30 juin 1865.

2. Adde : Cassation, 18 décembre 1866, S. 67. 1. 119, D. P. 67. 1. 122.

3. Cassation, 3 avril 1878, S. 78. 1. 279.

admise ou supplée par voie d'analogie ou d'induction, à défaut de texte qui l'édicte expressément. Or, il n'existe pas de textes imposant à l'administration du Mont-de-Piété la nécessité d'une semblable autorisation préalable, émanée de l'autorité administrative, lorsqu'il y a lieu, pour l'établissement, d'ester en justice (1). En sorte que, pour plaider valablement, il suffit de se conformer aux dispositions des textes en vigueur.

Le directeur représentera le Mont-de-Piété en justice, tant en demandant qu'en défendant, mais après que le conseil de surveillance ou d'administration aura donné son avis sur ces actions judiciaires (Solution analogue en ce qui concerne les transactions).

Section I. — Du Personnel et de ses fonctions générales.

La loi du 24 juin 1851 a, d'une manière générale, organisé, ou mieux, réorganisé les Monts-de-Piété en France. En ce qui concerne plus spécialement le Mont-de-Piété de Paris, le décret du 24 mars 1852 lui a donné une administration différente de celle que la loi du 25 juin 1851 impose aux autres Monts-de-Piété (2), mais analogue à celle dont la loi du 10 janvier 1849 a doté l'Assistance publique à Paris.

Le Mont-de-Piété de Paris (3) est administré par un

1. Sic : Cassation, 18 décembre 1866, précité.

2. C'est ainsi que le conseil *d'administration*, qui surveille les opérations des Monts-de-Piété de province, est remplacé à Paris, par un conseil spécial, dit conseil de *surveillance*.

3. Sur les principaux Monts-de-Piété fonctionnant en France, à

directeur responsable agissant sous le contrôle d'un conseil de surveillance.

Cette administration est placée sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur et du Préfet de la Seine.

Directeur.

Le directeur du Mont-de-Piété de Paris est nommé par le Ministre de l'Intérieur sur une liste de trois candidats présentés par le Préfet de la Seine (Art. 2, décret du 24 mars 1852).

Placé sous l'autorité du Préfet de la Seine, il a des attributions administratives. Il dirige les services, a sous ses ordres le personnel, accorde, s'il l'estime bon, des sursis à la vente des objets engagés, présente chaque année au conseil de surveillance le projet de budget et le compte administratif des opérations faites. Il représente le Mont-de-Piété en justice, nous l'avons dit, soit en demandant, soit en défendant.

Conseil de surveillance (1) du Mont-de-Piété de Paris.

— Le conseil de surveillance est, aux termes du décret

Lyon, Bordeaux, Nancy et Marseille, voir M. Lequesne, *La question du prêt sur gages*, p. 40 et suiv.

1. En Province, la nomination du conseil d'administration appartient aux préfets (Loi du 24 juin 1834). En ce qui concerne la dissolution des conseils d'administration ou de surveillance, le pouvoir de dissoudre appartient, en principe, aux mêmes autorités que celles appelées à nommer ce conseil. Mais il faut signaler une importante exception à cette règle : Lorsque les Monts-de-Piété prêtent gratuitement ou à un taux inférieur au taux légal (nous indiquerons plus loin ces deux catégories d'établissements), la dissolution n'appartient plus, le cas échéant, à ces autorités ; les Monts-de-Piété, dont nous parlons, sont alors exclusivement régis par les conditions de leur acte constitutif (Conseil d'État, 3 juin 1881, S. 83. 3. 8. D. P. 82. 3. 116).

du 24 mars 1852, composé : du Préfet de la Seine, président ; du Préfet de police ; de trois membres du conseil municipal ; de trois membres pris soit dans le conseil de surveillance de l'Assistance publique, soit parmi les administrateurs des bureaux de bienfaisance ; de trois citoyens domiciliés à Paris. Les fonctions de membre du Conseil de surveillance sont gratuites. Les membres du conseil de surveillance autres que les Préfets de la Seine et de police sont choisis, par le Ministre de l'intérieur, sur des listes triples présentées par le Préfet de la Seine. A l'exception des deux préfets, les membres du conseil sont renouvelés par tiers tous les deux ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau.

Le Conseil est présidé par le préfet de la Seine, et, à son défaut, par un vice-président choisi par le Conseil dans son sein, et élu tous les ans. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Le préfet convoque le conseil au moins une fois chaque mois. Le directeur du Mont-de-Piété assiste aux séances du Conseil de surveillance.

Fonctions générales du Conseil de surveillance et du directeur. — A Paris, le Conseil de surveillance est appelé à donner son avis sur tous les actes de propriété et de gestion qui intéressent l'établissement (budgets, comptes, projets de travaux, dons et legs faits au Mont, actions judiciaires, transactions, fixation du taux de l'intérêt des prêts et des emprunts, règlement du service, etc...).

Une fois que les budgets et comptes ont été soumis

au Conseil de surveillance, ils sont transmis au préfet de la Seine. Celui-ci, après avoir provoqué l'avis du Conseil municipal, transmet les pièces au ministre de l'intérieur. Le ministre obtiendra les décrets présidentiels d'approbation. D'ailleurs, les crédits du budget à venir une fois approuvés par l'autorité supérieure, le directeur devient ordonnateur, c'est-à-dire qu'il autorise les diverses opérations dans les limites que lui assignent les crédits approuvés.

Comptables. — Les différents comptables attachés à l'établissement (caissier-comptable, chefs des magasins, agents-comptables des succursales, liquidateur du boni, etc...), sont, conformément aux principes généraux, astreints à l'obligation du cautionnement (1).

Remarque. — Les divers services intérieurs, et les opérations de l'établissement nécessitent un personnel plus ou moins nombreux, suivant l'importance des établissements. Sans entrer dans l'examen détaillé de l'organisation de ce personnel (2), notons que presque tous

1. Loi du 8 juin 1864, déterminant le mode de fixation des cautionnements des comptables du Mont-de-Piété.

2. Pour le Mont-de-Piété de Paris il y avait : en 1778, 52 employés ; en 1785, 421 employés ; en 1790, 194 employés. Au 1^{er} octobre 1897, les employés y compris le directeur, étaient au nombre de 543 (Rapport de M. Lucipia, 1897, p. 23). Le Mont a une *caisse spéciale de retraites* pour ses employés. Les premiers fonds de cette caisse proviennent de la somme de 46.212 francs versée le 18 avril 1805 à la liquidation de la Société des actionnaires du Mont-de-Piété. Les bénéfices faits pendant la *période des actionnaires* s'étaient élevés à 2.109.810 francs. L'art. 27 de l'acte d'association prescrivait la mise en réserve d'un quarantième des bénéfices nets au profit des employés ; au lieu de partager ce quaran-

les règlements des divers Monts-de-Piété interdisent formellement aux employés de l'établissement : 1° d'acheter des reconnaissances ; 2° de faire des opérations pour le compte du public ; 3° d'acheter des objets remis en nantissement, lors de la vente de ceux-ci aux enchères publiques.

Commissaires-Priseurs-Appréciateurs. — Des commissaires-priseurs spéciaux sont attachés aux Monts-de-Piété. Leur rôle est double : 1° Au moment où l'emprunteur apporte son gage à l'établissement prêteur, ils jouent le rôle d'appréciateurs : ils estiment la valeur du gage offert par l'emprunteur. 2° A l'échéance du délai fixé par le contrat de prêt, s'il n'y a eu ni dégagement après remboursement, ni renouvellement, ils jouent le rôle de préposés à la vente publique des effets engagés.

Nous insisterons d'ailleurs sur ces divers points en traitant d'une part, des engagements, et d'autre part, de la vente des objets engagés. Disons seulement ici que les appréciateurs sont pris parmi les commissaires-priseurs de la ville et que c'est seulement sur le refus de ceux-ci que des appréciateurs spéciaux peuvent exister (1).

Commissionnaires. — Nous indiquons seulement ici l'existence de personnes qui, sous le nom de *commis-*

sième, on l'employa à fonder la caisse des retraites. Depuis l'arrêté du Conseil du 5 juin 1833 les employés ont une *caisse d'épargne* spéciale, où ils peuvent placer à 4 0/0. Signalons enfin l'existence, pour les employés du Mont-de-Piété parisien : 1° d'une *Société de prévoyance* (398 adhérents sur 543 employés). 2° d'une *Société de secours mutuels* (150 adhérents).

1. Voir notamment, en ce qui concerne le Mont-de-Piété de Brest, l'ordonnance en Conseil d'Etat, du 19 août 1837.

sionnaires, servent d'intermédiaires entre les emprunteurs et le Mont-de-Piété. D'une part, en effet, ces intermédiaires n'existent plus à Paris depuis 1887 (il en existe cependant encore dans les Monts-de-Piété de province) ; d'autre part, une jurisprudence constante refuse la qualité d'agents de l'établissement aux commissionnaires, dont nous reparlerons en étudiant le fonctionnement du Mont-de-Piété.

Remarque. — Le Mont-de-Piété de Paris comprend : 1^o le chef-lieu ; 2^o des succursales, pourvues de bureaux et de magasins particuliers ; 3^o des bureaux auxiliaires, qui fonctionnent dans des locaux non pourvus de magasins.

Le nombre des succursales du Mont-de-Piété a été porté à deux en 1862 ; puis à trois en 1889. Le nombre des bureaux auxiliaires a été porté à vingt par suite de l'ouverture de nombreux bureaux, opérée successivement de 1856 à 1891. Avec les bureaux joints à deux des succursales, on compte ainsi vingt-six bureaux différents. Il n'y a plus que six bureaux dont l'établissement soit locataire ; il est propriétaire des autres.

Section II. — Ressources des Monts-de-Piété.

Comment les Monts-de-Piété se procurent-ils les sommes nécessaires pour faire face aux demandes des emprunteurs ? Comment alimentent-ils leurs caisses ?

En ce qui concerne la base de leurs opérations, les Monts-de-Piété peuvent, d'une manière générale, se diviser en trois catégories : 1^o Ceux dont le capital est

entièrement emprunté, et qui, par suite, doivent faire intégralement supporter aux emprunteurs les intérêts qu'ils doivent payer à leurs propres prêteurs ; 2° ceux dont une partie du capital est fournie gratuitement par les villes, ou est formée avec une accumulation de bénéfices. Il est évident qu'une partie du capital employé aux prêts ne payant pas l'intérêt, les emprunteurs peuvent ne payer qu'un intérêt inférieur au taux ordinaire ; 3° ceux qui consentent aux pauvres des prêts gratuits, surtout grâce à l'initiative de généreux fondateurs.

Dans notre chapitre III, un tableau statistique indiquera quelles sont les diverses villes qui possèdent des établissements rentrant dans ces différentes catégories. Ainsi les Monts-de-Piété, du moins ceux faisant partie de la première catégorie, sont des banques d'un caractère particulier. Ils empruntent à un certain taux l'argent qu'ils prêtent ensuite, sur gages, à un autre taux (1). En sorte que l'intérêt qu'ils prélèvent sur les emprunteurs doit naturellement être en rapport avec l'intérêt qu'ils doivent servir à leurs propres prêteurs. Nous avons donc tout d'abord à envisager le Mont-de-Piété en tant qu'emprunteur, avant de l'étudier en tant que prêteur.

Le Mont-de-Piété de Paris, avons-nous dit, fait partie de ceux des établissements qui alimentent, au moyen d'emprunts, les caisses dans lesquelles ils puisent pour

1. Pendant un certain temps (*suprà*, p. 67) les capitaux furent fournis au Mont-de-Piété par des actionnaires. Dans notre chapitre III nous signalerons la proposition du conseil municipal de Paris, en date du 10 mai 1897, tendant à supprimer ces emprunts et à remplacer les prêteurs par un prêteur unique, la Banque de France.

fournir à leurs propres emprunteurs les sommes dont l'objet remis en gage doit garantir la restitution (1). Ce Mont-de-Piété ouvre dans ce but un emprunt permanent sur bons à ordre ou au porteur (2). Le remboursement des sommes ainsi prêtées est garanti aux prêteurs : 1° par les immeubles appartenant à l'établissement ; 2° par les capitaux de roulement existant en caisse ; 3° Par les nantissements déposés dans les magasins.

Suivant le désir des prêteurs, les bons qui leur sont délivrés pour constater leurs créances sont soit au porteur, soit nominatifs. De plus, les bons, quand ils sont à ordre, contiennent les noms et prénoms des titulaires. Les bons sont remboursables, toujours au gré des prêteurs, au bout d'un an, de neuf mois, de six mois ou de trois mois. Le minimum des placements est, en principe, de cent francs.

L'intérêt que produisent les bons est variable (3).

Par exemple, pour le Mont-de-Piété de Paris, il est chaque année et même plus souvent, s'il y a lieu, fixé sur la proposition du directeur de l'établissement et après avis du conseil de surveillance, par un arrêté du Préfet de la Seine.

1. Aux ressources que les Monts-de-Piété se procurent par voie d'emprunt, il faut ajouter les fonds qui sont versés dans sa caisse à titre de dépôts ou de cautionnement.

2. V. notamment : Art. 3, 1^{re} Loi du 24 juin 1851 et art. 45, règlement du 30 juin 1865.

3. Il est aujourd'hui, pour les fonds devant alimenter les prêts sur gages mobiliers corporels, de :

2,75 0/0 l'an pour les bons à un an, depuis le 1^{er} mai 1897.

2,50 0/0 — — — neuf mois.

2 0/0 — — — six mois.

1,50 0/0 — — — trois mois.

Le nombre de ceux qui prêtent ainsi au Mont-de-Piété de Paris est d'environ trois mille deux cents par an (1).

Ces prêteurs détiennent les 8 ou 9.000 bons émis chaque année. La moyenne des bons est de 7.500 francs.

C'est ainsi qu'en 1892, le total des prêts consentis au Mont-de-Piété s'est élevé à la somme de cinquante-quatre millions de francs environ.

En 1894, il a emprunté 62.748.579 francs. En 1896, il a emprunté 55.120.010 francs pour gages corporels et 6.314.950 francs pour les avances sur titres. En 1898, il prévoit qu'il empruntera 52 millions pour les gages corporels et 7 millions pour les valeurs mobilières (2).

Parmi les prêteurs les plus importants citons, le Théâtre-Français, que le décret de Moscou autorise à prêter aux Monts-de-Piété jusqu'à concurrence de la somme de deux millions. Donnons quelques détails sur les bons eux-mêmes.

Lorsque les bons sont à ordre, s'ils portent des endossements dont quelques-uns émanent de commerçants, ils rentrent, le cas échéant, et conformément aux principes généraux, dans la compétence des juridictions consulaires (3), dès lors que ces bons contiennent une indication suffisante de la valeur fournie et que, par ailleurs,

1. Si l'administration du Mont-de-Piété a en caisse plus d'argent qu'il ne lui en faut pour faire face aux prêts éventuels, elle peut placer ces sommes au Trésor avec intérêts : art. 43, règlement du 30 juin 1863.

2. Pour les avances sur titres, il n'emprunte que sur bons à un an, au porteur ou à ordre, portant un intérêt de 2,75 0/0 l'an.

3. Trib. com. Seine, 20 février 1891, *Revue des établissements de bienfaisance*, 1891, page 304.

ils présentent tous les autres caractères légaux du billet à ordre (1). En effet, quelle que soit la qualité du souscripteur, l'article 637, C. com., attribue compétence aux tribunaux de commerce pour connaître des contestations relatives aux billets à ordre qui portent en même temps des signatures de commerçants et de non-commerçants.

Les bons délivrés par l'administration du Mont-de-Piété à ses prêteurs peuvent, nous l'avons dit, être à ordre ou au porteur. Au point de vue de *la perte* de ces bons et des effets de celle-ci, cette distinction est très importante.

1° Si, en effet, les bons sont *à ordre*, les titulaires, créanciers du Mont-de-Piété, ne s'en peuvent faire rembourser le montant que conformément aux dispositions de l'article 152 du Code de commerce, c'est-à-dire, notamment, seulement après une ordonnance du juge, qui fixe les garanties à fournir pour que le remboursement du bon adiré soit opéré (2). Et il a été jugé, dans ce sens, que l'Administration ne peut rembourser le montant d'un bon de caisse en l'absence dudit bon que sous la garantie d'une caution, laquelle ne sera déchargée qu'après trois ans à partir de la date du jugement, conformément aux articles 152 et 153 du Code de commerce, si mieux n'aime le demandeur laisser ladite somme pendant trois ans en dépôt à la caisse du Mont-de-Piété (3).

2° Lorsqu'inversement les bons sont *au porteur*,

1. Cassation, 23 juin 1897, *Le Droit* du 3 août 1897.

2. Art. 48 du règlement de 1883.

3. Trib. civ. Seine, 6 février 1834 (M. Duval, *op. cit.*, p. 625).

les règles spéciales édictées par la loi du 15 juin 1872, sur la perte des titres au porteur, devront être observées (1). En sorte que si le propriétaire d'un bon au porteur n'avait pas, au cas de perte ou de vol, rempli les formalités prescrites par la loi du 15 juin 1872 et s'il avait, d'autre part, laissé écouler les trois ans pendant lesquels, à partir du vol ou de la perte, l'article 2279, § 2, permet d'agir, il serait irrecevable à former une action en revendication contre le tiers qui, de bonne foi, aurait acquis le bon (2).

Demandons-nous, en terminant sur ce point, qui sera chargé de négocier les bons au cas où leur titulaire actuel voudrait les faire passer sur la tête d'un tiers. Tout d'abord l'endossement sera employé pour les bons à ordre. Quant à ceux qui sont au porteur, comme ils ne sont pas cotés en Bourse, ils peuvent être négociés entre les parties, soit directement, soit en banque, sans intermédiaire d'agents de change (3).

Section III. — Particularités relatives au régime fiscal des Monts-de-Piété.

Le régime fiscal auquel les Monts-de-Piété sont assujettis présente quelques particularités.

On a tout d'abord prétendu que les bons ne tom-

1. Paris, 12 août 1876, *Le Droit* du 5 octobre 1876.

2. Trib. civ. Seine, 25 mars 1891 (Dalloz, v^o *Mont-de-Piété*, supp. n^o 21, note 1).

3. Trib. civ. Seine, 21 juillet 1886, *Journal des valeurs mobilières*, 1886, p. 325.

baient pas sous la loi fiscale de 1872. Mais une jurisprudence constante a décidé sur ce point que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, perçue en vertu de la loi du 29 juin 1872, et qui est de 4 0/0, frappe l'intérêt servi aux prêteurs de bons (1). Elle s'applique en effet aux intérêts des emprunts des établissements, soit publics, soit d'utilité publique (Art. 1^{er}, loi du 29 juin 1872).

Elle s'applique donc aux intérêts des bons au porteur ou à ordre émis par le Mont-de-Piété. Ici, le régime fiscal auquel sont soumis ces établissements ne renferme pas de règle spéciale.

Mais, aux termes de l'article 8, loi du 24 juin 1851 (2), les obligations, reconnaissances et tous actes concernant l'administration des Monts-de-Piété sont dispensés du timbre. D'une manière plus générale, les registres et papiers destinés à constater les opérations de prêt et les différents actes de régie du Mont-de-Piété, sont exemptés des droits de timbre et d'enregistrement. Il est essentiel de remarquer ici que cette disposition, édictée dans le but de procurer, au point de vue fiscal, des exemptions dont en dernière analyse les emprunteurs doivent bénéficier, ne saurait être étendue à des hypothèses autres que celles envisagées par le législateur.

Par suite, les contrats de cession de reconnaissance, intervenus entre les emprunteurs et des tiers, même adjudicataires, ne sauraient bénéficier de la faveur consistant dans cette dispense des droits d'enregistre-

1. Trib. civ. Seine, 11 avril 1874, S. 74. 2. 155 ; Cassation, 3 avril 1878, S. 78. 1. 279 ; Cassation, 28 avril 1892, S. 93. 1. 529. A Paris cette taxe est supportée par le Mont-de-Piété. Un crédit annuel figure à son budget pour faire face à cette dépense : Duval, n° 495.

2. *Adde* : Art. 48 et 49 du décret du 8 thermidor an XIII.

ment (1). De même, et d'une manière plus générale, les dispenses déroatoires au droit commun devant toujours être d'une stricte interprétation, il ne faut pas étendre les exemptions aux impôts autres que ceux visés par la loi de 1851.

Les immeubles qui, *appartenant au Mont-de-Piété*, sont affectés à son exploitation, sont exempts de la contribution foncière et de l'impôt des portes et fenêtres, à l'exception des parties réservées au logement des employés qui doivent eux-mêmes le paiement de la contribution personnelle et mobilière et de celle des portes et fenêtres auxquelles leur logement personnel est cotisé (2). C'est ainsi que la question s'est posée de savoir s'il fallait admettre la dispense de la contribution foncière pour les maisons *données à bail*, au Mont-de-Piété, pour le service de celui-ci. Le 7 juin 1855 (D. P. 55. 3. 92), le Conseil d'Etat s'est prononcé, et avec raison, pour la négative. Le Mont-de-Piété du Havre, au sujet duquel cette décision a été rendue, invoquait, pour obtenir l'exemption : 1^o la loi du 24 juin 1851, déclarant les Monts-de-Piété établissements d'utilité publique ; 2^o certaines décisions du Conseil d'Etat (3) leur reconnaissant le caractère d'établissements de bienfaisance dans le sens de l'article 105 de la loi du 3 frimaire an VII ; 3^o le principe de l'exemption de la contribution foncière, dont nous avons parlé plus haut. Ces raisons n'ont pas prévalu devant le Conseil d'Etat, et il devait en être ainsi,

1. Trib. civ. Seine, 1^{er} avril 1881 (M. Duval *op. cit.*, p. 618).

2. Ordonnance du 19 janvier 1844, rendue en faveur du Mont-de-Piété de Rouen. Art. 105, Loi du 3 frimaire an VII ; Art. 5, Loi du 4 frimaire an VII.

3. Conseil d'Etat, 19 janvier 1844, et 28 avril 1845.

car la loi du 3 frimaire an VII, notamment, n'exempte de la contribution foncière que les propriétés consacrées à un service public et *non productives de revenus*. Or la maison occupée *à bail* par le Mont-de-Piété du Havre ne remplissait évidemment pas ces conditions ; il en serait de même de six des bureaux auxiliaires, dont le Mont-de-Piété de Paris est seulement locataire.

Nous avons ainsi rapidement exposé les règles relatives à la création et à l'organisation générale des Monts-de-Piété. Nous avons maintenant à étudier en détail le fonctionnement de ces établissements.

CHAPITRE II

OPÉRATIONS ET FONCTIONNEMENT DES MONTS-DE-PIÉTÉ

Dans l'étude du fonctionnement des Monts-de-Piété en France, nous prendrons toujours, en principe, comme type de l'institution, le Mont-de-Piété parisien (1).

1. Donnons rapidement quelques indications sur les Monts-de-Piété de province. Ces Monts-de-Piété sont administrés par une commission dont le maire est président, et qui comprend des représentants du Conseil municipal, des hôpitaux, des bureaux de bienfaisance, et, dans un ou deux cas, des caisses d'épargne. La durée du prêt est habituellement d'un an et le prêt minimum 1 franc. Le taux de l'intérêt varie. A *Bordeaux*, qui a un Mont-de-Piété prospère, il est de 6 0/0 sans aucune taxe additionnelle. La moyenne des prêts est de 20 francs et tous les prêts au-dessous de 15 francs entraînent une perte pour l'établissement. Le nombre total des prêts reçus ou renouvelés en 1874 fut de 2.784.000 et le montant des sommes prêtées : 5.700.000 francs. Le bénéfice réalisé en 1892 fut de 61.000 frs. A *Marseille*, le taux de l'intérêt est de 6 0/0. Le Mont-de-Piété de *Rouen* prend 10 0/0 d'intérêts et en 1891 versa 30.000 frs. aux hôpitaux sur les bénéfices. A *Toulouse*, les prêts au-dessous de 5 frs. sont gratuits ; au-dessus de 5 frs, un taux de 6 0/0 avec une commission de 1 0/0 pour frais d'emmagasiner est prélevé. La tendance générale de tous les Monts-de-Piété est de réduire le taux de l'intérêt. A *Toulouse*, par exemple, où l'institution est de création récente (1867), l'intérêt a été en décroissant successivement ; de même à *Bordeaux*. La liste des Monts-de-Piété de Province, le taux de l'intérêt qu'ils perçoivent, le minimum et le maximum des sommes qu'ils peuvent, d'après leurs statuts, prêter, seront réunis, dans notre chapitre III, en un tableau synoptique, auquel nous renvoyons.

Nous étudierons surtout le prêt sur meubles corporels, et, dans un appendice, nous dirons quelques mots des avances sur titres, récemment autorisées.

Section I. — Des engagements.

§ 1. — *Leurs formes ; leurs conditions de validité.*

Lorsqu'un emprunteur vient présenter au Mont-de-Piété, en nantissement, des objets mobiliers corporels quelconques, ceux-ci sont, au préalable, estimés par les commissaires-priseurs apprécieateurs.

Des apprécieateurs. — Nous avons dit, en parlant de l'organisation générale du personnel du Mont-de-Piété, que des commissaires-priseurs étaient chargés, avec monopole, d'apprécier la valeur des objets offerts en gage, et aussi de vendre, le cas échéant, ces objets.

Nous allons les étudier ici sous le premier point de vue.

C'est ainsi qu'à Paris des commissaires-priseurs du département de la Seine sont, au nombre de 14, sous le titre d'apprécieateurs, attachés d'une façon toute spéciale à l'établissement. Et lorsqu'une charge d'apprécieateur y devient vacante, le nouveau titulaire est nommé par le Préfet de la Seine, sur la présentation, en nombre triple, faite conjointement par la chambre des commissaires-priseurs du département et par les apprécieateurs du Mont-de-Piété (1).

1. Art. 31 du règlement annexé au décret du 8 thermidor an XIII.

Comme le nombre des commissaires-priseurs appréciateurs est, en fait, insuffisant à Paris, ceux-ci ont obtenu du préfet Haussmann la faculté de se faire représenter, notamment dans les bureaux auxiliaires, par des employés agréés par l'Administration. Ces employés sont rétribués par les appréciateurs qui sont, au surplus, responsables des évaluations faites par leurs préposés (1). Nous aurons plusieurs fois l'occasion d'insister plus loin sur les inconvénients qu'il y a à déclarer les appréciateurs ou leurs préposés responsables de leurs estimations.

Les appréciateurs, disons-nous, ont un monopole.

Le privilège conféré aux commissaires-priseurs, quant aux prisées et aux ventes publiques concernant les Monts-de-Piété, ne cesse même pas par suite de ce fait qu'au lieu où existe le Mont-de-Piété, il n'y a qu'un commissaire-priseur, ce qui, naturellement, ne laisserait pas à cet établissement le choix que lui attribue la loi (art. 5 de l'ordonnance du 26 juin 1816). Et ce privilège ne saurait non plus recevoir aucune atteinte des dispositions particulières des statuts régissant tel ou tel Mont-de-Piété, alors surtout que ces statuts ont été arrêtés à une époque où il n'existait pas, dans la ville, d'office de commissaire-priseur (2).

Commissionnaires. — A Paris il existait encore, il y a dix ans, une certaine catégorie de personnes dont le rôle était de servir d'intermédiaires entre les emprunteurs sur gages et le Mont-de-Piété. Le nombre relative-

1. Par suite, aujourd'hui, les commissaires-priseurs ne font pas, directement, plus de 12 0/0 des évaluations.

2. Cassation, 5 juillet 1864, S. 64. 1. 316 ; D. P. 64. 1. 384.

ment restreint des bureaux de quartier avait nécessité l'existence de ces intermédiaires, appelés *commissionnaires*, et comme il fallait évidemment les rémunérer, le taux de l'intérêt que devaient payer les emprunteurs se trouvait augmenté d'autant.

Les commissionnaires du Mont-de-Piété de Paris, étant des intermédiaires auxquels les particuliers s'adressaient pour faire effectuer les opérations qu'ils ne voulaient pas faire directement, ne pouvaient donc être considérés comme des agents ou préposés de cet établissement. Par suite, l'administration du Mont ne pouvait être rendue responsable d'engagements faits par l'entremise de ces commissionnaires, tant qu'il n'était pas constaté qu'elle eût commis une faute personnelle dans ses rapports avec ces intermédiaires (1).

Grâce à l'augmentation du nombre des bureaux de quartier, ces intermédiaires, aujourd'hui, sont supprimés, à Paris, par un arrêté du Préfet de police en date du 4 avril 1887 ; les emprunteurs se sont trouvés, de ce chef, dégrevés d'une somme de 300.000 fr. par an environ.

Étant donnée la suppression des commissionnaires parisiens, et bien qu'il y en ait encore dans les Monts-de-Piété des villes de France (2), nous n'insisterons pas sur ces intermédiaires. Notons seulement : 1^o que l'on controverse la question de savoir si les commissionnaires sont (3), ou non, (4) des commerçants ; 2^o qu'ils peuvent

1. Cassation, 6 août 1884, S. 85. 1. 163, D. P. 85. 1. 10 ; Paris, 26 décembre 1871, D. P. 72. 2. 188.

2. Voir notamment : Trib. cor. Le Mans, 20 mars 1896, *Gaz. Pal.* 96. 1. Supp. 42, jugement infirmé par la Cour d'Angers le 30 avril 1896, *Gaz. Pal.* 96. 2. Supp. 5.

3. Cassation, 23 décembre 1853, S. 54. 1. 150.

4. Trib. com. Seine, 12 avril 1870, S. 71. 2. 121. Pour plus de détails, voir Duval, p. 507 et suiv.

bien vendre leur clientèle, mais que cette faculté de vendre est restreinte par le droit de nomination qui reste toujours à l'administration (1) ; 3° qu'en principe, et à moins d'une faute à elle imputable, l'administration du Mont-de-Piété ne répond pas, ainsi que nous l'avons dit plus haut, des engagements faits par leur entremise (2).

Revenons aux opérations de l'engagement dont nous n'examinerons pas d'ailleurs tous les détails pratiques (3). L'appréciateur examine le gage ; son estimation permet d'établir un chiffre de prêt que le préposé de l'administration fait connaître à haute voix à l'emprunteur ; si celui-ci refuse la somme offerte, l'objet lui est aussitôt rendu ; s'il accepte, la somme est versée à l'emprunteur et la reconnaissance lui est remise aussitôt après que les écritures nécessaires ont été passées. Ainsi, au moment de l'engagement, un véritable contrat de nantissement est créé. *Cependant aucun acte public, ou sous seing privé enregistré, ne sera nécessaire, comme en matière de constitution de gage ordinaire.*

D'après l'art. 58 du règlement général annexé au décret du 8 thermidor an XIII, le montant des sommes que l'on peut prêter est fixé : 1° Quant aux nantissements composés soit d'argenterie, soit de bijoux en or ou en argent, aux quatre cinquièmes de leur valeur au poids ; 2° Quant à tous autres objets, aux deux tiers du prix de leur estimation. D'autre part, l'art. 47 du règlement de

1. Cassation, 15 janvier 1855, S. 55. 1. 366.

2. Amiens, 20 janvier 1887, S. 87. 2. 168. Cassation, 6 août 1884, S. 85. 1. 163.

3. V. surtout M. Duval, *Mont-de-Piété de Paris*, p. 65 et suiv.

thermidor dispose que nul n'est admis à déposer des nantissements, pour lui valoir prêt au Mont-de-Piété, s'il n'est connu ou domicilié ou assisté d'un répondant connu et domicilié. Et, d'après l'art. 48, tout déposant est tenu de signer l'acte de dépôt de l'objet apporté pour nantissement, en sorte que, ainsi que le remarque M. Duval (*loc. cit.*, n. 219), la comparaison de cette signature avec celle qui est portée sur la pièce produite à titre de justification peut permettre au contrôleur de s'assurer de l'identité de l'emprunteur. Au cas où les justifications requises ne seraient pas fournies par l'emprunteur, le prêt serait *suspendu*, jusqu'à régularisation. Au cas d'incapacité reconnue chez l'emprunteur, l'objet lui est aussitôt restitué. Les incapables, en effet, ne sont pas admis à emprunter. Il en est notamment ainsi des mineurs et des femmes mariées, à moins que ces personnes ne soient munies d'un pouvoir émané du tuteur ou du mari. Cependant les femmes mariées séparées de corps (loi du 6 février 1893), sont pleinement capables, et l'on admet généralement qu'il en est de même des femmes mariées séparées de biens.

Quant au prêt sur nantissement consistant en marchandises neuves ou de commerce, il est possible ; mais, du moins à Paris, l'emprunteur doit produire une patente en rapport avec la nature des objets engagés ; sinon, être assisté d'un répondant pouvant présenter une semblable patente.

Les emprunteurs ont à payer l'intérêt des sommes prêtées, les frais de manutention, d'assurance des nantissements, et le droit d'appréciation dû aux commissaires-priseurs. Les apprécieurs, en effet, reçoivent

comme salaire, pour vacations de prisée, un droit de tant pour cent sur la valeur à laquelle ils ont estimé les objets offerts en nantissement (1). Aujourd'hui, à Paris, ce droit d'appréciation est d'un demi-centime pour franc du principal des prêts (2), mais il n'est pas perçu par l'administration pour les prêts de 3 à 5 francs. Le déficit résultant de l'abandon de ce droit, qu'encaissent cependant les appréciateurs, est supporté par le Mont-de-Piété (Duval, *loc. cit.*, p. 95, n. 262).

Y a-t-il, pour le montant des prêts que l'établissement est autorisé à consentir, un minimum et un maximum ? En ce qui concerne le minimum, la règle est simple : on ne fait pas de prêt au-dessous de trois francs.

La question de savoir s'il faut, ou non, fixer un chiffre maximum pour les prêts à consentir n'a pas toujours été résolue de la même façon ; d'une part, en effet, la liberté des conventions doit être respectée ; mais, d'autre part, en autorisant les Monts-de-Piété à prêter des sommes énormes, sur nantissement de biens de valeur plus considérable encore, biens qui seront en général des marchandises neuves, on risque de fausser le but de l'institution, qui est d'éviter l'usure en venant au secours de gens pauvres ou momentanément gênés.

Par le décret du 12 août 1863, rendu à l'instigation des commissaires-priseurs, on limita à 10.000 francs le maximum du prêt qui pouvait être consenti à une même personne dans une même opération faite au bureau principal. Pour les bureaux auxiliaires, le maximum était fixé à 500 francs. Mais, le 2 août 1887, un décret a

1. Art. 25, règlement, 8 thermidor an XIII.

2. Décrets du 24 et 25 mars 1852.

abrogé celui de 1863 « relatif aux opérations de prêt consenties par le Mont-de-Piété de Paris », en sorte qu'aucun maximum dans le quantum de la somme prêtée n'est plus, aujourd'hui, imposé à l'établissement. Le Mont-de-Piété a pu, ainsi, consentir un prêt unique de 445.000 francs (1).

A Paris, quand le prêt varie de 3 à 22 francs, les opérations, étant donné l'intérêt perçu, sont onéreuses pour l'établissement ; de 22 à 91 francs il y a doute (cela dépend de la durée du dépôt). Enfin, à partir de 91 francs, les opérations sont toujours rémunératrices pour le Mont-de-Piété.

En raison même du monopole qui lui est attribué, et du salaire auquel il a droit, tout commissaire-priseur doit évidemment être astreint à une sérieuse responsabilité en ce qui concerne les fautes qu'il pourrait commettre à l'occasion de l'exercice de ses diverses fonctions.

Notamment, le commissaire-priseur appréciateur est garant, envers le Mont-de-Piété, de la différence existant entre l'appréciation par lui faite des objets engagés et le prix de leur vente, même quand cette vente a été faite hors sa présence, pourvu néanmoins qu'elle ait été précédée d'affiches et d'annonces et opérée dans les formes et les délais réglementaires (2). On a voulu ainsi prémunir l'administration du Mont-de-Piété contre l'impéritie de l'appréciateur et surtout contre toute connivence coupable entre lui et les emprunteurs.

D'autre part, les droits payés à l'appréciateur, pour

1. Rapport de M. Lucipia, au Conseil municipal de Paris, 1897, p. 67.

2. Cassation, 5 novembre 1834, S. 34. 1. 691, D. P. 35. 1. 13.

son salaire, étant calculés d'après le montant de la prisee, il importait de contrebalancer, en édictant une responsabilité sérieuse, l'intérêt qu'il peut avoir à exagérer ses évaluations. En somme, l'appréciateur est responsable de son appréciation. Aussi évalue-t-il rarement l'objet offert, à sa valeur vraie, en sorte que la reconnaissance délivrée à l'emprunteur conserve, avec cette manière de procéder, une valeur certaine ; ce qui permet aux usuriers de se livrer, sur ces reconnaissances, à leur trafic immoral.

Cette critique du régime actuel des Mont-de-Piété sera examinée ultérieurement.

§ 2. — *Responsabilité des Monts-de-Piété à raison des engagements, ou pendant la durée de ceux-ci.*

A. — Comme toute personne morale, comme tout particulier, le Mont-de-Piété est tenu de réparer le préjudice causé par les fautes de ses employés. C'est donc avec raison que les tribunaux déclarent que l'établissement commet une faute engageant sa responsabilité, lorsque ses agents acceptent en nantissement des objets volés qui leur sont présentés par un individu non domicilié (1).

Et, le 6 août 1884, la Cour de cassation estimait que le permis de séjour délivré pour un temps limité à un condamné libéré ne peut équivaloir à la condition d'être domicilié, condition dont l'emprunteur doit faire la justification. Les employés, en acceptant des nantissements de cet individu, étaient d'autant plus en faute que la si-

1. Cassation, 21 juillet 1857, D. P. 57. 1. 394 ; Paris, 26 décembre 1871, D. P. 72. 2. 488 ; Paris, 24 janvier 1881, D. P. 81. 2. 54.

tuation spéciale dans laquelle se trouvait celui qui se présentait pour emprunter aurait dû attirer leur attention et éveiller leur défiance (1).

B. — Au cas d'engagements d'objets volés, la situation des Monts-de-Piété est toute spéciale. Le décret de thermidor an XIII, qui a force de loi (et est postérieur au Code civil), décide que le propriétaire d'un objet volé, engagé au Mont-de-Piété, peut bien retirer cet objet, mais à deux conditions : 1^o Il doit justifier de sa propriété; 2^o Il doit payer en capital, intérêts et droits la somme que l'établissement a prêtée au déposant. D'où il suit que la règle de l'art. 2279, § 2, est étrangère à la législation des Monts-de-Piété.

Cette importante dérogation au droit commun s'explique aisément : l'administration ne peut être astreinte, à moins de circonstances très particulières devant fatalement attirer son attention, à soupçonner chaque emprunteur, à s'enquérir de la provenance des effets remis en nantissement. Cette règle est, d'ailleurs, traditionnelle.

Mais les objets mobiliers volés peuvent être revendiqués contre le Mont-de-Piété auquel ils ont été remis en gage, *sans que le revendiquant soit tenu de rembourser à cet établissement la somme prêtée au déposant*, nonobstant tout règlement contraire, s'il est établi qu'il y a eu, de la part du Mont-de-Piété, soit inobservation de ses règlements, soit faute grave ou imprudence évidente à recevoir ces objets. Ainsi l'a décidé, au cas d'imprudence grave, résultant de la multiplicité de dépôts d'objets volés, dépôts opérés dans des conditions très inso- lites, la Cour de cassation, le 21 juillet 1857 (2).

1. Cassation, 6 août 1884, S. 85. 1. 463.

2. Douai, 7 août 1856, D.P. 57. 2. 203; et sur pourvoi : Cassation,

En somme, la jurisprudence ne dénie au Mont-de-Piété le droit de se faire rembourser les sommes par lui avancées sur le dépôt en nantissement des objets volés, qu'à raison de la faute ou de l'imprudence imputables à cet établissement. Et si des objets volés avaient été engagés par l'intermédiaire de commissionnaires (1), la responsabilité du Mont-de-Piété ne serait pas engagée ; il devrait être indemnisé par le revendeur, qui n'aurait de recours que contre les commissionnaires : ceux-ci n'étant pas, on le sait, des agents de l'administration (2).

C. — Le Mont-de-Piété est-il responsable vis-à-vis de la faillite d'un négociant auquel il a fait des prêts considérables sur marchandises neuves, quand ces prêts ont fourni à l'emprunteur le moyen de retarder sa faillite et de diminuer, par une réalisation à bas prix, le gage de ses créanciers ?

Rappelons tout d'abord que le prêt sur marchandises neuves est régulier, puisque la loi des 24 juin-24 juillet 1851, sur les Monts-de-Piété, le suppose dans son article 7, dernier alinéa.

Mais si un prêt sur marchandises neuves est, en lui-même et en principe, une opération normale, on peut concevoir cependant que de semblables prêts soient, pour un même emprunteur, très fréquents, très importants, et qu'ils aient eu des résultats désastreux pour cet emprunteur, et, par suite, pour ses créanciers. De sem-

21 juillet 1857, D. P. 57. 4. 394 ; Comp. : Cass., 28 novembre 1832, S. 32. 1. 402.

1. Qui n'existent plus aujourd'hui, à Paris, depuis 1887, ainsi qu'on l'a dit, *suprà*, p. 88.

2 Paris, 26 déc. 1871, S. 72. 2. 46 ; Cassation, 6 août 1884, S. 85. 1. 163, et, sur renvoi, Amiens, 20 janvier 1887.

blables opérations vont peut-être conduire à la faillite l'emprunteur commerçant, en lui permettant de se créer momentanément des ressources et de tromper des tiers en leur faisant croire à une solvabilité qui n'est qu'apparente. Dans ces conditions, la responsabilité du Mont va-t-elle être engagée ? Les créanciers composant la masse de la faillite vont-ils avoir le droit, argumentant de la multiplicité des prêts consentis, d'imputer à l'établissement de prêts sur gages une imprudence, une faute, dont il devra réparer pécuniairement les conséquences ?

Le 30 août 1871, le tribunal de la Seine répondit affirmativement en condamnant le Mont-de-Piété de Paris à payer au syndic de la faillite d'un sieur Souvigny une somme de 96.000 francs. La Cour de cassation cassa l'arrêt d'appel, confirmatif de la décision précédente, et, le 12 janvier 1875 (S. 75. 1. 254), renvoya devant la Cour de Rouen. Dans l'espèce, il était certain, et non contesté, qu'en prêtant, le Mont-de-Piété de Paris ne s'était rendu coupable ni de collusion, ni de fraude. Le syndic de la faillite Souvigny n'argumentait que de la négligence qu'aurait commise l'établissement en consentant, sur marchandises neuves, des prêts importants et fréquemment réitérés.

Le premier argument, qui n'existe plus, était tiré du décret du 12 août 1863, aujourd'hui abrogé. Aux termes de l'article 1^{er} du décret de 1863, aucune opération de prêt consentie par le Mont-de-Piété de Paris ne peut, rappelons-le, être supérieure à 10.000 francs. D'autre part, les bureaux auxiliaires ne peuvent effectuer aucune opération supérieure à 500 francs. On soutenait donc

que le Mont-de-Piété n'aurait pas dû prêter plus de 10.000 francs.

Nous ne nous arrêterons pas à rechercher si, sous l'empire du décret de 1863, plusieurs prêts, chacun inférieur à 10.000 francs, mais dont le total était supérieur à cette somme, pouvaient être consentis à la même personne. Aujourd'hui, en effet, et depuis le décret du 2 août 1887 (1), le décret du 12 août 1863 est abrogé ; il n'y a plus, en conséquence, de maximum pour la valeur de la somme prêtée. Mais un second argument, qui conserve encore toute sa force, était invoqué contre le Mont-de-Piété de Paris. Une délibération du conseil d'administration, en date du 11 décembre 1844, exige que le commis-enregistreur des engagements fasse parvenir au service de l'inspection, pour tout prêt supérieur à 500 francs, les noms, professions et domiciles des emprunteurs, avec un relevé distinct pour chaque emprunteur (Duval, n° 212). — D'autre part, le règlement du 30 juin 1865, concernant la comptabilité du Mont-de-Piété de Paris, décide qu'il doit être remis chaque jour au directeur, pour les prêts de 500 francs et au-dessus, faits la veille dans toutes les succursales, un bordereau indiquant les nom, profession, et domicile du déposant, ainsi que la désignation des objets déposés. Il doit en être de même pour les dégagements.

Si donc, disait le syndic de la faillite, le directeur du Mont-de-Piété prête sans mesure ni précaution malgré que le compte des engagements s'élève à une somme considérable, tandis que celui des dégagements ne représente qu'une somme faible, il est en faute.

¹ 1. Voir *Bulletin municipal officiel de la ville de Paris*, du lundi 15 août 1887.

La cour de Rouen n'a pas admis ce système, et, selon nous, avec raison. Elle a posé, en principe, conformément d'ailleurs à l'arrêt de renvoi, que la responsabilité d'un Mont-de-Piété ne peut être engagée envers les tiers par des actes qui ne constitueraient que des infractions à des règlements établis par son conseil d'administration, ou même par l'autorité publique pour régir le fonctionnement *intérieur* de l'établissement.

Voici ses motifs principaux (1) :

Aucun article de loi n'impose aux Monts-de-Piété le devoir de s'immiscer dans le secret de la fortune ou du crédit des négociants et de se rendre compte de leur situation commerciale par un contrôle aussi dangereux qu'impossible à exercer. Il ne faut donc pas confondre, sous peine de porter atteinte à l'utilité du Mont et à son existence elle-même, les règles administratives qui gouvernent son régime intérieur ou les instructions données à ses préposés et employés dans l'intérêt d'une bonne gestion, avec les règlements d'administration publique, dont la violation peut concerner les tiers et léser leurs droits.

En ce qui concerne, tout d'abord, la délibération du conseil d'administration en date du 11 décembre 1844, cette mesure d'ordre et de police intérieure, exclusivement prise pour régler les relations de supérieur à subordonnés et se rendre compte jour par jour, et le lendemain des opérations seulement, de la situation de l'établissement, n'a jamais été exécutée que provisoirement et à titre d'essai : dépourvue de toute sanction ministérielle, elle n'a jamais eu de force obligatoire et

1. Rouen, 29 juillet 1875, S. 76. 2. 33, D. P. 76. 2. 159.

ne pourrait être invoquée par les tiers comme fondement d'une action en dommages-intérêts. L'art. 63 du règlement de 1865 prescrivant, dans les Monts-de-Piété n'ayant pas un bureau unique l'envoi, par chaque bureau auxiliaire, au casier central, d'un bulletin indiquant toutes les opérations de la journée, n'a également que le caractère d'une mesure d'ordre et de police *intérieure*.

En résumé, la multiplicité des prêts autorisés par la loi ne peut constituer une faute légale à la charge de l'établissement, dès qu'il ne lui est imputé ni collusion frauduleuse, ni négligence dans l'exécution des règlements *organiques* (1).

Ajoutons, en terminant sur ce point, que si les marchandises engagées par un commerçant non encore officiellement déclaré en faillite, mais déjà en état de cessation de paiement, ne peuvent être reprises au Mont-de-Piété sans rembourser celui-ci, il n'en est pas de même des reconnaissances données ultérieurement en nantissement à des tiers. Sur ce point il a été décidé que lorsque des marchandises ont été engagées au Mont-de-Piété par un failli postérieurement à l'époque où l'ouverture de la faillite a été reportée, les syndics sont admis à revendiquer ces reconnaissances entre les mains de celui qui en a obtenu la cession de la part du failli avec connaissance de la cessation des paiements (2).

§ 3. — *Des reconnaissances*

Au moment où la somme que le Mont-de-Piété con-

1. V. Cependant dans le Sirey, les réserves formulées par M. Labbé, sur l'arrêt de Rouen, du 29 juillet 1875, précité.

2. *Aix*, 4 juin 1843.

sent à prêter est versée à l'emprunteur, celui-ci reçoit une *reconnaissance d'engagement* (1), sur papier libre, qui lui sert de titre contre l'établissement et porte toutes les mentions nécessaires pour établir, le cas échéant, ses droits. C'est un titre au porteur.

La reconnaissance n'est pas un bien meuble distinct de l'objet corporel dont elle constate le dépôt de l'engagement ; elle n'est que le récépissé de ce dépôt. Nous verrons plus loin que la jurisprudence a tiré de ces idées cette conséquence importante que donner en nantissement une reconnaissance du Mont-de-Piété, ce n'est pas donner en gage un meuble incorporel.

Les reconnaissances n'ont aucun des caractères de l'effet de commerce transmissible par endossement. C'est ce qui les différencie surtout des titres délivrés à celui qui fait un dépôt de marchandises dans les magasins généraux. Cette différence s'explique aisément : l'administration ne remet pas la reconnaissance en vue d'une opération commerciale que le déposant se propose d'opérer. Et il n'y a point, de plus, ici, nécessité de payer à échéance fixe une somme déterminée puisque, d'une part, au moyen du renouvellement, celui qui emprunte au Mont-de-Piété peut reculer, et même indéfiniment, au moyen de renouvellements réitérés, l'échéance de sa dette ; inversement il peut anticiper le terme de paiement, avancer à son gré l'échéance, et dégager sa chose.

La reconnaissance se différencie encore des effets de commerce en ce que l'on n'y voit pas figurer la mention

1. Art. 59 et 60 du règlement du 8 thermidor an XIII, et art. 62 du règlement du 30 juin 1865.

d'après laquelle le gage serait remis à l'ordre du déposant ; il y a plus : le nom de ce déposant ne figure même pas sur la reconnaissance, qui est ainsi, essentiellement, un titre *au porteur*. En sorte que, la reconnaissance étant un titre au porteur, la simple tradition en transfère la propriété et donne au porteur actuel le droit de retirer le gage, en indemnisant le Mont. En d'autres termes, tout possesseur d'une reconnaissance qui rembourserait à la caisse de l'établissement la somme prêtée, plus les intérêts et droits dus, pourra retirer le nantissement soit avant le terme, soit même après son expiration, dans les cas où la vente n'en aurait pas encore été faite. Mais la remise, à un titre quelconque, d'une reconnaissance à un tiers ne donne à ce dernier aucun droit *personnel* ; il n'est que le représentant du déposant (1).

Nous étudierons bientôt le trafic auquel les reconnaissances peuvent donner lieu. Si ce trafic est interdit lorsqu'il présente les caractères que nous déterminerons, les ventes de reconnaissances sont, au contraire, absolument licites, lorsqu'elles sont sérieuses, et l'acheteur, devenu titulaire de la reconnaissance, peut, avons-nous dit, dégager le nantissement ou avoir droit, le cas échéant, au boni, comme l'emprunteur primitif, vendeur.

En supposant une semblable vente de la reconnaissance, dans quelles limites le vendeur est-il tenu à la garantie ? Le 12 janvier 1888, le juge de paix du 3^e arrondissement de Paris a décidé (2) que l'acheteur d'une reconnaissance contenant une erreur dans la désignation

1. Trib. civ. Seine, 9 mars 1838.

2. *Revue des Etab. de Bienfaisance*, 1888, p. 75.

n'a pas de recours contre son vendeur. Ce jugement est intéressant en ce qu'il fait bien ressortir le véritable caractère de la reconnaissance et la nature des droits qu'elle confère à l'emprunteur vis-à-vis du Mont-de-Piété. Une pendule avait été engagée comme étant en bronze et la reconnaissance l'indiquait. L'acheteur de la reconnaissance, après dégagement, reconnut qu'elle était en zinc bronzé. Avait-il, de ce chef, un recours contre son vendeur ?

L'emprunteur, répond avec raison la décision que nous rapportons, remet en gage un objet dont il lui est délivré une reconnaissance, avec désignation sommaire du gage ; la somme prêtée est fixée arbitrairement par le Mont-de-Piété d'après la valeur qu'il attribue au gage, et c'est le Mont-de-Piété *seul* qui désigne à son gré l'objet remis en gage, l'emprunteur n'étant pour rien ni dans la fixation du chiffre du prêt, ni dans la désignation du gage porté sur la reconnaissance ; cette désignation, d'ailleurs, n'a aucune importance pour l'emprunteur ; elle n'a qu'un but : aider à constater, avec le numéro d'ordre, l'identité de l'objet engagé, objet que doit *identiquement* restituer l'établissement, et non un objet conforme à la désignation inexacte. D'où cette première conséquence que l'emprunteur n'ayant, du chef de cette désignation inexacte, aucune action contre le Mont-de-Piété, l'acheteur de la reconnaissance, simple ayant droit, ne saurait davantage en avoir une.

Cela posé, l'acheteur n'aura pas, non plus, recours contre son vendeur, car l'opération intervenue entre eux est essentiellement aléatoire ; le Mont-de-Piété, en effet, ne permet à personne de venir vérifier la valeur du gage

désigné par la reconnaissance, une fois le prêt effectué ; l'acheteur de la reconnaissance n'ayant pas, par suite, le moyen de contrôler l'exactitude de la désignation, acquiert, à ses risques et périls et que la désignation soit ou non exacte, les chances de plus-value entre la somme prêtée et la valeur réelle de l'objet engagé ; mais il est, inversement, exposé à supporter la moins-value, si l'objet a été estimé trop haut.

Signalons, en terminant sur ce point, une hypothèse spéciale : Les reconnaissances peuvent être perdues ou avoir été volées ; les emprunteurs feront alors opposition à la délivrance de leurs gages, délivrance qui, sans cela, pourrait avoir lieu au profit de celui qui aurait trouvé ou volé la reconnaissance. Les intéressés peuvent, de plus, obtenir des duplicata de reconnaissance, dans les conditions et sous les garanties déterminées par les règlements (1). D'ailleurs, l'emprunteur qui a perdu sa reconnaissance ne peut dégager le nantissement qui en était l'objet avant l'échéance du terme fixé par l'engagement et lorsque, à l'expiration de ce terme, ledit emprunteur est admis soit à retirer son nantissement, soit à retirer le boni résultant de la vente qui en a été faite, il est tenu d'en donner décharge spéciale avec cautionnement d'une personne domiciliée et reconnue solvable.

Le Mont-de-Piété prête pour un an (2). Mais, d'une part, l'emprunteur peut *dégager* avant ce terme les objets qu'il a remis en nantissement, et, d'autre part, il peut, à

1. Article 68 et 69, règlement 8 thermidor an XIII. Les duplicata ne sont délivrés qu'à l'expiration de l'année d'engagement.

2. Quelques Monts-de-Piété de province ne prêtent que pour six mois (Voir notre tableau synoptique : Chapitre III).

l'échéance, *renouveler* son engagement. Nous allons maintenant étudier ce dégagement et ce renouvellement.

Section II. — Du dégagement et de la restitution du gage.

§ 1^{er}. — *Du dégagement et de ses effets.*

Le gage est restitué à l'emprunteur qui acquitte sa dette en principal, intérêts et droits. Il doit l'être dans l'état où il se trouvait au moment du dépôt.

Cette restitution, sous la condition qui précède, a lieu : soit à l'expiration du terme fixé pour le prêt ; soit avant cette expiration ; soit même après l'expiration du terme fixé pourvu, bien entendu, que la vente de l'objet que l'on se propose de dégager n'ait pas, conformément à la faculté qu'a alors le Mont-de-Piété, été réellement effectuée.

Nous avons vu plus haut (p. 91), les divers éléments du compte que les emprunteurs ont à payer pour être libérés vis-à-vis du Mont-de-Piété et pouvoir, par suite, retirer leurs nantissements. Pour chaque emprunteur les comptes des droits à payer se calculent par demi-mois depuis l'engagement, avec ceci de particulier, d'une part, que toute quinzaine commencée est due en entier et que, d'autre part, le premier mois à partir de l'engagement est également dû en totalité, alors même que le dégagement suivrait de très près l'engagement.

Des dégagements peuvent être opérés gratuitement.

Supposons, par exemple, que des fonds soient mis, à titre charitable, à la disposition de l'administration du Mont-de-Piété pour faire restituer aussitôt une certaine catégorie d'objets, des objets de literie par exemple, aux emprunteurs qui les ont engagés. L'établissement prêteur, ainsi indemnisé, restituera immédiatement aux emprunteurs les gages qu'il détient désormais sans cause.

Notons qu'à Paris tout emprunteur peut arriver à se libérer, par suite à pouvoir dégager son nantissement, en versant des acomptes successifs dont chacun ne peut être inférieur à un franc. Des livrets sont ainsi, comme des livrets d'épargne, mis à la disposition des déposants (1).

Abstraction faite des cas absolument fortuits, de force majeure, qu'il était impossible de prévoir, l'administration du Mont-de-Piété répond, en principe, vis-à-vis des emprunteurs, débiteurs gagistes, de la perte, du vol ou de la détérioration des objets remis en nantissement.

Supposons, en premier lieu, qu'un objet remis en gage ne puisse être restitué à l'emprunteur. Lorsque des objets engagés sont, par erreur, remis à une personne autre que le déposant, la responsabilité du préposé, auteur du fait dommageable, est engagée vis-à-vis de l'administration, et, d'autre part, cette administration est responsable vis-à-vis du déposant. Ces deux points nous semblent certains. Mais dans quelles limites l'Administration est-elle responsable ? Sur ce point le tribunal de paix de Paris (4^e arrondissement), le 26 juin 1863, a été, en première instance, appelé à se prononcer.

1. Art. 73 et suiv., Règlement du 30 juin 1863.

Le point qui faisait difficulté était le suivant : aux termes de l'article 66 du décret du 8 thermidor an XIII, lorsqu'un effet donné en nantissement est *perdu* et ne peut être rendu à son propriétaire, la valeur doit lui être payée au prix d'estimation fixé lors du dépôt, avec augmentation d'un quart en sus à titre d'indemnité.

Supposons donc qu'il résulte des déclarations de l'administration du Mont-de-Piété que les objets réclamés ont été par erreur remis, à une époque qu'elle détermine, à une autre personne que le déposant ; cette disposition des objets déposés peut-elle être qualifiée de perte ?

Le 26 juin 1863, le juge de paix du 4^e arrondissement de Paris a décidé la négative. Il a estimé que le défaut de représentation des objets engagés constituait une *faute* engageant vis-à-vis du Mont-de-Piété la responsabilité de son préposé, auteur du fait dommageable, et celle de l'administration vis-à-vis du déposant, et cela par une application pure et simple des principes des articles 1382 et suivants du Code civil.

Mais, en appel, le tribunal civil de la Seine a, le 17 mars 1864, réformé cette décision. La nature, comme les effets du contrat qui intervient entre le Mont-de-Piété et les emprunteurs sont, en effet, a-t-il dit, réglés par le décret du 8 thermidor an XIII. Or l'article 66, précité, prévoit le cas où l'effet donné en nantissement est perdu et ne peut être rendu à son propriétaire. En sorte que l'erreur seule, dégagée de tous faits de négligence ou imprudence grave, ayant eu pour conséquence la remise du gage entre les mains d'une autre personne que le déposant et, par suite, l'impossibilité pour le Mont-de-

Piété d'en effectuer la remise, est réellement une *perte* dans le sens de l'article précité.

L'on aboutit, avec ce second système, à décider que presque toujours le prix d'estimation fixé lors du dépôt, avec augmentation d'un quart en sus, sera une suffisante et juste réparation du dommage dont la responsabilité incomberait au Mont-de-Piété.

D'ailleurs, ajoute-t-on, le but de la disposition de l'article 66 du décret de thermidor a été de mettre le Mont-de-Piété à l'abri des conséquences des pertes nombreuses devant nécessairement résulter des confusions possibles, à raison du grand nombre d'objets de même nature pouvant être engagés. Les emprunteurs doivent savoir d'avance ce à quoi ils s'exposent en contractant sous l'empire d'une législation spéciale (1).

La jurisprudence a même quelquefois étendu le sens de l'article 66 du décret du 8 thermidor an XIII, à tous les cas où l'administration ne peut rendre à son propriétaire l'objet donné en nantissement, sauf le cas de fraude, toujours excepté, et celui de négligence ou d'imprudence grave. C'est ainsi qu'il y aura « perte » au sens de l'article 66, lorsqu'un nantissement a été vendu par erreur (2).

Quel est le meilleur système ? La Cour de cassation, le 13 mars 1883 (3), s'est prononcée et, suivant nous, avec raison, en faveur de la première opinion ; elle a estimé que la responsabilité encourue par le Mont-de-Piété était ici celle du droit commun : « Par nantisse-

1. Trib. civ. Seine, 27 mars 1873.

2. Trib. paix Paris (4^e arrondissement), 18 octobre 1867, Duval, *op. cit.*, n. 1724.

3. S. 83. 1. 223, D. P. 84. 1. 112.

ment *égaré*; dit la cour, il faut entendre le nantissement qu'on pouvait espérer retrouver et qu'on n'a pas retrouvé, et non celui qu'il est inutile de chercher et dont la disparition provient du fait du Mont-de-Piété qui l'a, à tort, aliéné » (1).

En tous cas, si l'on admet avec le second système qu'en cas de « perte » d'un objet engagé, le Mont-de-Piété peut se libérer envers le déposant en lui payant, avec une majoration d'un quart, la valeur estimatoire du gage, il n'en sera ainsi que si l'objet perdu a été spécialement et individuellement estimé au moment du dépôt. Lorsqu'au contraire il s'agit d'objets qui ont été déposés et évalués « *en bloc* » à une certaine somme, si, lors du retrait, l'un de ces objets n'est pas retrouvé, le Mont-de-Piété ne peut prétendre s'exonérer de toute responsabilité en faisant, après coup et par voie d'élimination des objets représentés, estimer l'objet perdu et en offrant à son propriétaire le montant, majoré d'un quart, de son estimation. En pareil cas, sa responsabilité doit être déterminée d'après les règles du droit commun (2).

Supposons maintenant, en second lieu, que l'objet remis en nantissement puisse bien être restitué, après dégagement, mais qu'il soit détérioré, avarié, et cela, par la faute des agents de l'établissement. Dans ce cas, l'emprunteur a le choix : ou bien de l'abandonner à l'établissement, moyennant la restitution du prix d'estimation fixé par les appréciateurs ; ou bien de le reprendre dans l'état où il se trouve, mais en recevant une indemnité fixée par deux des appréciateurs (3).

1. *Addé* : Trib. civ. Seine, 11 novembre 1889, *Revue des Etablissements de Bienfaisance*, janvier 1880, page 15.

2. Cassation, 29 mars 1897, *Le Droit* du 14 mai 1897.

3. Art. 67, Règlement du 8 thermidor an XIII.

Du reste, au cas de détérioration, l'administration, étant présumée avoir reçu l'objet en bon état, doit prouver, si elle le peut, que cette détérioration ne lui est pas imputable. Il a été jugé, en ce sens, que si un châle, déposé en nantissement dans les magasins du Mont-de-Piété, y a été détérioré par des piqûres de vers, l'administration, pour dégager sa responsabilité, doit établir que la détérioration n'est pas imputable à une faute de ses agents, mais est le résultat d'un vice propre à l'objet engagé, résultat qu'elle n'aurait pu ni prévenir ni empêcher (1).

Une fois qu'elle a restitué l'objet engagé lui-même, et dans l'état dans lequel elle l'avait reçu, l'administration est dégagée de toute obligation. Et il en est ainsi quelles que soient la nature de l'objet réellement mis en gage et la déclaration, plus ou moins exacte, faite par le déposant au moment de l'engagement. Par exemple, celui qui aurait engagé une montre en cuivre en déclarant qu'elle est en or (2), ne peut évidemment réclamer que la restitution de la montre en cuivre, alors même que la reconnaissance serait conforme à son indication erronée.

§ 2. — *Des oppositions émanant des tiers.*

Ce n'est pas seulement au cas de « perte », ou de détérioration, que la restitution du gage peut présenter des impossibilités ou des difficultés. Nous avons vu que le titulaire d'une reconnaissance, au cas de perte ou vol de celle-ci, pouvait s'opposer à ce que l'objet engagé fût

1. *Trib. civ. Seine*, 21 octobre 1864.

2. *Trib. civ. Seine*, 9 mars 1838, Duval, n. 1753. *Adde* : *Trib. paix*, Paris (3^e arrond.), 12 janvier 1888, précité.

remis, après dégagement, à celui qui se présenterait porteur de cette reconnaissance.

D'autres oppositions à la délivrance des nantissements peuvent encore être formées. Elles émaneront, par exemple, des créanciers particuliers des emprunteurs. Dans cette saisie-arrêt spéciale, le Mont-de-Piété joue le rôle de tiers-saisi.

Quant à la forme, les règles de procédure observées pour les saisies-arrêts s'appliquent ici (art. 557 et suiv. du Code de procédure). Lorsqu'une opposition, suffisamment motivée et signifiée par exploit d'huissier, frappe un objet désigné engagé par une personne désignée, l'administration est tenue de la recevoir, alors même qu'un tiers aurait, antérieurement, renouvelé l'engagement. L'opposition doit bien préciser les numéros et la nature des nantissements ainsi arrêtés. Elle doit être basée sur un titre ou, à défaut de titre, sur une ordonnance du juge (1).

Inversement, l'administration peut refuser d'accueillir les oppositions qui seraient faites en termes vagues, ne contenant point les renseignements suffisants pour prouver, d'une part, que les objets dont s'agit sont bien en dépôt au Mont-de-Piété, et pour permettre, d'autre part, de reconnaître et retrouver les objets.

Conformément à la règle formulée dans l'art. 569 du Code de procédure, le Mont-de-Piété n'est pas assigné en déclaration affirmative, comme le serait un tiers-saisi simple particulier. Lorsque la contre-dénonciation de l'opposition aura eu lieu, et après que le jugement validant la saisie-arrêt aura été prononcé entre le saisis-

1. V. Décret du 18 août 1807, relatif aux saisies-arrêts.

sant et le saisi, l'administration délivrera un simple certificat constatant ce qui est dû à la partie saisie.

Quant aux effets de cette opposition, tant qu'elle existe le Mont-de-Piété est fondé à refuser au porteur de la reconnaissance la remise de l'objet (ou du boni en cas de vente), aussi longtemps qu'il n'y a pas eu décharge ou mainlevée de l'opposition (1) ou qu'un jugement n'est pas intervenu sur ladite opposition, statuant sur sa validité ou sur sa nullité, et fixant, par suite, les droits respectifs des parties.

Mais, il importe de le remarquer, pour que la responsabilité du Mont-de-Piété soit engagée vis-à-vis de l'auteur de l'opposition, il ne suffit pas que remise de l'objet engagé ait été faite à un tiers ; il faut encore qu'il soit établi que l'opposition avait une base sérieuse et que la remise faite à un tiers a causé à l'opposant un préjudice certain et sérieux.

Mentionnons enfin le cas où, par autorité de justice, les objets déposés viendraient à être saisis, comme pièces à conviction, dans les magasins du Mont-de-Piété (2). La restitution, au cas où il y aurait lieu de l'opérer, pourrait se trouver ainsi reculée, momentanément empêchée.

Section III. — Des renouvellements

Il y a renouvellement lorsque, à l'échéance du délai

1. La mainlevée ayant lieu par exploit d'huissier, comme l'opposition elle-même.

2. V. sur ce point la circulaire ministérielle du 30 mai 1861, Duval, *op. cit.*, p. 600.

du prêt primitivement consenti, l'emprunteur acquitte les droits et intérêts qui, échus, sont afférents à ce prêt primitif, et demande que celui-ci coure à nouveau pour une période de durée égale à l'ancienne.

Les droits et intérêts échus, à acquitter par celui qui renouvelle, se calculent comme s'il y avait dégagement.

Juridiquement, l'opération du renouvellement s'analyse ainsi : 1° Il y a d'abord dégagement, c'est-à-dire paiement des intérêts et droits échus, et aussi du capital prêté ; 2° Puis, aussitôt, un nouveau prêt de pareille somme est consenti par l'administration, aux conditions anciennes, en sorte que le capital prêté n'est pas réellement versé par celui qui renouvelle, puisque l'établissement devrait le lui verser à nouveau immédiatement. Il y a simplement lieu à une passation d'écritures pour constater l'opération, et au paiement des intérêts et droits relatifs au capital prêté.

En principe, l'emprunteur peut indéfiniment renouveler ses nantissements (1) — toujours sous l'obligation, à chaque renouvellement, d'acquitter les intérêts et droits échus — exception faite pour le cas où l'objet engagé viendrait à s'avarier ou à se détériorer par suite de sa constitution propre, et sans la faute de l'administration. Dans ce cas l'établissement pourrait soit refuser le renouvellement, soit ne plus prêter qu'une somme de moindre importance.

1. Le Mont-de-Piété de Paris a dans ses magasins un nantissement déposé en 1850, dont le renouvellement a toujours été régulièrement opéré. Il y a des draps de lit qui sont au Mont-de-Piété depuis 33 ans ; un paletot depuis 32 ans ! (Rapport de M. Lucipia, 1897, p. 68).

Le renouvellement, en effet, n'a pas toujours lieu sans appréciation nouvelle. La nature des objets remis en gage, ou la grande valeur de ceux-ci, peuvent nécessiter une nouvelle évaluation, tant à cause de détériorations possibles (exemple : des étoffes de laine), qu'à cause de variations dans la valeur de ces objets (exemple : des bijoux).

En sorte que si, en principe, les appréciateurs ne procèdent pas à une nouvelle estimation des objets engagés par renouvellement, par exception les nantissements portant sur des objets qui ont occasionné un prêt d'au moins mille francs doivent, avant le renouvellement, être soumis à une appréciation nouvelle. Il en est de même des châles de cachemire et des objets en laine ayant donné lieu à un prêt d'au moins cinquante francs (1).

A chaque renouvellement une nouvelle reconnaissance est délivrée à l'emprunteur en échange de l'ancienne.

Comme, d'ailleurs, si le nantissement est perdu ou complètement avarié, le renouvellement n'est pas possible, et qu'il y a plutôt lieu de compter au déposant une somme d'argent à titre d'indemnité, tout emprunteur, au moment où il renouvelle, peut exiger que l'objet par lui remis en gage lui soit représenté (2).

Notons que les oppositions n'empêchent pas le renouvellement des articles qu'elles frappent ; elles suivent ces articles sous les nouveaux numéros qui leur sont

1. Délibération du Conseil d'administration du Mont-de-Piété de Paris, du 9 octobre 1883 (Duval, *op. cit.*, p. 51).

2. Art. 81, règlement du 30 juin 1865.

donnés. Ces oppositions sont valables pendant trente ans. Passé ce délai, elles doivent être réitérées.

Enfin, le créancier qui a reçu en garantie de sa créance des reconnaissances du Mont-de-Piété n'est pas responsable du défaut de renouvellement de ce nantissement ; mais, en cas de vente, par le Mont-de-Piété, des objets déposés, ce créancier est responsable du boni produit par cette vente, s'il l'a laissé périmer (1).

Section IV. — Vente des objets engagés. — Du boni.

Lorsque, à l'expiration du délai stipulé dans l'engagement, les objets remis en nantissement n'ont pas été dégagés, ou lorsque l'engagement n'a pas été renouvelé, ces objets sont vendus, sans observer les formalités de l'art. 2078, à la requête et pour le compte de l'établissement prêteur. La vente a lieu aux enchères publiques, après affiches apposées au moins dix jours avant la vente, et suivant un rôle de nantissements rendu exécutoire par une simple ordonnance du président du tribunal civil.

Au moment où les articles ayant donné lieu à des prêts de 16 francs au moins sont sur le point d'être vendus, il est donné avis aux emprunteurs, par lettre non affranchie, que la vente est imminente. Lorsque les nantissements ont donné lieu à des prêts inférieurs à 16 francs, les intéressés ne sont pas avertis, car les indications de domicile données lors de l'engagement ne

1. *Trib. civ. Seine*, 30 janvier 1879.

sont pas, pour de semblables prêts, contrôlées ; les débiteurs ne seront prévenus alors que par l'annonce publique qui est faite, par voie d'affiches, au moins dix jours avant la vente, ainsi qu'il vient d'être dit.

Il peut être accordé aux emprunteurs, par l'administration du Mont-de-Piété, des sursis à la vente des nantissements non dégagés ou non renouvelés à l'échéance (1). Mais ce sursis est accordé à titre gracieux. Il faut que la demande en soit faite, et l'administration apprécie.

D'ailleurs, tant que la vente n'a pas été réellement effectuée, les emprunteurs peuvent toujours, même après l'expiration des délais du prêt, dégager ou renouveler.

D'autre part, trois mois au plus tôt après la date de l'engagement, l'emprunteur a le droit de requérir lui-même la vente des objets qu'il a remis en gage. Mais si ces objets sont des marchandises neuves, la vente ne peut être opérée qu'après l'expiration de l'année pour laquelle le prêt est consenti (2). Cette dernière règle s'explique par ce fait que, dans l'intérêt du petit commerce, le législateur cherche à éviter, autant que possible, la vente *au détail* et *aux enchères*, des marchandises neuves.

Les commissaires-priseurs attachés à l'établissement en qualité d'appréciateurs, ont également le monopole de la vente des nantissements ; ils ont la police de la salle des ventes, et les crieurs qui les assistent sont choi-

1. Si les engagements ne sont pas renouvelés dans l'année qui s'écoule à partir du prêt réalisé, les emprunteurs bénéficient, en général, d'un délai de grâce de trois mois, pendant lequel le nantissement n'est pas vendu.

2. Art. 7, Loi du 24 juin 1851.

sis et payés par eux. Tout adjudicataire doit immédiatement (1) payer au commissaire-priseur, en sus de son prix d'acquisition, un droit de tant pour cent sur ce prix, pour vacations et frais de vente. Ce tant pour cent est fixé par arrêté préfectoral (2).

Les commissaires-priseurs sont responsables, envers le Mont-de-Piété, de toutes les sommes qui, constatées aux procès-verbaux de vente, représentent le produit de celle-ci (3).

Quant à la vente elle-même des objets engagés, il nous suffira de rappeler les principes généraux admis en matière de vente aux enchères. Tant que la mise à prix d'une chose mobilière exposée en vente n'est pas couverte, le vendeur ou le commissaire-priseur, son mandataire, peut retirer l'objet mis en vente ; il n'y a dans ce cas qu'une proposition non encore acceptée. Au contraire, dès qu'une première enchère est venue couvrir la mise à prix, la vente est formée entre le vendeur et le premier enchérisseur, mais sous la condition que la première enchère ne sera pas couverte.

Supposons maintenant qu'un second enchérisseur se manifeste. Le premier accord sera alors résolu au profit de ce second enchérisseur, et ainsi de suite au fur et à mesure des enchères successives. Mais il reste acquis que le vendeur s'est, par suite de la première enchère, irrévocablement dessaisi de la faculté de revenir à son

1. Sinon il y aurait aussitôt, en principe, revente sur folle-enchère, à moins qu'un délai soit accordé, après acompte versé, aux acquéreurs solvables.

2. Art. 82, règlement général du 8 thermidor an XIII. — Ce droit est, en général, de 3 1/2 0/0.

3. Art. 90, règlement du 30 juin 1865.

gré sur sa proposition de vendre et qu'il n'a plus d'autre moyen, pour recouvrer sa propriété perdue, que celui de se mettre lui-même au nombre des enchérisseurs, et de se faire déclarer adjudicataire en mettant l'enchère la plus forte.

Notons, en terminant ce qui concerne les formes de la vente, que la délivrance des objets vendus est, en principe, faite aussitôt aux acquéreurs, et qu'un contrôleur, préposé du directeur du Mont-de-Piété, a dû assister à toutes les adjudications, dans le but de sauvegarder les droits et les intérêts des emprunteurs, dont le nantissement est vendu.

Une fois le prix de vente des nantissements versé par l'adjudicataire, le Mont-de-Piété exerce son privilège de créancier gagiste, c'est-à-dire qu'il se rembourse d'abord de ce qui lui est dû en capital, intérêts et droits. Deux hypothèses, ici, peuvent se présenter.

1^{re} Hypothèse. — Le prix d'adjudication est insuffisant pour rembourser à l'établissement ce qui lui est dû.

— Les règlements décident alors, d'une part, que l'établissement n'élèvera aucune réclamation contre l'emprunteur, mais que, d'autre part, les commissaires-pri-seurs-appréciateurs devront désintéresser le Mont-de-Piété, c'est-à-dire verser la différence dans les caisses de l'établissement.

A un certain point de vue, cette disposition est équitable, puisque c'est sur l'affirmation des appréciateurs que l'établissement a prêté une fraction de la valeur que, d'après ces appréciateurs, l'objet offert en gage était censé avoir. Mais, à un autre point de vue, cette responsabi-

lité des appréciateurs conduit à des résultats souvent mauvais : devant cette éventualité de rembourser à l'établissement la différence entre la valeur d'estimation et la valeur atteinte lors de l'adjudication, les appréciateurs ont évidemment tendance, nous l'avons déjà fait observer, à estimer bien au-dessous de sa valeur vraie l'objet offert en nantissement. Ce qui, d'une part, prive les emprunteurs d'une partie de la somme sur laquelle ils pouvaient légitimement compter, et ce qui, d'autre part, laisse aux reconnaissances délivrées par le Mont-de-Piété une valeur certaine, favorisant ainsi l'industrie trop prospère de ceux qui font métier de trafiquer sur ces reconnaissances.

Nous reviendrons bientôt sur ce vice fondamental du fonctionnement actuel des Monts-de-Piété français.

Quoi qu'il en soit, la compagnie des commissaires-priseurs de la ville, compagnie dont ferait partie l'appréciateur, pourrait aussi être déclarée responsable, envers le Mont-de-Piété, des conséquences d'évaluations exagérées, par application de l'art. 5 de l'ordonnance du 26 juin 1816 (1).

Bien que cette interprétation de l'ordonnance du 26 juin 1816 ne soit pas unanimement admise, nous pensons qu'elle est exacte et que la responsabilité encourue par suite de l'existence des différences dont nous parlons peut et doit s'étendre non seulement au groupe des commissaires-priseurs attachés à l'établissement en qualité d'appréciateurs, mais encore à la compagnie en-

1. Cassation, 5 novembre 1884. V. règlement général annexé au décret du 8 thermidor an XIII, art. 34 et 35, et M. Duval, *op. cit.*, p. 53.

tière des commissaires-priseurs institués dans la ville où se trouve le Mont-de-Piété. La cour de Colmar l'a décidé ainsi le 14 août 1833 et, le 3 novembre 1834, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi des commissaires-priseurs. Et cet arrêt décide même que la compagnie des commissaires-priseurs, considérée *in globo*, ne pourrait pas écarter sa responsabilité en opposant à l'administration du Mont-de-Piété qu'elle aurait laissé élever les débets de l'appréciateur bien au-dessus de son cautionnement.

Remarquons-le, la garantie à laquelle est tenu l'appréciateur n'est pas interrompue ou détruite par le fait du renouvellement ; mais, inversement, l'administration du Mont-de-Piété a, dans certains cas, la faculté d'exonérer, de leur responsabilité, en tout ou partie, dans des cas spéciaux, les commissaires-priseurs.

Deuxième hypothèse. — *Le prix de vente du nantissement est supérieur au montant de la créance du Mont-de-Piété*, créance comprenant le capital prêté, les intérêts et les frais. Cet excédent prend le nom de *Boni*. Il est évident que le boni est la propriété de l'emprunteur, qui devient, *ipso facto*, créancier de sa restitution (1).

Dans ces conditions, les sommes représentant le boni restent à la disposition des emprunteurs, qui se les font payer en présentant la reconnaissance, titre établissant leur droit, et cela pendant trois années, *à partir du jour de l'engagement ou du dernier renouvellement*. Ce délai expiré sans réclamation, le boni est perdu pour l'emprunteur, par suite de cette déchéance ou prescription

1. Art. 92, règlement du 30 juin 1865.

triennale, et il est versé par les soins du Mont-de-Piété aux établissements hospitaliers, à Paris dans les caisses de l'Assistance publique.

Le règlement général annexé au décret du 8 thermidor an XIII dispose qu'il suffit d'être porteur d'une reconnaissance pour avoir le droit d'exiger le paiement du boni. L'administration, sauf le cas d'opposition émanant des créanciers du porteur de la reconnaissance, n'a pas à rechercher comment une reconnaissance est arrivée aux mains de son détenteur actuel, ni en vertu de quel titre il possède celle-ci.

Section V. — Du trafic des reconnaissances.

Nous avons dit que la « reconnaissance » était le récépissé que le Mont-de-Piété remet à l'emprunteur, lorsque celui-ci y dépose un nantissement. Cette reconnaissance fait preuve de l'existence du dépôt, et, comme elle est au porteur, tout détenteur de cette reconnaissance peut : soit dégager l'objet engagé, en acquittant le montant total de la dette en principal, intérêts et droits ; soit laisser, à l'échéance, l'établissement procéder à la vente publique de l'objet engagé, et se présenter, muni de la reconnaissance, pour toucher le « boni », c'est-à-dire l'excédent entre le prix de vente et ce qui est dû au Mont-de-Piété.

Les apprécieurs, par cela même qu'ils sont responsables envers l'administration au cas où l'objet engagé, puis vendu, n'atteindrait pas un prix au moins égal au

montant de leur évaluation, ont, on le sait, tout naturellement tendance à expertiser à trop bas prix l'objet qui est offert en nantissement. D'où il suit que *la reconnaissance a une valeur propre*, et l'on conçoit, dès lors, qu'elle puisse faire l'objet d'un trafic, auquel se livrent des individus souvent peu scrupuleux, toujours prêts à exploiter les besoins d'argent qu'auraient les emprunteurs, titulaires des reconnaissances.

Les contrats qui se passent alors entre le particulier emprunteur du Mont-de-Piété, et les personnes dont nous parlons se présentent tantôt sous la forme d'une vente, tantôt sous celle d'un prêt.

En droit français, l'achat d'une reconnaissance n'a, en principe, rien d'illicite, et même celui qui fait métier d'acheter les reconnaissances ne semble pas devoir être puni, faute de textes, pourvu que ces ventes, pures et simples, ne déguisent pas d'autres opérations dont nous parlerons par la suite.

On voit immédiatement quel est le vice de ce système : après avoir acheté à vil prix et payé la reconnaissance, l'acheteur ou bien dégagera aussitôt l'objet qu'il revendra avec un bénéfice exagéré ; ou bien attendra l'échéance et touchera le boni, souvent de beaucoup supérieur à ce qu'il a déboursé.

On s'explique ainsi que l'article 9 de la loi belge de 1848 sur les Monts-de-Piété punisse de 8 jours à trois mois de prison et de 25 francs à 1000 francs d'amende : « les individus qui auront *acheté habituellement* des reconnaissances du Mont-de-Piété ».

Il y a peut-être lieu de regretter que nos lois pénales ne contiennent pas de dispositions analogues contre des

opérations qui, aujourd'hui inattaquables, n'en sont pas moins, en réalité, très souvent usuraires.

Reste le *prêt sur reconnaissances*.

Nous avons dit, dans nos généralités sur le prêt sur gages, que, d'après nous, l'article 411 du Code pénal ne réprimait pas la tenue de maisons dont les opérations consisteraient dans des prêts sur nantissements incorporels.

Aussi devant les tribunaux certains usuriers, plutôt que de soutenir, ce qui trouvait les magistrats incrédules, que les ventes à réméré qu'ils consentaient ne masquaient pas de véritables prêts, ont fait plaider que, les prêts qu'ils consentaient sur des reconnaissances portant sur des biens incorporels, ne devaient pas tomber sous le coup des dispositions répressives de l'article 411 : « Attendu, a répondu la Cour de cassation, le 19 mai 1876 (1), qu'une reconnaissance du Mont-de-Piété ne constitue pas un bien meuble distinct de l'objet corporel dont elle constate le dépôt et l'engagement ; qu'elle n'est que le récépissé de ce dépôt ; que la reconnaissance est au porteur ; que l'effet engagé doit être rendu à celui qui représente la reconnaissance, investi, par le seul fait de la détention de ce titre, de tous les droits du déposant sur l'effet déposé vis-à-vis du Mont-de-Piété ; qu'ainsi donner en nantissement une reconnaissance du Mont-de-Piété, c'est donner en gage le meuble corporel qui y est désigné ».

En résumé, le brocanteur qui fait métier de prêter habituellement sur reconnaissances tombe évidemment sous le coup de l'article 411 du Code pénal, puisqu'il a ouvert, sans autorisation, une maison de prêts sur gage.

1. S. 76. 1. 333, D. P. 76. 1. 406.

Il faut donc, pour ces individus, déguiser sous de fausses apparences les prêts sur gage qu'ils se proposent de consentir sur les reconnaissances moyennant, on le conçoit, des intérêts usuraires (ce délit d'usure, s'il est commis, étant lui-même réprimé par la loi de 1850).

Le procédé le plus souvent employé consiste, nous l'avons dit dans notre première partie (*suprà*, p. 52) à déguiser le prêt sur reconnaissances sous la forme d'une vente à réméré. Les individus qui font le commerce des reconnaissances avancent de petites sommes sur la remise, à eux faite, de ces reconnaissances. Puis, à l'expiration d'un certain délai, ils rétrocèdent les titres, moyennant le paiement d'une somme par eux fixée. Sans doute, d'après la forme du contrat ainsi intervenu, l'opération semble se résoudre en une première vente faite par le client au prêteur, suivie d'une revente faite par celui-ci à son client, l'emprunteur. Mais la multiplicité des opérations de cette nature, opérées par le même individu qui offre souvent, en tant qu'acheteur de ces reconnaissances, ses services à tout venant, démontre très aisément, dans beaucoup de cas, que les ventes intervenues ne sont telles qu'en apparence, et qu'elles n'ont, en réalité, d'autre but que celui de déguiser un prêt, généralement usuraire, et consenti un gage mobilier qui est, dans l'espèce, non pas la reconnaissance délivrée par le Mont-de-Piété, mais bien l'objet engagé lui-même, ainsi que le déclare la Cour suprême, dans l'arrêt rapporté plus haut.

La jurisprudence est, avec raison, constante sur ce point : elle décide que l'achat de reconnaissances du Mont-de-Piété, avec faculté de rachat dans un certain

délai, constitue un prêt sur gages déguisé et non un contrat translatif de propriété, lorsqu'il a été convenu qu'à l'expiration du délai fixé pour le réméré, le vendeur pourrait renouveler ou prolonger ce délai, et lorsque ce renouvellement entraine dans les prévisions des parties contractantes.

En conséquence, celui qui dirige une maison où se font *habituellement* des opérations de cette nature commet le délit de tenue de maisons de prêt sur gages sans autorisation, prévu par l'art. 411 (1) ; et, d'autre part, si la somme perçue pour renouvellement est supérieure au taux légal, il commet, en outre, le délit d'habitude d'usure prévu par l'art. 2 de la loi du 19 décembre 1830 (2).

Il y a plus : il a été décidé que l'acte par lequel une personne, achetant des reconnaissances, les revend immédiatement à son vendeur avec stipulation que, faute par celui-ci d'en prendre livraison et d'en payer le prix dans un certain délai, elle sera libre d'en disposer, constitue un prêt sur gages et non une vente (3). Et la jurisprudence en tire cette conséquence que le prétendu acheteur de ces reconnaissances peut être, même après l'expiration du terme convenu, condamné à les restituer contre remboursement des avances à lui faites, ou, à défaut de restitution, à payer des dommages-intérêts (4).

1. Trib. cor. Seine, 6 août 1874.

2. Trib. cor. Toulouse, 3 février 1892, *Gaz. Pal.*, 92. 1. 339, et Toulouse, 10 mai 1893.

3. Paris, 18 avril 1889, *Gaz. Pal.*, 89. 2. 471.

4. En pratique celui qui a emprunté sur ses reconnaissances fait quelquefois opposition à la délivrance de l'objet engagé, en prétextant d'une perte ou d'un vol. Il provoque ainsi un débat contradictoire entre lui et son usurier prêteur, débat que celui-ci préfère

Ceux qui font métier de prêter sur gages, à l'ombre des Monts-de-Piété, n'emploient pas seulement le procédé d'une vente à réméré portant sur les reconnaissances. Certains s'offrent comme intermédiaires entre les emprunteurs et le Mont-de-Piété. C'est ainsi que le 19 octobre 1895 (1), la Cour de Montpellier a décidé que tombe sous le coup des dispositions de l'art. 411 Code pénal, celui qui prête à des tiers des sommes d'argent sur des objets qu'il dépose ensuite au Mont-de-Piété, alors qu'il est constant, d'une part, que les dépôts sont effectués en son nom et non point au nom des emprunteurs ; d'autre part, que ses avances d'argent sont tantôt inférieures, tantôt supérieures à celles du Mont-de-Piété. Il ne saurait, dans ces conditions, soutenir qu'il n'était qu'un simple intermédiaire : « Attendu, dit la Cour, que X... délivre à ses clients un reçu sur lequel il est spécifié que la reconnaissance du Mont-de-Piété leur sera, dans la quinzaine, remise, s'ils le demandent, contre le paiement des frais.

Attendu que cette mention purement de forme n'est qu'un trompe-l'œil ; qu'il est invraisemblable que des clients soient en mesure de rembourser quoi que ce soit de l'argent qu'il leur a prêté, alors que, le plus souvent, cet argent est employé à l'avance ; — Qu'en fait, si le gage ne reste pas au mains du prévenu, il y est remplacé par la reconnaissance du Mont-de-Piété ; — Qu'il est manifeste que X... est le véritable créancier, et que le Mont-de-Piété ne figure dans l'opération qu'en qualité de tiers-détenteur convenu entre les parties..... »

souvent éviter, en sorte que l'emprunteur recouvre ainsi ses reconnaissances dans des conditions moins défavorables.

1. *Gaz. Pal.*, 95. 2. 766.

Il est quelquefois arrivé que les brocanteurs qui font le métier, d'ailleurs illicite, d'« acheter » des reconnaissances, n'ont pas retiré de leur spéculation le bénéfice sur lequel ils comptaient. Les appréciateurs se trompent parfois, en effet, sur la valeur ou même la nature des objets engagés. Une montre en cuivre est engagée comme montre en or, et une reconnaissance est délivrée, avec cette mention inexacte, à l'emprunteur. Celui-ci vend sa reconnaissance. Il est tout d'abord certain que, une fois l'erreur reconnue, l'acheteur de la reconnaissance ne pourra réclamer au Mont-de-Piété la somme versée par lui pour le dégagement (1). Il y a plus : dans une hypothèse semblable, le juge de paix du 3^e arrondissement de Paris a, le 17 janvier 1888, décidé que le tiers acquéreur de la reconnaissance contenant une erreur dans la désignation de l'objet engagé *n'aurait pas de recours contre son vendeur*, pourvu que ce dernier fût de bonne foi. Nous nous contentons de rappeler cette décision, analysée plus haut (p. 103).

Section VI. — Appendice : Des avances sur titres.

Au début, le Mont-de-Piété ne prêtait que sur des objets mobiliers corporels. D'ailleurs, à ce moment, le développement des valeurs mobilières était loin d'avoir atteint l'importance qu'il a de nos jours. Du reste, le prêt sur gages incorporels semblait à beaucoup contraire au but que se proposait l'institution des Monts-de-Piété.

1. Trib. civ. Seine, 9 mars 1838.

C'est ainsi que, à une époque relativement récente, lorsqu'on discuta l'article 1^{er} de la loi du 24 juin 1851, loi fondamentale en notre matière, un député ayant proposé d'autoriser les établissements à prêter sur des livrets de caisse d'épargne, brevets de pension, inscriptions de rentes, cet amendement fut repoussé. Et le rapporteur expliquait le refus de la commission en disant : « Il ne faut pas étendre outre mesure l'action des Monts-de-Piété ; l'expérience prouve que ce ne serait pas un grand service à rendre aux détenteurs de pareils effets de leur prêter de l'argent à 7 0/0, quand ils en trouveraient partout ailleurs à des conditions beaucoup plus favorables ».

Ces idées n'ont pas prévalu et il y a quelques années, en 1891 (1), une loi est venue autoriser le Mont-de-Piété de Paris à consentir aux particuliers des avances sur titres.

Analysons cette loi du 25 juillet 1891 (*Journ. off.* du 26 juillet 1891). Aux termes de l'article 1^{er}, le Mont-de-Piété de Paris est autorisé à prêter sur nantissement de valeurs mobilières *libérées, au porteur*, sans que le montant du prêt puisse excéder 500 francs par opération et par emprunteur.

C'est d'après la cote officielle de la Bourse, et en prenant pour base le cours dernier du comptant de la veille, que sont calculées les avances. Le montant de celles-ci est fixé dans les proportions suivantes : 80 0/0 sur les rentes françaises, bons et obligations du Trésor ; 75 0/0 sur toutes les valeurs portant intérêt au moins chaque

1. Voir *Journal officiel*, 1891, p. 1624. — *Addé* : Chambre des députés nos 554-806-1554 et Sénat, nos 71-109, session 1891.

année et désignées dans un état annuel soumis par le directeur du Mont-de-Piété à l'approbation préfectorale, après avis du conseil de surveillance. En ce qui concerne le taux des actions de jouissance, actions qui, par leur nature même, sont plus que les autres sujettes aux variations graves, le taux des avances n'est que de 60 0/0 (art. 2).

Le préfet de la Seine, après avis du conseil de surveillance, règle le taux des emprunts.

La durée du prêt est fixée par le directeur sous l'approbation du préfet de la Seine (Elle est de six mois).

Les cours des titres engagés peuvent, à un moment donné, baisser subitement en Bourse, et cette baisse imprévue peut faire craindre à l'administration d'avoir prêté à découvert. D'où la disposition de l'article 4 de la loi : « L'emprunteur pourra être mis en demeure, pendant la durée du contrat, d'avoir à rapporter une partie de l'avance, si les cours des valeurs ont subi à la Bourse une baisse d'au moins 15 0/0, et ce, huit jours (1) après une simple mise en demeure par lettre recommandée extraite d'un registre à souche. La somme à rapporter sera fixée de manière à rétablir entre le montant du prêt et la valeur réduite du nantissement la proportion déterminée par les dispositions de l'article 2. Faute par

1. Le projet primitif portait 3 jours. M. Lechevallier a fait, par un amendement, porter (séance du 17 mars 1891) ce délai à 8 jours, pour les motifs suivants : « Il s'agit d'emprunteurs, qui sont tous intéressants, ouvriers pour la plupart, qui reçoivent leur salaire à la fin de chaque semaine, quelquefois même à la fin de la quinzaine. Dès lors, si l'administration du Mont-de Piété exigeait le remboursement au bout de trois jours, vous mettriez bien souvent l'emprunteur dans un très grand embarras. Dans ma pensée, la Chambre irait à l'encontre du but qu'elle se propose. »

lui de rapporter la somme exigée, le Mont-de-Piété se réserve de faire vendre à la Bourse, par le ministère d'un agent de change, tout ou partie des valeurs déposées. »

A défaut de remboursement à l'échéance convenue (1), l'administration peut faire vendre, dans la forme qui vient d'être dite, les valeurs remises en nantissement. Il n'est besoin, pour cette vente, d'aucune formalité ; aucune mise en demeure n'est nécessaire. Sur le produit de la vente le Mont-de-Piété se rembourse de ce qui lui est dû en capital, intérêts et frais. Comme en ce qui concerne les ventes de nantissements mobiliers corporels, deux hypothèses sont possibles :

1° Si le produit de la vente n'est pas suffisant pour désintéresser complètement l'établissement prêteur, celui-ci pourra répéter la différence contre l'emprunteur, contrairement à ce qui existe dans les ventes de meubles corporels engagés, puisque, dans celles-ci, l'emprunteur n'est pas inquiété, les commissaires-pri-seurs seuls étant responsables de leur appréciation ; comme ici il n'y a pas d'appréciation, partant pas d'appréciateurs responsables, cette différence de solution s'explique aisément.

2° La vente peut produire un excédent, une fois intégralement remboursé ce qui est dû à l'établissement. Ce boni reste à la disposition de l'emprunteur *pendant dix ans à partir de la vente* (et non trois ans à partir de l'engagement comme pour les meubles corporels offerts en nantissement). Ce délai de dix ans une fois expiré, le boni est définitivement acquis *au Mont-de-Piété* (art. 7).

1. Les reconnaissances sont à renouveler au bout de six mois.

Les titres sur lesquels des avances sont consenties par le Mont-de-Piété produisent des intérêts que le titulaire peut toucher en détachant le coupon. D'autre part, l'établissement qui a émis les titres peut les rembourser par amortissement, avec ou sans prime. Le législateur de 1891 s'est préoccupé de ces deux points spéciaux.

Et tout d'abord les coupons d'arrérages des valeurs engagées peuvent être, aux échéances, remis par l'établissement aux emprunteurs qui le demandent, porteurs du titre d'engagement, de la reconnaissance.

En second lieu, le Mont-de-Piété n'a point à s'assurer si les titres, avec ou sans primes, sont sortis aux tirages ; ce soin incombe aux propriétaires des titres engagés.

L'établissement prêteur n'est pas davantage tenu d'encaisser d'office les valeurs sorties aux tirages ; il n'a pas non plus à encaisser celles de ces valeurs dont l'échéance est déterminée, à l'avance, par une indication portée au titre (art. 8).

Il est essentiel de remarquer ici que le service des avances sur titres est absolument distinct du service des prêts sur nantissements corporels. Le législateur l'a formellement décidé dans l'art. 9 de la loi nouvelle. Le service est assuré au moyen de capitaux autres que ceux destinés à prêter sur engagements d'objets mobiliers. De même, une comptabilité spéciale est organisée.

Et les deux services sont tellement distincts que, pour y faire face, le Mont-de-Piété n'emprunte pas de la même façon. Tandis que pour alimenter les caisses qui doivent prêter sur gages mobiliers corporels, l'établissement émet des bons rapportant un intérêt variable suivant que l'échéance du bon est à trois mois, six mois,

neuf mois ou un an, il n'emprunte au contraire, pour le service des avances sur titres, que sur bons à un an, au porteur ou à ordre, portant un intérêt de 2,75 0/0 l'an.

Mais nous devons déclarer applicables aux opérations d'avances sur titres toutes les prescriptions contenues dans les règlements régissant les Monts-de-Piété, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux règles générales qui viennent d'être formulées. C'est ainsi que, au moment de l'engagement, les mêmes précautions doivent être prises pour s'assurer de l'identité des parties. Par exemple, le Mont-de-Piété engage sa responsabilité vis-à-vis du propriétaire des titres, en recevant des titres volés sur la présentation d'enveloppes de lettres, d'un certificat de résidence comme étranger et d'un certificat de bonnes vie et mœurs, puisqu'aux termes de l'art. 47 du décret du 8 thermidor an XIII il faut que le déposant soit connu et domicilié ou assisté d'un répondant connu et domicilié (1).

Enfin, l'art. 11 de la loi de 1891 autorise le gouvernement à étendre, par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, les dispositions de cette loi à d'autres Monts-de-Piété que celui de Paris. C'est ainsi qu'un décret en date du 26 février 1892 a étendu au Mont-de-Piété de Toulouse la possibilité de consentir des avances sur titres, conformément à la loi de 1891. Il en est de même pour Lyon. Il n'y a pas aujourd'hui d'autres Monts-de-Piété, que ceux de Paris, Lyon et Toulouse, prêtant sur valeurs mobilières.

Le service des avances sur titres commença à fonctionner le 1^{er} janvier 1892. Pendant les trois premiers

1. Cassation, 13 juillet 1897, *La Loi* du 25 novembre 1897.

mois, 4.396 emprunteurs déposèrent 5.251 valeurs, dont le montant s'élevait à 1.225.210 francs. Plus de la moitié des titres étaient des valeurs de l'Etat ou des obligations de la ville de Paris ; un tiers, des effets du Crédit foncier ; et le reste, des obligations de chemins de fer et des valeurs diverses. — 1192 des emprunteurs étaient des petits commerçants ; 1160, des employés ; 668, des ouvriers ; 242, des marchands ; 339, des hommes de profession libérale et 477, des rentiers.

En 1894, les obligations de la ville de Paris figurent pour 44,88 0/0, avec 13.498 titres engagés, et celles du Crédit foncier figurent pour 38,21 0/0 avec 11.492 titres engagés.

Soit à la suite d'engagements, soit à la suite de renouvellements, le Mont-de-Piété de Paris a avancé sur valeurs mobilières :

En 1892 :	6.942.000 francs
En 1893 :	10.099.000 —
En 1894 :	12.170.000 —
En 1895 :	13.262.000 —
En 1896 :	13.867.000 —

On voit que le quantum des avances suit nettement une marche ascendante.

CHAPITRE III

CRITIQUES ET RÉFORMES

L'institution des Monts-de-Piété est une de celles qui, de tout temps, ont été attaquées et défendues avec le plus de passion.

On a dit que les prêts sur gages servent plus souvent à entretenir la paresse et le désordre qu'à fournir d'utiles instruments de travail. Cette première critique est loin d'être fondée. Certes, il y a quelquefois, souvent même, des abus dans l'emploi des sommes empruntées, mais le nombre est considérable de ceux qui y ont recours pour des motifs sérieux et urgents. Que si la facilité donnée aux indigents d'emprunter sur les choses les plus nécessaires à leur existence, la literie, par exemple, est imputée à crime à l'institution que nous défendons, nous répondrons qu'un semblable emprunt fournit du pain, chose plus nécessaire encore à la famille de l'emprunteur. Et si le Mont-de-Piété n'existait pas, dans cette circonstance, qui soutiendrait que, pressé par le besoin, le chef de famille ne commettrait pas un délit, un crime ?

Le taux de l'intérêt perçu, dit-on encore, est beaucoup trop élevé ; il met souvent l'emprunteur pauvre hors d'état de se libérer ; nous répondrons que le petit

négociant, le petit propriétaire, l'ouvrier, trouve là une banque, « la banque du pauvre », où l'intérêt est bien moindre que celui que percevait un usurier quelconque. Du reste, cet intérêt va lui-même en diminuant de plus en plus. Nous croyons intéressant de reproduire sur ce point le tableau des intérêts perçus, par le Mont-de-Piété de Paris, depuis sa fondation :

	Intérêt total
Du 28 décembre 1777 à l'an IV. . .	10 fr. 40
Depuis l'an IV jusqu'au 1 ^{er} vendémiaire an VII.	30
Depuis le 1 ^{er} vendémiaire an VII jus- qu'au 15 fructidor an VII.	24
Depuis le 15 fructidor an VII jusqu'au 10 floréal an IX.	30
Depuis le 10 floréal an IX jusqu'au 1 ^{er} germinal an X.	24
Depuis le 1 ^{er} germinal an X jusqu'au 1 ^{er} nivôse an XII.	18
Depuis le 1 ^{er} nivôse an XII jusqu'au 1 ^{er} germinal an XII.	15
Depuis le 1 ^{er} germinal an XII jusqu'au 1 ^{er} octobre 1806.	12
Depuis le 1 ^{er} octobre 1806 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1827.	12 50
Depuis le 1 ^{er} janvier 1827 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1831.	12
Depuis le 1 ^{er} janvier 1831 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1832.	9
Depuis le 1 ^{er} janvier 1832 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1843.	9 50

Depuis le 1 ^{er} janvier 1843 jusqu'au 1 ^{er} mai 1847.	9
Depuis le 1 ^{er} mai 1847 jusqu'au 1 ^{er} avril 1854.	9 50
Depuis le 1 ^{er} avril 1854 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1885.	10
Depuis le 1 ^{er} janvier 1885 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1886.	9 50
Depuis le 1 ^{er} janvier 1886 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1887.	8 50
Depuis le 1 ^{er} janvier 1887	7

Depuis le 1^{er} janvier 1887 un arrêté a abaissé à 7 0/0 le taux des intérêts et droits pour les prêts consentis, par le Mont-de-Piété de Paris, à partir du 1^{er} janvier 1887. Les intérêts et droits se décomposent ainsi : 3 0/0 pour intérêts et 3 0/0 pour frais de régie proportionnellement au temps couru ; et 1 0/0, droit fixe, quel que soit le temps couru. De plus, à partir de la même date, le décompte des droits proportionnels se fait par quinzaine même pour le premier mois.

Enfin les prêts de 3, 4 et 5 francs, qui ne séjournent que deux mois en magasin, sont exonérés des droits de 6 0/0 et n'ont à acquitter que le droit fixe de 1 0/0.

Généralisant notre statistique, nous donnons ci-dessous le tableau des divers Monts-de-Piété de France avec les intérêts qu'ils perçoivent actuellement, et le chiffre des prêts qu'ils peuvent consentir.

	Prête pour	Intérêt	Prêt minimum	Prêt maximum
1 Montpellier	2 ans	gratuit	2 fr.	illimité
2 Grenoble	1	gratuit	1 »	100 »
3 Lille (Fondation Masu- rel)	1	gratuit	1 »	200 »
4 Nice (Œuvre de la Mi- séricorde)	»	gratuit	1 »	300 »
5 Angers	1	1 10	3 »	100 »
6 Avignon	2	4 »	1 »	illimité
7 Brignoles	1	4 »	1 »	illimité
8 Carpentras	2	4 »	2 »	500 »
9 L'Isle (Vaucluse)	2	5 »	1 »	illimité
10 Apt	1	5 05	3 »	130 »
11 Arles	1	5 05	2 »	2.000 »
12 Beaucaire	1	5 05	2 »	500 »
13 Nancy	1	5 50	1 »	illimité
14 Aix	1	5 50	2 »	400 »
15 Bordeaux	1	6 »	2 »	illimité
16 Nîmes	1	6 »	3 »	500 »
17 Toulon	1	6 50	3 »	2.000 »
18 Versailles	1	6 50	3 »	illimité
19 Marseille	1	6 »	3 »	illimité
20 Paris	1	7 »	3 »	illimité
21 Reims	1	7 »	3 »	600 »
22 Tarascon	1	7 »	2 »	illimité
23 Valenciennes	1	8 »	2 »	illimité
24 Toulouse	1	6 »	2 »	3.000 »
25 Lille	1	7 »	1 »	6.000 »
26 Limoges	1	8 »	2 »	illimité
27 Lyon	1	6 »	3 »	illimité
28 St-Germain	6 mois	7 50	2 »	illimité
29 Dijon	1 an	8 05	2 »	5.000 »
30 Boulogne-sur-Mer	1	6 »	2 »	2.000 »
31 Le Havre	1	9 »	3 »	illimité
32 Lunéville	6 mois	9 »	1 »	4.000 »
33 Alger	1 an	7 50	2 »	3.000 »
34 Besançon	1	6 50	2 »	300 »
35 Arras	1	7 50-10 50	1 »	illimité
36 Brest	1	9 »	3 »	3.000 »
37 Rouen	1	10 »	2 »	3.000 »
38 Douai	1	10 50	1 50	500 »
39 Nantes	1	9 50	4 »	illimité
40 Roubaix	1	9 50	2 »	3.000 »
41 Cambrai	1	12-8-7	1 50	illimité
42 Dunkerque	1	10 »	1 »	500 »
43 St-Quentin	1	12 »	2 »	illimité
44 Calais	6 mois	9 60	2 »	illimité
45 Oran	1 an	10 60	1 »	»
46 Nice (créé en 1891)	1	9 / »	3 »	4.000 »

On le voit, ces intérêts n'ont rien, dans leur ensemble, de bien exagéré, surtout si l'on songe à ce que seraient les intérêts que percevraient les usuriers si les Monts-de-Piété n'existaient pas.

Un autre argument, plus sérieux, consiste à affirmer, ce qui est incontestable, que le Mont-de-Piété donne trop souvent aux voleurs le moyen de recéler leurs vols ; il serait une sorte de recéleur officiel. Nous répondrons que l'administration fait tous ses efforts pour éviter de semblables inconvénients et qu'elle y réussit souvent : les statistiques publiées chaque année, par le directeur du Mont-de-Piété de Paris, en font foi. En tout cas l'établissement apporte tous les soins à seconder dans ses recherches les services du parquet et de la police. Supposons maintenant que les Monts-de-Piété n'existent pas : le prêt clandestin sur gages s'établirait aussitôt, cela ne peut faire doute pour personne ; croit-on, dans ce cas, que les usuriers prêteurs ne deviendraient pas des recéleurs autrement plus dangereux pour l'ordre public ; précisément parce qu'ils le seraient volontairement, qu'un établissement public qui met tous ses soins, consacre tous ses efforts à ne pas l'être ?

La principale critique dirigée contre les Monts-de-Piété, la seule qui, à notre avis, doive être retenue, est celle-ci : Actuellement le fonctionnement de l'institution permet, facilite le trafic des reconnaissances, c'est-à-dire le commerce très illicite, et surtout très préjudiciable, des brocanteurs.

Nous posons en principe que le jour où ce trafic aura disparu, il n'y aura plus de critiques fondamentales à adresser aux Monts-de-Piété. Le remède est d'ailleurs

facile à trouver et, dans son application, il ne rencontrerait pas de difficultés sérieuses. Posons d'abord la question.

Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de constater que, par suite de l'estimation insuffisamment élevée, faite par les apprécieurs, précisément en raison de ce qu'ils sont responsables de leur estimation, la reconnaissance émanée du Mont-de-Piété conservait une valeur intrinsèque :

Un ménage pauvre, dit M. Cochut, dans son rapport de 1881 sur les opérations du Mont-de-Piété de Paris, un ménage pauvre, qui a reçu du Mont-de-Piété une trentaine de francs, plus ou moins, sur plusieurs dépôts, est bientôt au bout de ce subside. De nouveau besoins le pressent ; il n'a plus rien pour battre monnaie, si ce n'est les titres de ses modestes emprunts. Alors, les annonces presque quotidiennes dans les journaux, les affiches sur son passage, les vitrines des brocanteurs, les prospectus qu'on glisse dans les mains au coin des rues, parfois même des sollicitations à domicile, apprennent à l'homme en peine qu'il peut vendre ses reconnaissances, avec possibilité de les racheter au bout du mois, moyennant une plus-value de 10 0/0 ; il se résigne à livrer ses titres, avec espoir de les recouvrer bientôt ; mais un mois plus tard, sous le poids des mêmes besoins, il est impuissant à se libérer : il faut renouveler. De mois en mois, il subit une série de reventes fictives, qui constituent un intérêt monstrueusement usuraire montant habituellement à 120 0/0, et, en fin de compte, il est souvent dépouillé.

C'est ainsi qu'un nombre incalculable de reconnais-

sances, des centaines de mille, restent dans les mains des usuriers brocanteurs. Ceux-ci, avec le flair qui est dans leurs instincts, dégagent les articles qu'ils supposent de nature à être revendus avec profit. Ils conservent les autres reconnaissances jusqu'au terme et laissent vendre pour toucher les bonis.

En 1893 et en 1894, les cinq huitièmes des titres apportés aux bureaux du « boni » l'ont été par des marchands de reconnaissances (1).

En somme, les brocanteurs réalisent, par plusieurs sources, des bénéfices considérables aux dépens des classes intéressantes qu'on voudrait au contraire soulager, et en définitive le Mont-de-Piété, institué surtout pour combattre l'usure, devenant un instrument d'usure, se trouve faussé dans son principe.

Concluons : L'existence de l'usurier côte à côte avec la bienfaisante institution est, on l'a dit, le déshonneur du Mont-de-Piété.

Le mal est-il sans remède ? L'usurier n'existe, le trafic des reconnaissances n'existe que parce que la reconnaissance a une valeur intrinsèque ; le jour où cette valeur disparaîtra, on peut espérer que ce trafic aura vécu. Nous l'avons dit à maintes reprises : si la reconnaissance a une valeur, c'est que le commissaire-priseur appréciateur estime à trop bas prix les objets offerts en gage, et il estime ces objets à bas prix parce qu'il est responsable de son estimation. *C'est donc sur ce point que doit porter la réforme.* Les rapports ou comptes rendus de M. Duval, directeur du Mont-de-Piété parisien, nous présentent des listes entières d'objets non dégagés et ven-

1. M. Duval, Compte rendu des opérations de 1894, page 15.

plusieurs fois le prix de leur estimation ; ainsi certain article fut vendu 26 fois la valeur du prêt ! (1).

Et dans son compte rendu des opérations de 1894, page 14, M. Duval tire cette conséquence de la comparaison des sommes prêtées et des sommes réalisées par la vente : « En voyant le résultat des ventes sur les matelas et les lits de plume, on peut dire qu'un emprunteur qui a déposé deux matelas au Mont-de-Piété pour obtenir un prêt, devait obtenir la même avance en ne se privant que d'un seul de ces objets nécessaires ».

Trois solutions ont été proposées. Notamment en 1888, lors de sa séance d'ouverture, le 13 juin, l'administration a présenté ces 3 projets au Conseil supérieur de l'assistance publique.

Le premier projet avait trait au *renouvellement* des gages. Il proposait d'exonérer les commissaires-priseurs de toute responsabilité dans la vente des gages *renouvelés* et de leur supprimer, par contre, toute rémunération pour l'estimation, qu'ils ne font pas, du reste (2), de ces gages renouvelés. Cette mesure nous semble insuffisante, comme toutes les demi-mesures.

Le second projet avait pour objet d'autoriser le Mont-de-Piété à prêter sur ses propres reconnaissances ; l'é-

1. En 1895, la prisée a repoussé comme ne valant pas un prêt de 3 francs 86.682 objets apportés par des besogneux, et le public remportait 33.303 objets sur lesquels il estimait que les commissaires-priseurs ne voulaient pas assez prêter. En 1896 la prisée a repoussé 75.079 objets et le public a remporté 35.894 objets sur lesquels il estimait que l'on ne prêtait pas assez (Rapport de M. Lucipia, 1897, p. 72).

2. Le chiffre des droits perçus sans travail pour renouvellement, par les commissaires-priseurs, s'élève pour 1895 à Paris à 114.142 fr. 35 ! (Rapport de M. Lucipia, p. 72).

tablissement se substituait purement et simplement aux brocanteurs. Ce système compliquerait les services, et les emprunteurs comprendraient difficilement pourquoi, dès le début, le prêt n'a pas épuisé la valeur du gage présenté au même prêteur.

Le troisième projet aurait pour effet de supprimer purement et simplement les commissaires-priseurs-appréciateurs et de confier à des employés directs de l'établissement l'appréciation et la vente des gages.

Pour nous, et sans aucune hésitation, nous nous prononçons pour ce 3^e système, qui seul mettra fin aux abus résultant du trafic des reconnaissances.

Les commissaires-priseurs se partagent, chaque année, à Paris, plusieurs centaines de mille francs (1). Ce parasitisme, qui vit aux dépens d'une œuvre charitable, doit disparaître. L'estimation des articles est faite par des employés que les commissaires-priseurs paient fort peu et qui pourraient tout aussi bien être aux gages de l'administration, de laquelle ils recevraient un salaire plus élevé.

Ces employés, payés par le Mont-de-Piété, évalueraient les gages à leur valeur vraie ; ils acquerraient vite sur ce point une grande habitude, et le prêt serait consenti pour une somme épuisant d'un seul coup toute la valeur du gage. La reconnaissance aurait alors une valeur intrinsèque nulle. Le trafic serait anéanti.

Certes, au moment où, par suite de défaut de renouvellement ou de dégagement, le gage sera vendu, cer-

1. En 1895, les commissaires-priseurs, tous frais payés, ont touché net tant comme appréciateurs que comme vendeurs : 221.528 fr. 15, et en 1896 : 234.778 fr. 75 (Rapport de M. Lucipia, p. 78).

tains objets pourront être adjugés pour une somme inférieure aux prévisions, de telle sorte que l'établissement ne puisse pas rentrer dans tous ses débours. Il faudrait donc, la responsabilité de l'estimation étant supprimée, trouver, en vue de semblables éventualités, des ressources aux Monts-de-Piété. Ce problème ne semble pas insoluble.

Par exemple, si l'administration se trouvait à subir un déficit à l'aide de ces procédés, elle pourrait le combler soit partiellement, soit totalement, en gardant le boni dans ses caisses, au lieu de le verser dans celles de l'Assistance publique. Il est bon de signaler ici que, en dix ans, les bonis ainsi versés atteignent le chiffre de 1.620.753 fr.²⁷. Avec une pareille somme on pourrait réparer bien des petites erreurs.

On pourrait peut-être aussi, car alors le boni serait moindre, augmenter de quelques centimes l'intérêt de chaque prêt, avec affectation spéciale des sommes ainsi produites aux déficits possibles.

En tous cas, la mesure tendant à supprimer les commissaires priseurs-appréciateurs responsables ne serait pas nouvelle, et, à l'étranger, la réforme que nous appelons de tous nos vœux est faite dans quelques Monts-de-Piété. C'est ainsi qu'en 1894, au Mont-de-Piété de Madrid, les apprécieurs ont été relevés de leur responsabilité en cas de perte sur les prêts, car l'administration désirait évaluer les articles engagés au plus haut prix possible, afin de ruiner le trafic des reconnaissances.

Une autre réforme, qui n'a pas abouti d'ailleurs, a été proposée il y a quelques mois.

Dans le but d'abaisser le taux de l'intérêt perçu sur les emprunteurs, le conseil municipal de Paris, le 10 mai 1897, vota à l'unanimité la proposition suivante, due à M. Lucipia :

Le Conseil,

Sans préjuger en quoi que ce soit le vote des Chambres en ce qui concerne le renouvellement du privilège de la Banque de France ;

Considérant que les Monts-de-Piété ne sont pas des établissements commerciaux privés ;

Qu'ils sont des institutions d'utilité publique destinées à venir en aide, au moyen de prêts en espèces, aux personnes momentanément gênées ;

Considérant que les Monts-de-Piété, notamment le Mont-de-Piété de Paris, qui n'ont pas de ressources propres suffisantes pour assurer le bon fonctionnement des prêts sur gages, sont obligés de s'adresser à l'épargne publique pour obtenir les fonds nécessaires ;

Considérant que les intérêts payés de ce chef aux prêteurs augmentent les frais généraux des Monts-de-Piété, ce qui ne permet pas, sinon de supprimer — ce qui serait le mieux — au moins de diminuer d'une façon convenable la redevance due par les emprunteurs sur gages, redevance qui dépasse l'intérêt fixé par la loi, soit en matière civile, soit en matière commerciale ;

Emet le vœu :

Dans le cas où le renouvellement du privilège de la Banque de France serait voté par les Chambres,

Que la Banque de France soit tenue de faire l'avance, aux Monts-de-Piété qui en feront la demande, des fonds nécessaires au service des prêts sur gages ;

Que cette avance soit faite par quinzaine ou par mois, suivant les besoins ;

Que les Monts-de-Piété paient un intérêt annuel, pour les sommes avancées, qui ne dépasse pas les frais occasionnés à la Banque de France par ce service spécial.

M. Paul Strauss, conseiller municipal et membre du conseil de surveillance du Mont-de-Piété, fut, postérieurement à cette délibération, nommé sénateur et, à la séance du 5 novembre 1897, lors de la discussion sur le renouvellement du privilège de la Banque de France, déposa et développa un amendement ainsi conçu :

« La Banque de France sera tenue, à partir de la promulgation de la présente loi, de fournir aux Monts-de-Piété qui en feront la demande, au fur et à mesure de leurs besoins dont il sera justifié par états dûment certifiés de la situation de leur actif et de leur passif, les fonds nécessaires à leurs opérations de prêts. Ces fonds seront fournis moyennant une redevance qui ne pourra excéder le taux de 1/2 0/0 l'an. »

Cette proposition avait l'adhésion de M. Duval, l'éminent directeur du Mont-de-Piété parisien. Elle est évidemment très intéressante, puisque le taux de l'intérêt perçu sur les emprunteurs se fût immédiatement abaissé dans de très notables proportions, si elle eût été adoptée, contrairement à ce qui a eu lieu.

La réalisation de cette idée de diminuer le taux des prêts servant à alimenter les caisses, au moyen de l'intervention de la Banque de France, a été repoussée par le Sénat, à la demande du Ministre des Finances, pour une raison de principe : la Banque de France est une

banque d'émission et d'escompte ; elle n'est pas une banque de prêt direct.

Pour que la sécurité du billet de banque soit intacte, pour que son crédit soit absolu, il faut que la circulation soit représentée par des valeurs immédiatement réalisables, et c'est pour ce motif que l'escompte par la Banque est limité à trois mois ; c'est pour cela qu'on exige les trois signatures. Or, transformer ce rôle de la Banque de France, même sur un point spécial, serait entrer dans un engrenage singulièrement dangereux. On demanderait la même chose pour d'autres institutions, pour le crédit agricole, etc...

Nous nous inclinons devant ces raisons qui nous ont d'ailleurs peu convaincu. Le Mont-de-Piété présente, en effet, des garanties de solvabilité absolues et, par suite, la valeur du billet de banque n'en serait pas altérée. La Banque de France prête aux particuliers à une échéance courte, trois mois. Il ne nous eût pas semblé impossible que la Banque entrât en compte-courant avec le Mont-de-Piété, sauf à arrêter ce compte tous les trois mois, ce qui, en matière de compte-courant, est loin d'être une règle anormale.

Quoi qu'il en soit, la réforme la plus urgente à notre avis est celle qui mettra fin au trafic des reconnaissances, et nous avons indiqué le moyen qui, d'après nous, permettrait le mieux d'atteindre ce résultat si désirable.

CHAPITRE IV

LÉGISLATION COMPARÉE

Les Monts-de-Piété, œuvre essentiellement utile aux classes pauvres et laborieuses, existent aujourd'hui dans beaucoup d'États.

Étudions l'organisation qu'ils ont reçue et la législation qui les régit dans quelques pays de l'Europe.

Nous savons déjà que l'Italie est le pays où cette institution a pris naissance. Aujourd'hui, nous rencontrons des Monts-de-Piété en Russie sous le nom de « Ssoudnyâ Kazny » ; en Allemagne, sous le nom de « Leihhaus ». En Autriche, il n'y a pas de Monts-de-Piété proprement dits, car le prêt sur gages n'y est pas encore monopolisé ; mais il y a des bureaux de prêt sur gages (Pfandleih-Anstalten) tenus par des particuliers et qui sont placés sous le contrôle de la police.

Le même système, ou à peu près, est appliqué en Angleterre : d'après une loi de 1872, dite « la loi des prêteurs sur gages », quiconque veut s'établir prêteur sur gages doit d'abord faire une déclaration aux percepteurs de la taxe des pauvres et à l'inspecteur de police du district. Cette déclaration est affichée aux portes des églises et dans les autres lieux publics. Si le déclarant est reconnu un citoyen honorable, les magistrats lui accordent

une patente pour laquelle il paie 7 guinées (185 fr. 15 c.) par an au Trésor.

Donnons quelques détails sur quelques-unes de ces diverses législations (1).

Section I. — Russie.

En Russie, le premier Mont-de-Piété a été créé sous le règne de l'impératrice Anne-Joanowna (1730-1740). Il prêtait exclusivement sur remise, en gages, d'objets précieux, et au taux de 8 0/0. Ce Mont-de-Piété n'a existé que jusqu'en 1738. A dater de 1772 nous trouvons les *Ssoudnya Kazny* (trésors de prêt), sortes de banques de l'Etat prêtant sur gage d'immeubles et d'objets précieux au taux de 6 0/0. Il y en a deux : l'une à Pétersbourg et l'autre à Moscou.

Les Monts-de-Piété créés successivement par le gouvernement ne sont pas les seuls en Russie. Des Monts-de-Piété sont également dûs à l'initiative privée. Le premier établissement privé a été fondé en 1838 sous le nom : « Société par actions pour conserver et prêter sur différents meubles et marchandises » (*Kompania dla chranenya i saloga raznych dwizimostei i towarow*). Une autre société par actions ayant le même but, le « Lombard privé » (*Czastny lombard*), a été fondée en

1. Nous insisterons particulièrement sur la législation de l'Allemagne et de l'Autriche. Sur les Monts-de-Piété d'Anvers, de Munich, de Liège, voir M. Lequesne, *La question du prêt sur gages*, p. 43 et suiv.

1868 (1). D'autres maisons de prêt sur gage existaient encore sous le nom de : « Ssudnaja Kassa ». C'étaient des établissements privés qui prêtaient à un taux usuraire. Ils ont disparu en 1893, après la promulgation de la loi contre l'usure.

Actuellement la Russie compte à peu près cinquante Monts-de-Piété, presque tous créés par les municipalités des villes départementales et alimentés par les ressources de celles-ci.

Section II. — Allemagne.

A Berlin nous trouvons, outre les bureaux de prêt sur gages tenus par des particuliers sous le contrôle de la police, un Mont-de-Piété public réglementé par la loi prussienne du 23 février 1834. D'après cette loi, l'établissement est appelé : « Königliches Leihamt für Berlin ». Le fonds de cette institution, consistant en un capital de deux cent mille thalers, a été fourni, moyennant un intérêt de 4 0/0, par la « Königliche Seehandlung », qui s'est réservé le droit de l'augmenter ou de le diminuer d'après les circonstances. Ce Mont-de-Piété berlinois prête sur tous les effets mobiliers qui ne sont pas expressément exclus par les dispositions de la loi de 1834. Sont exclus : tous les effets usés, les fluides, les gravures, les livres, ainsi que tous les objets susceptibles de se détériorer rapidement, ou présentant des dangers d'incendie.

1. Andrejewsky, cours de droit de police russe.

Le Mont-de-Piété berlinois prête une somme variant, à son gré, entre la moitié et les deux tiers de la valeur d'estimation. Le prêt minimum est d'un thaler. Les prêts se font pour 6 mois, mais le débiteur reste libre de dégager plus tôt et dans ce cas il paie les intérêts par mois, tout mois commencé étant compté en entier. En plus des intérêts, le débiteur ne supporte que les frais de timbre.

Une corporation de commissaires-priseurs attachés au Mont-de-Piété existe à Berlin comme à Paris. Elle a à peu près les mêmes attributions.

Le Mont-de-Piété public de Berlin se charge d'assurer les gages contre l'incendie, et cela sans recevoir d'indemnité spéciale. Il les assure sur la base de leur valeur d'estimation. Il est expressément interdit aux employés du Mont-de-Piété de se servir de quelque gage sous peine d'une condamnation au double et de renvoi. Le gage est rendu à tout porteur de la reconnaissance, pourvu qu'il restitue celle-ci et qu'il acquitte le capital prêté et les intérêts. On excepte cependant les cas suivants :

1° Le gage a été saisi.

2° Celui qui figure dans les livres comme ayant engagé l'objet a averti l'administration qu'il a perdu ou qu'on lui a volé la reconnaissance.

Les prolongations des prêts sur gages ne sont permises que si une nouvelle estimation prouve que le gage possède toujours la valeur appréciée lors du premier engagement. Si le renouvellement est admis, on délivre une nouvelle reconnaissance contre la restitution de l'ancienne et contre le paiement des intérêts échus.

Quant à la vente des nantissements, on accorde à

chaque débiteur-gagiste, après l'échéance du délai de 6 mois fixé par la reconnaissance pour la durée du prêt, un autre délai de 6 mois pour le dégagement du gage. Mais les gages qui ne sont ni dégagés ni renouvelés pendant ce délai de faveur, c'est-à-dire, en somme, dans l'intervalle d'un an à partir du jour de l'engagement, pourront être vendus publiquement par les soins de l'établissement.

Les ventes de cette espèce ont lieu chaque année, et, suivant les besoins, deux ou plusieurs fois par an, dans le local occupé par le Mont-de-Piété; elles sont organisées par le Mont-de-Piété sous la direction du directeur et avec le concours d'un notaire ou d'un employé spécialement désigné à cet effet; un acte relatant l'observation des formalités est rédigé et signé par les personnes ci-dessus indiquées. Chaque vente est publiée à l'avance trois fois de 8 en 8 jours tant dans les journaux de la localité, qu'au moyen d'une affiche, qui doit rester apposée pendant 4 semaines dans le local du Mont-de-Piété.

Pour les frais occasionnés, on compte un « Silbergroschen pro Thaler » du prix obtenu pour les gages et on les soustrait du restant du prix, c'est-à-dire du « boni » qui existe encore éventuellement après le paiement à l'établissement du capital et des intérêts.

Jusqu'à l'adjudication, tout débiteur-gagiste a le droit de reprendre son gage contre le paiement de la somme prêtée et des intérêts échus jusqu'au dégagement effectif ou de renouveler le prêt. Si pourtant la vente était déjà commencée, le débiteur gagiste devrait contribuer aux frais dans la proportion d'un « Silbergroschen » par chaque « Thaler » du prêt.

Quid du boni ? La vente une fois terminée, on adresse aussitôt, dans les journaux de la localité, un appel public aux débiteurs-gagistes respectifs d'avoir à se présenter au Mont et à toucher, contre quittance et restitution de la reconnaissance, le boni restant après le remboursement de la somme prêtée en capital et intérêts, échus jusqu'au moment de la vente du gage, et des frais de vente.

Les gages sont désignés, dans cet appel public, seulement par l'indication de l'époque de leur engagement ; on n'indique ni le nom des débiteurs-gagistes, ni les numéros des reconnaissances. Cet appel se renouvelle 3 fois de mois en mois. Si personne ne se présente pendant 3 mois depuis la dernière publication (donc après un an à partir du jour du 1^{er} appel) pour recevoir le boni, pour lequel des intérêts ne sont jamais dûs, ce boni est versé à la « Hauptseehandlungskasse » pour la formation du fonds destiné aux œuvres de bienfaisance. La reconnaissance s'éteint alors et, avec elle, les droits des débiteurs-gagistes. Si le débiteur-gagiste initial, dont le nom figure sur le livre d'engagement, se présente sans pouvoir présenter en même temps la reconnaissance, il doit attendre l'échéance du terme ci-dessus indiqué et reçoit alors le boni contre quittance et contre un acte de mortification (Mortifikationsschein). Si, avant ce moment, la reconnaissance est présentée par un autre possesseur, après déclaration de perte ou de vol, elle est retenue et les parties intéressées sont renvoyées devant le tribunal. Même solution quand on a saisi judiciairement le gage ou le boni.

Le Mont-de-Piété Royal se réserve le droit de prêter également, jusqu'à la concurrence de la somme de

mille thalers, sur des valeurs allemandes, quel que soit leur porteur, toutes les fois qu'il le juge bon. La fixation du montant des prêts, eu égard aux cours journaliers des valeurs à engager, à la durée de ces prêts, au taux de l'intérêt (dans les limites du taux légal), et aux autres conditions des prêts, reste réservée à la Société qui a fourni les capitaux du Mont, et au directeur de l'Institut.

Si le Mont-de-Piété Royal trouve qu'il y a intérêt pour l'établissement à créer, pour la commodité du public, des comptoirs spéciaux, des succursales, dans les différents quartiers de la ville, il peut le faire, à la condition de faire de la publicité autour de la création de ces bureaux nouveaux.

Le Mont-de-Piété Royal de Berlin n'est obligé de remettre les gages par lui reçus à personne — pas même au cas d'instance judiciaire — à moins de remboursement intégral du capital du prêt, des intérêts, et des autres frais éventuels ; il n'est pas non plus obligé, une fois l'échéance arrivée, de retarder la vente par adjudication publique.

Section III. — Autriche.

En Autriche, nous ne trouvons pas de Monts-de-Piété proprement dits, le prêt sur gages n'y étant pas encore monopolisé ; mais nous y trouvons des bureaux de prêt sur gages (Pfandleih-Anstalten) tenus par des particuliers sous le contrôle de la police. En outre certaines

banques prêtent sur gages (V. par ex. : le § 142 des statuts de la : « K-K. Privilegirten Galizischen Actien-Hypotheken-Bank », qui autorise la Vorschusscasse de cette banque à prêter sur gages).

Revenons aux « Pfandleihanstalten », c'est-à-dire aux bureaux de prêt sur gages tenus par des particuliers en Autriche. Ils sont régis par la loi du 23 mars 1885 et par le règlement ministériel du 24 avril 1885. Avant le commencement de sa gestion, chaque titulaire d'un bureau de prêt sur gages doit déposer un cautionnement entre les mains d'une autorité appelée : « Gewerbsbehörde ». Le montant de ce cautionnement se détermine de la façon suivante :

Pour Vienne, 8.000 florins (16.000 francs).

Pour les villes ayant au moins 50.000 habitants, 4.000 florins (8.000 francs).

Pour les villes ayant au moins 20.000 habitants, 2.000 florins (4.000 francs).

Pour tous les autres endroits, 1.000 florins (2.000 fr.).

Le cautionnement doit être fourni en espèces, ou consister en des valeurs qui, d'après la loi, peuvent servir à employer l'argent des pupilles.

La gestion de l'établissement ne peut commencer avant que le cautionnement ait été fourni. Et si le titulaire d'un bureau de prêt sur gages ne remplissait pas le devoir qui lui incombe de fournir un cautionnement dans les délais qui lui ont été indiqués dans sa concession, cette concession doit être considérée comme éteinte.

Le cautionnement garantit les demandes d'indemnité qui peuvent naître contre le titulaire d'un bureau de

prêt sur gages, par suite du fonctionnement de son industrie. Les sommes à payer par suite de réclamations autres que celles qui précèdent ne peuvent l'être, sur le cautionnement, qu'après les premières.

Le remboursement du cautionnement ne peut être opéré qu'un an après la fin du fonctionnement de l'établissement et alors seulement qu'il n'y a pas de réclamations d'indemnité du genre de celles qui viennent d'être indiquées, et aussi quand il n'y a pas d'opposition quelconque, émanant de tiers, sur le cautionnement.

Les titulaires des bureaux de gage ont le droit de se servir de la procédure commerciale, pour le paiement des créances nées de leur industrie, afin de réaliser les gages qui leur ont été fournis. Peu importe que ces créances soient nées, ou non, contre des commerçants, qu'elles soient, ou non, relatives à des actes de commerce. Peu importe également qu'il y ait eu, ou non, une convention écrite au sujet de la constitution du gage : dans tous les cas, la vente publique du gage aura lieu, le cas échéant, conformément à l'art. 47 du code de commerce autrichien. Le titulaire du bureau de gage n'est pas obligé, à l'échéance du délai fixé pour la durée du prêt, de prévenir le débiteur qu'il va faire procéder à la vente. Cependant la vente ne peut, dans aucun cas, avoir lieu avant six semaines à partir de l'échéance. En outre le jour de la vente doit être publié. S'il reste un surplus du prix de la vente du gage après le paiement de la dette garantie et que cet excédent ne soit pas réclamé par le débiteur-gagiste pendant cinq ans depuis la vente, ce surplus est perdu pour l'emprunteur et est attribué aux pauvres de l'endroit.

Les droits antérieurement acquis par des tiers sur les titres et autres choses mobilières qui ont été reçues de leur propriétaire par le titulaire d'un bureau de prêt sur gages comme garantie d'une affaire qui entre dans sa sphère d'activité, ne priment les droits de ce titulaire que lorsque ces droits antérieurs lui étaient déjà connus lors de la livraison, ou lorsqu'il lui était, du moins, facile de les connaître.

Il n'est pas permis au titulaire d'un bureau de prêt sur gages d'engager à son tour les objets qui ont été remis. L'achat professionnel de reconnaissances est interdit. Quant aux livres que les titulaires des bureaux de prêt sur gages doivent tenir, une ordonnance des ministres du commerce, de l'intérieur, des finances et de la justice, du 24 avril 1883, contient les dispositions suivantes :

Chaque titulaire est obligé de tenir un livre d'engagements (Pfandleihbuch). En outre, il faut tenir un livre d'engagements spécial pour les gages consistant en pierres précieuses ou en objets d'or ou d'argent.

Si ce titulaire prête également sur titres, il doit encore tenir un livre spécial pour cette branche de son commerce. Chaque livre de prêt sur gages doit être présenté, avant qu'on en use, à l'autorité compétente (Gewerbebehörde) pour être examiné et confirmé ; il doit contenir à un endroit indiqué le nom de son titulaire. Les livres doivent être conservés dans un lieu sûr et qui ne soit pas exposé aux incendies.

On transcrit, dans le livre qui convient à l'opération, chaque affaire conclue, d'une manière claire, complète et conforme à la vérité.

Les objets qui ne peuvent pas être reçus en gage sont :
Les objets combustibles et les objets hors du commerce, notamment les objets appartenant au service militaire (ex. : chevaux, armes, équipement).

Les titulaires des bureaux de prêt sur gages doivent soumettre, avant le commencement de leur gestion, 10 exemplaires de leurs statuts à l'autorité compétente (Verleihungsbehörde), qui doit les confirmer.

Les statuts (Geschäftsordnung) de chaque prêteur sur gages doivent être en harmonie avec la loi du 23 mars 1885 et avec l'ordonnance du 24 avril 1885 et contenir des dispositions précises sur les procédés qui seront employés lors de la gestion, sur le tarif des taxes perçues et sur le formulaire d'après lequel la reconnaissance sera rédigée. Le prêteur sur gages ne doit pas commencer sa gestion avant la confirmation de ses statuts. Le même procédé doit être suivi lorsqu'on a l'intention de modifier les statuts.

La preuve du prêt sur gages s'effectue au moyen de la reconnaissance, certificat délivré par le titulaire du bureau de prêt sur gages à l'emprunteur, portant la signature du prêteur, et indiquant quelle affaire de prêt a été conclue. Cette reconnaissance doit concorder exactement avec les mentions figurant sur le livre de gages. Elle doit contenir en outre les dispositions qu'il est, pour le débiteur-gagiste, le plus essentiel de connaître, tant celles de la loi du 23 mars 1887 que celles de l'ordonnance ministérielle du 24 avril 1885, et, spécialement, l'indication du taux des intérêts et des frais.

Comme mesure de publicité, la loi autrichienne du 23 mars 1885 prescrit l'affichage, dans le bureau du ti-

tulaire, à un endroit apparent, d'un exemplaire imprimé de la loi du 23 mars 1885, de l'ordonnance du 24 avril 1885 et d'un exemplaire des statuts du prêteur. Le prêteur doit exercer son métier dans un local aussi à l'abri que possible du danger d'incendie et d'effraction ; l'autorité est en droit de visiter les locaux pour s'assurer de ces faits. Il a, en outre, l'obligation d'assurer, contre l'incendie, les gages qui lui ont été confiés.

Le prêteur doit garder et présenter à toute réquisition, aux agents de la police, qui exercent à cet égard un contrôle, toutes les communications officielles qu'il a reçues au sujet d'objets perdus ou d'objets illégalement soustraits à leur propriétaire, ainsi que toutes les communications semblables qui lui ont été adressées par écrit par des particuliers ; toutes ces communications doivent être rangées par ordre de date et être relatées dans un registre (Sachregister).

Si le débiteur gagiste demande le renouvellement du prêt et si le titulaire du bureau de prêt sur gages y consent, on procède comme s'il s'agissait de la conclusion d'un nouveau prêt sur gages ; il y a lieu à une nouvelle inscription sur le livre de prêt et à la délivrance d'une nouvelle reconnaissance contre la restitution de l'ancienne.

Au cas de perte d'une reconnaissance, la partie doit l'annoncer aussitôt oralement ou par écrit au titulaire du bureau de prêt sur gages, en indiquant son nom et son domicile, et prouver que la perte a été signifiée également à la police. Le perdant fait connaître l'époque de l'engagement, la durée et le montant du prêt, et fournit une description exacte du gage. Lorsque le perdant a

démontré que, suivant toute vraisemblance, ses affirmations sont exactes, on lui délivre un certificat appelé « Vormerkschein ». Sur la base de ce Vormerkschein le gage peut être renouvelé. Si la reconnaissance primitive n'est pas présentée par un tiers dans l'année à dater du jour où la perte a été annoncée, le gage peut être délivré contre la restitution du Vormerkschein et le paiement de la somme prêtée en capital, intérêts et frais, bien entendu si, dans l'intervalle, le gage n'a pas été vendu par suite d'un défaut de renouvellement.

Si le gage avait été régulièrement vendu, on pourrait encore toucher le boni, à moins que le temps soit écoulé passé lequel ce boni est légalement acquis aux pauvres de l'endroit, conformément au § 4 de la loi du 23 mars 1885.

Lorsqu'un délai de 14 jours s'est écoulé depuis l'échéance du prêt, le possesseur d'un Vormerkschein a le droit de dégager le gage contre la restitution du Vormerkschein ; mais il doit déposer en outre en espèces la valeur d'estimation du gage, dans la caisse du prêteur sur gages, pour sauvegarder les droits éventuels du possesseur de la reconnaissance, au cas où celui-ci serait, contrairement aux allégations du porteur du Vormerkschein, titulaire légitime de la reconnaissance.

Les titulaires des bureaux de prêt sur gages, qui ont reçu une licence conformément aux §§ 1-3 de la loi du 23 mars 1885, peuvent, avons-nous dit, se servir de la procédure indiquée dans les articles 311 et 47 du Code de commerce pour vendre les gages qui leur ont été fournis, afin d'encaisser les créances provenant de leur industrie. Mais, dans ce cas, en outre des règles générales relati-

ves aux ventes publiques, ils sont tenus de se conformer aux prescriptions suivantes :

1^o Jusqu'au moment de l'adjudication le débiteur gagiste a le droit de dégager le gage. Les intérêts ne sont alors exigibles que jusqu'au moment du dégagement.

2^o Il faut publier le lieu et l'époque de la vente avec une désignation générale des objets à adjuger, et cela au moyen d'affiches apposées dans le bureau et en outre par une insertion unique faite dans le journal officiel ou dans un autre journal de la localité déterminé par l'autorité compétente (Gewerbsbehörde).

Dans la publication on doit énoncer le nom du prêteur sur gages, ainsi que les numéros courants du livre de gages qui correspondent aux objets à vendre. Cette publication doit avoir lieu au moins deux semaines avant le jour des enchères. Si plusieurs objets ont été engagés par le même contrat de gage, le débiteur gagiste a le droit de fixer l'ordre dans lequel ils doivent être mis en vente et la vente doit être arrêtée aussitôt qu'on a obtenu une somme suffisante pour couvrir le prêteur de l'intégralité de ce qui lui est dû.

Immédiatement après la vente du gage, le prêteur doit remettre au débiteur gagiste le surplus du prix d'adjudication qui reste éventuellement après la déduction de ce qui lui est dû et des frais de la vente. Si ce surplus n'est pas réclamé dans un délai de 6 semaines, le prêteur sur gages doit le déposer judiciairement pour le compte du débiteur gagiste. En cas d'inobservation de toutes ces prescriptions, le prêteur sur gages

est responsable vis-à-vis du débiteur gagiste de tout dommage causé à ce dernier par ce fait.

Remarquons en terminant que l'ordonnance du 24 avril 1885 oblige les prêteurs à conserver les livres de prêt sur gages pendant dix ans à dater de la dernière inscription qui a été faite.

Les reconnaissances et les *Vormerkscheine* doivent être également conservées pendant 5 ans à dater du dégageement ou du renouvellement du gage.

Section IV. — Roumanie.

En terminant cette étude rapide de l'institution des Monts-de-Piété dans quelques nations européennes, nous indiquerons sur ce point quelle est la législation de notre pays natal. L'on n'y rencontre pas encore des Monts-de-Piété proprement dits.

L'article 1696 du Code civil roumain paraît bien supposer l'existence des Monts-de-Piété, qu'il appelle : « Case de împrumut pe amanet », en nous disant qu'on leur appliquera des lois et règlements spéciaux. Mais jusqu'à présent la Roumanie ne possède ni cette institution, ni des lois spéciales à cette institution.

Disons pourtant qu'une société appelée : « *Societatea de Economie* » (1) a la faculté, prévue par ses statuts, de

1. Société d'épargne.

prêter sur gage (Voyez les Statuts de la première société d'Economie (d'épargne) de la ville de Iassy, art. 16, *litera f*).

L'article 33, alinéa IV, de ces mêmes statuts, énumère parmi les attributions du comité d'administration, celle d'apprécier la valeur des choses mobilières et des effets publics présentés en gage.

La même société a voté le 15 novembre 1887 une proposition aux termes de laquelle elle peut avancer, sur dépôt d'effets publics, de l'argent aux banquiers, à 60/0 ; mais le remboursement doit se faire à la première demande.

Il n'en est pas moins certain que les Monts-de-Piété, tels qu'ils existent en France et en Italie, avec leur but partiellement charitable, surtout en ce que beaucoup dispensent les petits prêts du paiement de tout ou presque tout intérêt, n'existent pas encore en Roumanie.

Il y a là une lacune que nous ne saurions trop regretter et qui sera probablement comblée lorsque, en même temps, notre pays sera doté d'une loi contre l'usure. La création des Monts-de-Piété contribuera d'ailleurs à proscrire l'usure. C'est dans ce but que la France a monopolisé le prêt sur gages.

Entre ces deux maux : l'exploitation des pauvres par les usuriers, et le monopole de l'État, la France, pays de liberté cependant, a préféré et avec juste raison, ce dernier.

Des établissements de ce genre procureraient, en Roumanie tout particulièrement, des avantages considérables

aux classes ouvrières, aux petits commerçants. Nous appelons, de tous nos vœux, la création, en Roumanie, de la « Banque du pauvre ».

Vu par le Président de la Thèse :

A. WEISS.

Vu par le Doyen :

E. GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris :

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Du prêt sur gages.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Notion générale du contrat de gage.	3
CHAPITRE II. — Des établissements de prêt sur gages . . .	47
<i>Section I.</i> — Des établissements de prêts sur gages illicitement créés	48
<i>Section II.</i> — Des établissements de prêt sur gages dont le fonctionnement est autorisé.	54

DEUXIÈME PARTIE

Des Monts-de-Piété.

<i>Historique.</i>	59
CHAPITRE PREMIER. — Organisation des Monts-de-Piété. . .	69
<i>Section I.</i> — Du personnel et de ses fonctions générales	72
<i>Section II.</i> — Ressources des Monts-de-Piété . . .	77
<i>Section III.</i> — Particularités relatives au régime fiscal des Monts-de-Piété.	82
CHAPITRE II. — Opérations et fonctionnement des Monts-de- Piété	86
<i>Section I.</i> — <i>Des engagements.</i>	87
§ 1. — Leurs formes. — Leurs conditions de vali- dité	87
§ 2. — Responsabilité des Monts-de-Piété à rai- son des engagements, ou pendant la durée de ceux-ci.	94
§ 3. — Des reconnaissances.	100
<i>Section II.</i> — <i>Du dégagement et de la restitution du gage.</i>	105
§ 4. — Du dégagement et de ses effets.	105

§ 2. — Des oppositions émanant de tiers.	110
<i>Section III. — Des renouvellements.</i>	112
<i>Section IV. — Vente des objets engagés : Du boni.</i>	115
<i>Section V. — Du trafic des reconnaissances . . .</i>	121
<i>Section VI. — Appendice : Des avances sur titres.</i>	127
CHAPITRE III. — Critiques et réformes.	134
CHAPITRE IV. — <i>Législation comparée. — Angleterre, Rus-</i> <i>sie, Allemagne, Autriche, Roumanie . .</i>	147-162

